

Université de Montréal

Intitulé du mémoire

L'Azerbaïdjan : de la rente pétrolière à la corruption généralisée.

Présenté par :
Pontoizeau Edouard

Département de science politique

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise en science politique option
recherche.

Mai 2018

© Pontoizeau, 2018

Directeur de Maîtrise : M. Luc Duhamel

Résumé

Comprendre le maintien du régime en place et de la persistance la corruption dans les pays qui exploitent et exportent le pétrole est une question qui est de plus en plus d'actualité, que ce soit en Amérique du Sud, Afrique ou ex-Bloc soviétique.

En effet, l'étude portera sur l'analyse d'un pays, de son système politique et de la manière dont les ressources économiques du pays sont redistribuées. L'analyse s'intéressera à la théorie de la rente et donc à l'impact des revenus pétroliers sur la structure politique de l'Azerbaïdjan.

Dans un premier temps, une partie est consacrée au cadre théorique et la méthode qui charpenteront le raisonnement de cette étude. Dans un second temps, analysons la concentration des richesses à partir de la rente pétrolière. Dans une troisième partie, nous nous penchons sur la consolidation du régime, la fidélisation des élites oligarchiques/claniques et des hauts fonctionnaires par l'accès privilégiée aux « canaux » d'accession des richesses de l'État.

L'objectif qui ressort de ce mémoire est d'essayer d'éclaircir les mécanismes causaux qui font en sorte que la rente pétrolière favorise la concentration de l'accès aux richesses, et cause la corruption systémique. En d'autres termes, la nature de l'économie d'un pays caractérise le type de corruption qui y subsiste. En effet, l'étude cherche à savoir comment les revenus pétroliers ont affecté la structure politique de l'Azerbaïdjan.

Enfin, une dernière partie, moins approfondie que les précédentes, prendra la forme d'une discussion, soulignant les problèmes structurels constitués par la politique du « ventre plein » (Médard, 2006). Il s'agira d'évoquer les questions d'érosion de la société civile et les tentatives d'amélioration de la gouvernance par la transparence de la rente pétrolière.

Mots clés : état centralisé, état autoritaire, syndrome hollandais, corruption, diversification de l'économie, canaux d'accessions aux richesses, rente.

Summary

Understanding the maintained regime and the strong persistence of corruption in the countries which produced and exported oil is a question more and more asking in the global conceptualization of power (especially in South America, Africa and East Europe).

Indeed, this study analyzes one country political structure, his political system and his way to manage economic income from the oil rent. In other words, we intend to demonstrate the fact that the outcome of rent economy is centralization of political institution, which search to maintain himself on the top by corruption.

First, a part is dedicated to the theoretical framework and the method that frame the reasoning of this study. In a second time, let's analyze the concentration of wealth from oil revenue. In a third part, we will look at the consolidation of the regime, the loyalty of oligarchic elites and former officials through the privileged access to the “channels” of states wealth.

In fine, the main purpose of this paper is to clarify the causal mechanisms that cause oil rents to lead to the concentration of access to wealth, and that this concentration causes systemic corruption. In other words, the nature of a country's economy characterizes the type of corruption that remains there. In fact, the study search to know how oil incomes from the rent affected political structure in Azerbaijan.

A last part, less thorough than the previous ones, will take the form of a discussion, underlining the structural problems constituted by the policy of the "full belly" (Médard, 2006). It will evoke issues of erosion of civil society and attempts to improve governance through the transparency of oil revenue.

Key words : centralized state, authoritarian state, Dutch disease, corruption, diversification of the economy, channels of accessions to wealth, rent.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de maîtrise, le Professeur M. Luc Duhamel pour m'avoir transmis sa passion de la recherche, la détermination et l'esprit de la science politique. Je lui exprime toute ma reconnaissance pour sa générosité sans limites, sa disponibilité, ses encouragements, son soutien sans failles et ses précieux conseils. Il a accordé beaucoup de temps à ce travail et a été bien plus qu'un simple tuteur. Je lui dédie d'ailleurs cet humble travail en remerciement de l'honneur qu'il me fait d'être son dernier élève à lui soumettre un mémoire.

Ce mémoire n'aurait pu être présenté sans l'aide de M. Martin Carrier, professeur dont j'ai eu la chance d'être élève sur trois cours différents durant mon baccalauréat. Je le remercie pour ses relectures, remarques et conseils qui m'ont guidé durant la rédaction.

Je souhaite remercier spécialement M. Dominique Caouette et M. Charles Blattberg pour l'intérêt qu'ils m'ont fait porter aux différents enjeux internationaux, à la philosophie et de m'avoir donné toute la confiance nécessaire durant mes études.

Je remercie pour l'honneur que me font M. Dominique Caouette et M. Mamoudou Gazibo d'être les deux membres composant le jury de ce mémoire.

Je tiens aussi à remercier les nombreuses personnes que j'ai rencontrées dans le monde associatif durant ces années. Je remercie notamment les membres exécutifs du Forum des Affaires Mondiales d'HEC, de l'Association libanaise de l'Université de Montréal et évidemment les membres du Comité des Affaires Internationales de l'Université de Montréal, association que j'ai eu l'honneur de présider durant un an, et dont je suis membre depuis le début de mes études à l'Université de Montréal.

Je ne pourrai jamais assez remercier mes frères, Benoit, Louis et mes parents, pour qui je n'aurais jamais assez de mots quant à leur dévotion et leur soutien à mon égard, m'ayant toujours soutenu et appris à me surpasser.

Enfin, je compte remercier mes ami(e)s et toutes les personnes qui ont contribué à la concrétisation de mes projets universitaires.

Table des matières

Résumé	i
Summary	ii
Remerciements	iii
Table des matières	iv
Liste des sigles et la liste des abréviations	vi
Introduction	1
CHAPITRE I : Cadre théorique et méthodologie.....	2
1. L'étude des acteurs et de leurs comportements	4
1.1 Le constructivisme phénoménologique	4
1.2 L'analyse historique	5
2. L'étude économique et statistique de la rente pétrolière	7
3. Les théories de référence en appui de notre recherche	9
3.1 La rente pétrolière/gazière	9
3.2 Le néopatrimonialisme	9
3.3 Le post-soviétisme	10
3.4 La corruption	11
Hypothèses	13
Limites de l'étude	14
CHAPITRE II : De la rente à la concentration des ressources	15
4. Théories économiques	16
4.1 Théories de la rente	16
4.1.1 Théorie de la rente classique	16
4.1.2 Théorie de la rente pétrolière.....	18
4.2 Le syndrome hollandais.....	22
4.2.1 La perte de compétitivité des autres secteurs d'activité.	22
4.2.2 L'accroissement d'un pôle d'activité	25
4.2.3 La constitution du secteur pétrolier	29
5. Mode de gouvernance de la rente	31
5.1 Centralisation des richesses de l'État	32
5.1.1 Participation de l'État dans les secteurs stratégiques	32
5.1.2 Structure financière liée à la rente	33
5.2 Gouvernance de redistribution des richesses.....	34

5.2.1	Données de développement.....	35
5.2.2	Des inégalités sociales.....	39
5.2.3	Type de fonctionnement de l'administration.....	41
CHAPITRE III : La corruption, ou le maintien du régime en place.....		43
1.	Autocratie et éléments théoriques de corruption.	43
1.1	Théories de l'État	44
1.1.1	Régime politique et autocratie postsoviétique.....	44
1.1.2	L'articulation des élites	47
1.1.3	Un autoritarisme originel.....	49
1.2	Théories de la corruption systémique.....	54
1.2.1	Théorie générale	54
1.2.2	Cadre spécifique aux États rentiers	58
2.	La corruption systémique, substitution de l'État soviétique ?.....	62
2.1	L'Azerbaïdjan et le patrimonialisme	62
2.1.1	Un régime néopatrimonialiste	62
2.1.2	Le « néopatronage »	67
2.2	Du patronage à la corruption systémique.	71
2.2.1	Les données liées à la corruption.....	71
2.2.2	« Self-sustained corruption ».....	72
2.2.3	Une captation stratégique	75
Discussions et remarques		81
1.	L'érosion du tissu social.....	81
2.	Une volonté de transparence ?.....	87
3.	Les limites	91
CONCLUSION		93
BIBLIOGRAPHIE		96

Liste des sigles et la liste des abréviations

ASA	Accords de Stabilisations et d'Associations
BEI	Banque européenne d'investissements
BERD	Banque européenne de Reconstruction et Développement
CAF	Caisse d'assurance familiale (France)
CEI	Communauté des États Indépendants
CPE	Compagnie Pétrolière Étrangère
CPN	Compagnie Pétrolière Nationale
CUE	Conseil de l'Union européenne
ECFR	European Council on Foreign Relations
EITI	Extractive Industries Transparency Initiative
FMI	Fonds Monétaire International
GRECO	Groupes d'États contre la Corruption.
IDH	Indice de Développement Humain
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OCCRP	Organize Crime and Corruption Reporting Project
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RNB	Revenu National Brut
SOCAR	State Oil Company of Azerbaijan Republic
SOFAZ	State Oil Fund of Azerbaijan
TDG France	Trésor Direction Général France
UE	Union européenne
UEM	Union Économique et Monétaire
UNPSA	United Nations Public Service Awards
WDI	World Development Indicators
WVS	World Values Survey

Introduction

Nous entendons souvent parler de l'Azerbaïdjan par l'entremise du conflit l'opposant à l'Arménie au sujet du Haut-Karabakh ayant débuté en 1988. Ce conflit n'ayant trouvé que des arrangements précaires n'est en effet qu'une des seules raisons pour lesquelles l'Azerbaïdjan est évoqué dans les journaux. Néanmoins, une autre facette est apparue ces dernières années, plus particulièrement depuis les Jeux olympiques européens de 2015. Gaspillage, corruption, opposition muselée ont fait connaître les dérives du régime depuis l'indépendance de 1992 (Parlement européen, 2008). Pourtant, ce pays de près de neuf millions et demi d'habitant, anciennement sous le joug soviétique, a connu un essor rapide grâce aux ressources de la mer Caspienne. Atteignant des taux de croissance record à deux chiffres, l'Azerbaïdjan n'est néanmoins pas à l'abri des problèmes de gouvernance touchant les États-rentiers. Un État rentier est un pays dont le revenu national provient majoritairement des ressources indigènes vendues à des clients externes (Mahdavy, 1970). L'Azerbaïdjan dispose en effet de la « 20ème réserve prouvée de pétrole mondiale (0,4% en 2015 selon le rapport BP) et de la 25ème réserve mondiale prouvée de gaz (0,5% selon le même rapport), avec un potentiel offshore non exploré substantiel » (TDG France, 2016).

Ce mémoire cerne les variables de la corruption dans un pays rentier, en analysant les principes théoriques de la rente menant à la concentration des richesses structurant l'État, puis analyser la corruption entretenant un système politique hérité de l'époque soviétique.

L'Azerbaïdjan est original, puisque très peu de publications ont été effectuées sur le lien entre la rente pétrolière, la centralisation du pouvoir économique et politique et la nature du régime en place. Ce mémoire suivra une logique discursive prenant à témoin une littérature théorique abondante et des données liées en particulier à l'estimation de la corruption en Azerbaïdjan.

CHAPITRE I : Cadre théorique et méthodologie

L'objectif de ce mémoire est de mieux comprendre le concept de corruption systémique dans le cadre d'un État rentier postsoviétique, répondant ainsi à la question de recherche : « Pourquoi la rente pétrolière est-elle un moteur du maintien des élites d'un pays par la corruption ? »

Les raisons qui ont motivé le choix de ce sujet de recherche et de l'approche utilisée pour l'aborder se situent tout d'abord dans l'intérêt porté à l'analyse des pays de l'ex-Bloc soviétique. Ces pays ont été confrontés aux enjeux qu'impliquent l'indépendance et à l'exigence de construire une réalité politique et économique en apportant les preuves de leur capacité à s'émanciper de leurs protecteurs. C'est pourquoi cette analyse se focalise sur les transitions et les mutations profondes qui ont été opérées autant dans le domaine politique, que dans les domaines économiques, sociaux, et civilisationnels dans cette région à la suite de la chute de l'Union soviétique. La thématique, quant à elle, repose sur la relation entre une économie fondée sur une rente providentielle et son influence sur une forme de népotisme et de corruption ; et ce, afin de montrer qu'au blocage économique s'ajoutent des blocages liés à des choix de gouvernance et à la volonté de garder un même régime en place plutôt que d'ouvrir des fenêtres d'opportunité grâce aux recettes des matières premières. Le cas d'étude qu'est l'Azerbaïdjan a un attrait certain, d'une part par le fait qu'il s'agisse d'un pays ayant contenu ces périodes de transitions économiques et politiques (Willerton, 1992, VI). De plus, l'Azerbaïdjan est un cas d'école, comme nous le verrons, d'un État postsoviétique autoritaire, pouvant se comparer parfois à d'autres pays de cette même espace (Turkménistan, Kazakhstan, etc.). D'autres facteurs d'explication concernant le choix de ce pays suivront à mesure que les thèmes seront abordés dans ce mémoire.

Pour procéder à la rédaction de ce mémoire, la méthode qualitative sera utilisée de façon à inclure des recueils, des documents écrits et des rapports d'organismes internationaux, tout en prenant certaines données quantitatives descriptives dans le but d'appuyer les points qui seront avancés. L'objectif ici est d'analyser le maintien d'un type de régime dont la littérature en science politique s'est déjà largement intéressée, ceci notamment en lien entre

le type d'économie et le type de gouvernement. Ainsi, il s'agira de se concentrer sur une analyse institutionnelle autant dans ce qui a trait à l'économie (fonds de stabilisations, compagnies nationales, gestion des ressources, etc.) qu'à la politique (parlement, partage des pouvoirs, administrations publiques, etc.). Cela nous permettra d'identifier des variables claires, qui seront testés dans le cadre ce mémoire.

Selon les trois thématiques principales du mémoire, les documents seront issus de sources de natures différentes, allant de données quantitatives d'organisations internationales à des articles et des livres sur le régime politique, en passant par de nombreux rapports de terrain. Les sources primaires et secondaires qui dont je ferais usage dans ce mémoire seront exclusivement textuelles pour expliquer l'impact de la rente pétrolière dans la corruption, ainsi que les institutions passées.

1. L'étude des acteurs et de leurs comportements

Il s'agira notamment de s'attarder sur le « *self-sustained corruption* », c'est-à-dire sur ce phénomène de la corruption qui se maintient elle-même de la même manière qu'elle maintient les acteurs de cette corruption. Le cadre spatio-temporel énoncé et le cadre d'étude se concentreront, pour des raisons épistémiques, sur la corruption liée au partage et la distribution des recettes de la rente pétrolière. Les acteurs étudiés seront principalement l'État azerbaïdjanais, les hauts fonctionnaires et représentants de l'État d'Azerbaïdjan, les compagnies pétrolières (privées/publiques, internationales/nationales) et la société civile d'Azerbaïdjan.

Toutefois, le cadre conceptuel doit aller au-delà d'un travail sur les mécanismes de corruption, car il s'agira d'étudier le comportement des « élites » et de la famille Aliyev en place par rapport au pouvoir l'État. En étudiant cette famille, il s'agira de la situer dans des phénomènes historiques (tel que le passé soviétique) et structurants la société azerbaïdjanaise (l'héritage de ce passé historique sur les institutions actuelles) qui aura une place importante dans notre analyse.

1.1 Le constructivisme phénoménologique

C'est pourquoi nous nous référerons à un courant de pensée, ou plus précisément une approche qui semble permettre de « concilier » ce dualisme opposant parfois trop facilement l'analyse économique et l'analyse des motivations humaines, ce qui limiterait notre champ d'analyse (Corcuff, 2011, 10).

Le constructivisme phénoménologique dont l'un des auteurs phares est Alfred Schütz, servira une partie des travaux de ce mémoire. En effet, la force de l'étude d'Alfred Schütz, largement influencé par Husserl et Bergson, est de lier la vision des prédécesseurs et celle des contemporains quant à leurs vécus, leurs horizons et la façon dont cela participe à une forme de continuité des phénomènes s'inscrivant dans le temps (Schütz & Luckmann, 1973, 121-132).

Cette nuance du courant constructiviste se justifie par l'intérêt qu'ils portent sur l'étude des phénomènes collectifs à partir des propriétés, des actions des individus et de leurs interactions mutuelles. Il s'agira donc d'explorer les concepts liés aux théories de l'État (et

macroéconomiques), sans négliger les phénomènes d'interactions et d'articulations des rapports contractuels, sociaux, politiques et économiques des acteurs concernés par la corruption issue du secteur de l'extraction pétrolière. Enfin, il est à noter qu'en reprenant les sources du régime issu de l'ère soviétique, ce mémoire soulignera l'effet structurant des sédiments historiques façonnant encore la politique en Azerbaïdjan.

C'est pourquoi je me référerai aux règles d'un constructivisme phénoménologique que Schütz et Luckmann énoncent en plusieurs temps (Schütz & Luckmann, 1973, 121-132) : 1) L'horizon des prédécesseurs 2) L'horizon des compagnons soit les proches dans son environnement 3) L'horizon des contemporains. Je ne pourrai pas retenir l'horizon des successeurs pour des raisons de temporalité.

Pour renforcer la phénoménologie constructiviste, il s'agit aussi de suivre une méthode historique imprégnée des visions des prédécesseurs et des individus agissant à l'heure actuelle (Schütz & Luckmann, 1973, 122).

1.2 L'analyse historique

Ce point précis du cadre conceptuel qu'offrent Schütz et Luckmann reprend une partie de la méthodologie propre à Émile Durkheim : « La cause déterminante d'un fait social doit être recherchée parmi les faits sociaux antécédents » (Durkheim, 1895, 63).

La caractéristique d'un régime dynastique comme celui des Aliyev semble ne pas pouvoir déroger à ce cadre d'analyse d'une continuité historique qui est leur référence et donc nécessairement la nôtre. Une si forte personnalisation du pouvoir accompagnée d'une élite gravitant autour du pouvoir mène *de facto* à une étude des proches du pouvoir dans la dernière partie de ce mémoire. Ceci s'explique principalement par l'interaction qui existe, et parfois impose au personnage principal (en l'occurrence le leader) des comportements ou des façons de faire relativement contraignantes (Schütz & Luckmann, 1973, 130) pour partager l'exercice de la tyrannie avec ses complices et subordonnés sans lesquels son pouvoir ne saurait s'exercer (La Boétie, 1549).

Nous nous concentrerons sur ce cas particulier, dont l'aspect clanique de la structure politique azérie et la forte concentration des pouvoirs en un homme, Ilham Aliyev, sont caractéristiques de nombreux pays d'Asie centrale comme le Turkménistan ou

l'Azerbaïdjan (Willerton, 1992, VI). Il est probable que les enseignements tirés de cette étude puissent valoir pour d'autres pays d'Asie centrale, voire d'autres où la rente pétrolière s'accompagne d'une structure politique semblable ; mais notre objet ne sera pas une analyse comparée de politiques publiques.

Le choix de l'Azerbaïdjan tient à ses nombreuses particularités qui en font un pays propice à l'étude de l'interaction des élites gravitant autour du pouvoir et du maintien d'un régime en place depuis son indépendance en 1991. À ce sujet, les clans n'ont jamais cessé d'exister et ont toujours été très actifs dans la construction de l'identité politique azerbaïdjanaise (Willerton, 1992, VI). D'autre part, le pouvoir en lui-même fut depuis le cœur de l'époque soviétique plus ou moins régi (ou du moins « piloté ») par une seule et même famille (Willerton, 1992, VI). La régularité de ce régime, à l'exception de l'indépendance et de la courte période d'incertitude de 1991 à 1993, est un facteur important dont la continuité en fait un objet d'étude pertinent pour attester de cette relation entre continuité des élites et continuité du régime (Coville, 2008).

La littérature qui sera utilisée pour collecter les données et les caractéristiques des acteurs du régime reposera sur différents auteurs spécialistes de l'exercice du pouvoir des dirigeants et des politiques de l'espace soviétique et du Caucase. Il sera fait mention aussi de certains sites gouvernementaux et journaux nationaux pour évoquer les questions liées aux apparitions médiatiques et de la mise en scène autour de la famille Aliyev (récompenses et cérémonies internationales, circuit de Formule 1, Eurovision 2015, etc.).

Élargissant souvent l'entourage de la famille Aliyev à certains clans proches du pouvoir, il ces mêmes auteurs ainsi que des ONG comme *Organize Crime and Corruption Reporting Project* apparaîtrons comme des sources solides pour obtenir des clefs d'analyse concernant les affaires judiciaires touchant les proches du pouvoir.

2. L'étude économique et statistique de la rente pétrolière

Outre l'étude phénoménologique et historique, il est indispensable de disposer de bases quantitatives. À cet égard, il est important de mentionner que l'Azerbaïdjan est membre du Partenariat oriental, qui est une politique de voisinage visant « à renforcer l'association politique et l'intégration économique de six pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud » (CUE, 2017). La grande quantité de données qu'offrent les institutions européennes ayant des liens avec l'Azerbaïdjan est une source conséquente de ce mémoire, surtout à ce qui a trait aux données numériques et à l'appréciation des lois régissant l'Azerbaïdjan. Le suivi des données de ces organisations supranationales est précieux, certes parfois critique du fait du peu de volonté d'amélioration de la transparence, mais ils sont à ce jour les chiffres les plus crédibles à notre disposition.

D'autres organismes internationaux comme la Banque Mondiale, le FMI et de l'ONU (PNUD plus précisément), des revues scientifiques spécialisées comme Energy Revue et des instituts de statistiques comme l'INSEE sont aussi cités pour les sources et données importantes et crédibles qu'elles offrent, ainsi que leurs analyses des données sur lesquels notre raisonnement s'appuiera. Les données des années 2000 et 2010 sont prises en compte pour observer les tendances économiques issues de la forte augmentation des capacités d'extraction pétrolière sur la mer Caspienne. Ces données seront utilisées pour étudier :

1) L'évolution de la production du pétrole et le poids de l'exportation de 1999 à 2009 par Energy Revue (Ciarreta & Nasirov, 2011). 2) L'évolution du prix du baril de pétrole en dollars US courant (pour ne pas se laisser tromper par la volatilité du dollars US en lui-même) au cours de la décennie 1999-2009 (INSEE, 2016). 3) L'évolution du PIB en dollars US au cours de la décennie 1999-2009 (Banque Mondiale, 2017).

L'objectif est d'observer par la suite, avec les données de développement et de répartition des richesses, la façon dont l'État azerbaïdjanais distribue les recettes. Des données telles que l'IDH, l'indice de GINI et les données liées à la santé de la Banque Mondiale, de l'OMS et du PNUD sont des instruments de quantifications suffisants pour observer sur une échelle de temps semblable (2000-2014) les évolutions liées à l'évolution de la production du pétrole en Azerbaïdjan et de son prix.

Les organisations non gouvernementales parviennent à ajouter des indices (tel l'IPC), parfois plus développés sur les données disponibles. Transparency International, Organize Crime and Corruption Reporting Project et World Values Surveys sont des exemples d'organismes dont les données collectées sont largement utilisées dans ce travail. Il ne s'agit pas uniquement des données disponibles sur les sites de chacun de ces organismes, mais aussi les rapports annuels datant de 2016 et 2017.

Des données précises d'organismes nationaux comme le SOFAZ ou le SOCAR, parfois même les sites du gouvernement azerbaïdjanais ont été utilisés. Aussi, les méthodes de gestion/management des fonds et des ressources qui leur sont alloués permettent un regard différent sur la vision à long terme des régimes d'Heydar et Ilham Aliyev.

3. Les théories de référence en appui de notre recherche

Enfin, notre travail s'appuiera sur des concepts et modèles théoriques. Nous ferons usage de la littérature classique et contemporaine sur les différents concepts centraux utilisés.

3.1 La rente pétrolière/gazière

Les outils qui seront utilisés pour comprendre la notion de rente pétrolière et gazière seront tout d'abord théoriques et philosophiques, afin de mettre l'emphase sur ce qu'elle implique pour les différents acteurs profitant de cette rente providentielle.

Les définitions d'Adam Smith et de David Ricardo sont évidemment mises en avant, principalement pour comprendre l'essence de la nature de la rente. En effet, du « prix payé pour l'usage de la terre » (Smith, 1776, 120) à la rareté de la ressource (et accessoirement sa différence de qualité selon la terre où elle est extraite (Ricardo, 1817, 34-35)). C'est ainsi que l'idée de rente différentielle apparaît et sera reprise par l'ensemble des théoriciens de la rente pétrolière.

Par rente pétrolière, il s'agit de prendre celle-ci sous la forme de surplus, de la même manière que Ricardo pour ce qui est de la rente différentielle (Chevalier, 1975). Le prix du baril de pétrole implique donc un gain structurel auquel la facilité d'extraction pétrolière, facteur fondamental du bas prix d'extraction (Angelier, 1976).

Il est indispensable de ne pas mentionner l'incontournable syndrome hollandais, qui est en quelque sorte un mécanisme de désindustrialisation massive (manufacture, industrie à moyenne/petite valeur ajoutée) issue de la forte hausse de la monnaie relative à l'exportation importante de pétrole (Corden & Neary, 1982). En définitive, il s'agit un cercle vicieux de la dépendance au secteur pétrolier s'opère et dont nous verrons les détriments directs sur la nature structure économique, et le régime social (Corden & Neary, 1982).

3.2 Le néopatrimonialisme

Pour ce qui a trait au régime politique et les théories liées au mode de gouvernance, un lien direct sera effectué entre la concentration des richesses exercée par la rente pétrolière et la concentration des pouvoirs politiques.

Le concept politique central de ce mémoire est indéniablement le néopatrimonialisme, affilié au large champ de l'exercice du pouvoir. S'ajoutant au patrimonialisme wébérien qui énonce les propriétés d'un pouvoir *leadership* charismatique (Médard, 1994). « La notion de néopatrimonialisme a pour nous l'intérêt d'être moins normative que celle de corruption », et permet de réduire la normativité issue des concepts utilisés dans le cadre du régime politique et de la corruption (Médard, 1994), en l'occurrence de ce mémoire.

Différents auteurs reprendront de Médard le mode de domination dans un cadre étatique, qui correspond donc à une situation de dualisme où l'État se caractérise par un phénomène de patrimonialisation et de bureaucratisation.

Ainsi que Schütz nous suggère de fonctionner, il s'agit de s'intéresser aux proches qui gravitent autour du pouvoir (Schütz & Luckmann, 1973, 121-132). La structure des élites est liée aux orientations et codes culturels qu'elles tentent de s'approprier (comme l'identité nationale) en exerçant son contrôle sur la répartition des ressources dans la société (Eisenstadt, 1983, 1240-1242). Eisenstadt explique ainsi qu'il s'agit d'une manière d'assurer l'accès des sphères institutionnelles importantes : politiques, économiques, culturelles, etc. à une faible proportion des élites au pouvoir et leur maintien (Eisenstadt, 1983, 1241). Il s'agit du fil conducteur du maintien d'une « fidélité » liée à la diffusion des normes et du modèle de gouvernance.

Un dernier élément qui s'imbrique dans la nature du régime politique, et découle du néopatrimonialisme est le « patronage/néopatronage ». Les symptômes de patronage politique portent notamment sur la fusion de l'administration et du politique (de la même manière que le néopatrimonialisme), ainsi qu'une « transformation » des rapports de forces entre l'administration et le politique (Lemieux. 1977,161).

3.3 Le post-soviétisme

L'autre point important de ce mémoire est l'administration publique dans l'ensemble des États postsoviétiques en s'intéressant à l'aspect comportemental des hauts-fonctionnaires gravitant autour des élites. De façon plus factuelle, l'administration publique de la majorité des États postsoviétiques se caractérise par l'inefficacité et l'incapacité à se réformer par elles-mêmes (Andreff, 2007). De plus, l'absence de contrôle

sur celles-ci provoque des dérives dans la gestion des deniers publics, alors même qu'elles sont les principaux mécanismes d'accès aux richesses de l'État (Andreff, 2007). C'est ainsi que les administrateurs ou managers s'attribuent des services, des biens, parfois même un haut pouvoir discrétionnaire en termes d'accès à des postes ou des responsabilités pour profiter de ces ressources (Andreff, 2007). Afin de lier les deux précédents auteurs pour y constituer une théorie plus pratique du néopatrimonialisme, ce modèle revient à une construction patrimoniale de l'élite au pouvoir mêlée à la modernité. En outre, le pouvoir discrétionnaire du chef d'État est dû à l'absence des sphères de compétence du pouvoir et une loyauté sans faille des proches gravitant autour du pouvoir (Gorlizki & Khlevniuk, 2004).

3.4 La corruption

Enfin, le dernier concept central de ce mémoire, et probablement le plus sujet à controverse académique, est celui de la corruption.

Le premier élément lié à la corruption dans cette brève revue des concepts la compétition avec le marché extérieur qui, *de facto*, est un moyen de réduire la corruption, car plus l'exposition au marché extérieur existe, plus on observe de confrontations de normes se détachant d'une articulation oligarchique de la création et la distribution de normes (Bardhan, 2006, 346). Cela mène parfois, nous le verrons, à un réel ébranlement des frontières entre les trois pouvoirs (exécutifs, législatifs et judiciaires) lorsqu'il n'y a pas de compétition extérieure (Bardhan, 2006, 346-347).

De façon à intégrer plus en profondeur le niveau « criminogène » de la corruption, il est nécessaire d'inclure les tenants de la corruption endémique et les degrés que peuvent atteindre celles-ci. On assiste à l'émergence d'un nouveau système normatif, la corruption devant une norme dans certains cas (Della porta & Vanucci). Il s'agit d'une forme de « *self-sustained corruption* », c'est-à-dire la corruption qui s'entretient elle-même et devient un mode de fonctionnement parallèle (Della porta & Vanucci, 1999).

De manière plus concrète et plus proche au sujet qui nous intéresse, la mauvaise gouvernance des recettes issues du pétrole peut être attribuée à la perte d'imputabilité des administrateurs / responsables et la recherche de gains personnels sous forme de rentes. Ainsi, il s'agit d'analyser le pouvoir discrétionnaire et arbitraire des administrateurs

reposant sur un cycle entre les institutions/élites en place et son maintien par la corruption générale dans le secteur de l'extraction « *Corruption is maintained by a self-reinforcing cycle* » (O'Higgins, 2008).

Il est inconcevable de ne pas invoquer le « *decision making* », ou autrement dit le processus de décision dans le secteur public (dépenses, etc.). L'élément central ici est le concept de distorsion du marché interne (très néfaste à la diversification de l'économie), impliquant la perte des revenus et l'augmentation des dépenses du gouvernement, le dévoiement du rôle des administrateurs, et enfin dérive du système d'investissement (*rent seeking v. productiv activities*) (Tanzi, 1998, 26).

Dernier point concernant l'aspect pratique de ce mémoire, il sera fait usage de textes de lois organiques et des institutions concernées par ces textes (Constitution azerbaïdjanaise notamment), pour observer le fonctionnement et la répartition des pouvoirs dans un cadre juridique.

Au-delà de la collecte de données, le raisonnement du mémoire tend à considérer plusieurs variables, que sont :

Dans le cadre du 2nd chapitre :

- Mesurer la proportion de la rente pétrolière/gazière dans le PIB de l'Azerbaïdjan.
- Constater la rente concentrée aux mains de l'État (Compagnie publique nationale ou privée, mainmise de l'État sur les transactions internationales, etc.).
- Apprécier la façon dont la rente est répartie dans l'économie et la société (modèle de distribution, filet social ou non, diversification crédible ou non)

Dans le cadre du 3^e chapitre.

- Identifier la nature du régime politique (autoritaire ou non, oligarchique ou non, centralisée ou non, néopatrimoniale ou non, clanique ou non, etc.)
- Cerner l'héritage politique (dynastique ou non, identité soviétique ancrée ou non)

Hypothèses

Ce cadre méthodologique nous a permis de formaliser deux hypothèses par rapport à la question de recherche, d'où découle une problématique certaine : En quoi la rente pétrolière a-t-elle favorisé le prolongement d'un État autoritaire par la corruption en Azerbaïdjan ? À l'évidence, le rapport entre la structure politique et les rentes pétrolières concerne de nombreux États, notre étude apportant des éclairages dont certains seront transposables à l'examen de ces autres pays dans des travaux ultérieurs qui dépassent le cadre de cette maîtrise.

La première hypothèse s'intéresse à la nature structurante de la rente pétrolière sur une économie, et donc à ses effets sur le mode de gouvernance. La rente pétrolière centralise l'économie et favorise la centralisation du pouvoir politique, facilitant en conséquence l'émergence d'une classe oligarchique. Cette première hypothèse pose que l'État, grâce aux recettes de la rente pétrolière dont il a le monopole de l'accès, redistribue suffisamment de fonds à la société civile pour garantir un certain niveau de vie à sa population et réduire le risque d'opposition. Il s'agit de la « politique du ventre rond ».

La deuxième hypothèse tient à l'effet historique de la structure politique sur la situation actuelle. Une oligarchie issue du modèle qu'implique la rente pétrolière existe par rapport à un contexte facilitant l'émergence d'une telle classe dirigeante. Mais la nature du régime antérieur et l'héritage de celui-ci jouent un rôle prépondérant sur les institutions politiques et la corruption qui en découle en s'accaparant la ressource pétrolière au profit de la continuité du régime. La rente pétrolière garantit la pérennité d'un régime hérité d'un pouvoir autocratique fort, donnant un accès aux richesses de l'État à certaines cliques, et constitue une machine que je nommerai « *self-sustained corruption* ».

D'autres hypothèses comme la culture politique, les raisons géopolitiques pesant sur la balance du maintien d'un régime en place sont aussi largement en cause, mais ne peuvent être étudiées pour des raisons pratiques d'exhaustivité du travail. Aussi, en raison de l'optique du travail, ces variables peuvent parfois prêter à des digressions ou certains raccourcis si elles ne sont pas maîtrisées comme il se doit. Cela n'empêche pas que ces mêmes hypothèses pourront être brièvement mentionnées dans ce travail, et faire aussi l'objet de travaux ultérieurs.

Limites de l'étude

Comme il est mentionné au début de ce mémoire, ce travail a pour intérêt d'analyser dans le même temps les facteurs liés à la rente pétrolière, et ce que cela induit dans la concentration des richesses. Les notions économiques employées, bien que relativement élémentaires, ont permis de mettre en lumière de nombreux aspects de la gouvernance et des dérives du système azerbaïdjanais. Néanmoins, ces données ne sont pas aussi récentes que nous aurions pu le souhaiter. Pour des raisons liées à la pertinence des corrélations mises en avant, les données disponibles de certains facteurs jugés primordiaux pour l'étude de cas n'étant pas disponibles pour le courant des années 2010, une majorité des analyses se situent dans un cadre temporel moins récent qu'escompté.

Pour ce qui a trait à la concentration des pouvoirs et le maintien de ce schéma de gouvernement, le mémoire s'est penché sur une analyse institutionnelle, à la fois sur la répartition des pouvoirs, la façon dont les pouvoirs sont exercés et le modèle constitutionnel. Ici, la limite se trouve dans la façon dont les procès sont tenus, la façon dont la confusion des pouvoirs s'effectue clairement, mais cela relève d'un travail judiciaire qu'une analyse politique, bien que des éléments concrets aient été donnés.

De façon plus globale, il est vrai que le mémoire constitue un travail académique qui nécessite une « immersion » dans le cadre d'étude analysée. Le manque de données personnelles des élites, du gouvernement et de leurs intentions, comme la phénoménologie le suggère, quelques fois comblée par des propos tenus par des proches d'Ilham Aliyev, manque à créer un regard davantage omniscient et donc plus crédible sur la situation. Les difficultés à obtenir de véritables interviews aux Azerbaïdjanais et aux élites rejoignent ici des questions pratiques (ne pouvant pas matériellement me présenter en Azerbaïdjan), et des questions culturelles héritées d'un passé totalitaire.

Les récentes arrestations et/ou disparitions de journalistes d'investigations, de membres d'ONG dont certaines sont citées dans ce mémoire sont une source principale du manque de données ayant trait à la psychologie et les véritables intentions des acteurs impliqués de près ou de loin à la corruption, ainsi que de la volonté de ne pas faire de terrain pour le moment en Azerbaïdjan.

CHAPITRE II : De la rente à la concentration des ressources.

La problématique avancée dans ce mémoire est de juxtaposer un système politique avec un système économique, et ainsi expliquer les raisons structurelles de la corruption.

Cette première partie s'intéressera à la première hypothèse suggérée étant que la concentration des activités économiques, en l'occurrence sur la rente du pétrole, cause une concentration des richesses et des pouvoirs.

L'objectif qui ressort de cette partie est d'éclaircir les mécanismes causaux qui font en sorte que la rente pétrolière mène à la concentration de l'accès aux richesses, et offre à l'État les possibilités de mener des politiques publiques généreuses. En l'occurrence, la rente pétrolière implique une structure verticale de la gestion de finances publiques et des recettes d'un État ayant pour source majoritaire de revenu le pétrole et le gaz.

Cette partie présentera deux volets allant de la rente pétrolière au mode de gouvernance de celle-ci.

D'une part, la constitution de la rente et ses conséquences sur la concentration économique forment le premier argument allant dans le sens de la concentration des richesses. D'autre part, il s'agira d'établir le lien direct entre la rente et les méthodes de distribution, les avantages et les inconvénients des recettes de l'État dans l'inclusion des financements des politiques publiques liées notamment au développement.

Une brève mention sera accordée au *State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan*, dans le cadre notamment des structures de financements des politiques publiques liées au développement humain (santé et éducation notamment). Une étude plus précise des politiques de gouvernance des fonds souverains sera mise en avance dans la dernière partie de ce mémoire « Discussions et remarques ».

4. Théories économiques

Il est donc judicieux, avant de se lancer dans l'analyse du système politique azéri, d'énoncer certaines théories économiques importantes à la compréhension de la structure et du fonctionnement de l'État azéri. La théorie de la rente économique étant celle qui a porté le plus d'attention pour comprendre le mode de production et de distribution des ressources de l'État, elle a été retenue en plus de permettre une analyse spécifique à la situation azérie.

4.1 Théories de la rente

Il est de moins en moins évident de faire appel aux classiques lorsqu'il s'agit d'aborder des sujets très actuels. Pourtant, ces derniers apportent des réponses permettant de mettre en perspective les théories essentielles à la compréhension de la dynamique que ce mémoire tente de cerner.

4.1.1 *Théorie de la rente classique*

La théorie d'Adam Smith liée à la rente apparaît dans le Chapitre XI de son œuvre « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations ».

« La rente de la terre, considérée comme le prix payé pour l'usage de la terre, est donc naturellement un prix de monopole. Il n'est nullement en proportion des améliorations que le propriétaire peut avoir faites sur sa terre, ou de ce qu'il lui suffirait de prendre pour ne pas perdre, mais bien de ce que le fermier peut consentir à donner. » (Smith, 1776, 120).

Autrement dit, la rente est issue d'un accord passé entre le propriétaire et l'exploitant, ce dernier pouvant exploiter les ressources et les terres du propriétaire moyennant un retour de ses activités à celui-ci. Dans le cas précis, la rente revient donc exclusivement au propriétaire du terrain. Cette transaction est une redevance, et par conséquent un accord de « concession » entre celui qui utilise le sol et celui qui est le propriétaire.

La théorie de David Ricardo liée à la rente apparaît dans le Chapitre II des « Principes » qu'il écrit en 1817. La rente y est définie comme « une redevance attachée au sol lui-même, au droit de propriété [...] et la faculté d'exploiter leur terre ». Selon Ricardo, « la rente se combine avec l'intérêt, les profits, et s'absorbe alors dans le fermage », autrement dit dans la somme payée par l'exploitant au propriétaire. (Ricardo, 1817, 35).

Néanmoins, et c'est bien là l'apport essentiel de Ricardo dans la théorie de la rente, c'est qu'il n'existe de rente que si l'élément exploité n'est pas infini, qu'il existe une véritable demande de se produit, et qu'il n'est réparti que dans certaines parties de la planète et ceci de façon inéquitable. Par ailleurs, la rente liée à l'époque au charbon ou au fer s'explique de la même manière aujourd'hui avec le pétrole, si ce n'est davantage.

La rente différentielle est une théorie reposant donc sur le principe de rareté de la ressource exploitée et de son inégale répartition. Plusieurs auteurs de cette théorie considèrent ainsi que le prix, et donc les revenus issus de cette rente s'expliquent avant tout par les possibilités d'exploitation de celle-ci selon les lois du marché. Une rente ne serait possible que si les technologies et les manières de produire permettent d'exploiter les ressources à des coûts inférieurs aux prix de vente du marché. Les rentes ne sont pas issues d'un pouvoir arbitraire (ou du moins de façon relative), car elle est liée aux lois de l'offre et de la demande ainsi que des possibilités de production.

De la même manière, Malthus approfondit cette analyse en se reposant sur les mêmes constats liés à la formation de la rente. Il en tire une conséquence qui est celle du prix. La rente est destinée à justifier un prix élevé, car il s'agit de développer les conditions nécessaires à la création de la rente. Dans l'exemple de Malthus, il s'agit de développer les cultures en proportion à nos richesses. En définitive la rente est donc le prix de l'usage du sol et non un prix de monopole, et est divisée entre la rente du propriétaire, et de l'exploitant (Malthus, 1815).

4.1.2 Théorie de la rente pétrolière

Les théories de la rente pétrolière suivent de très près les théories classiques énoncées précédemment, puisque la rente du pétrole est une forme, bien qu'un peu plus complexe, de rente du sol et qu'elle tient son application en large partie des théories de la rente de l'école classique. Pour éclaircir l'essence de ce mémoire et acquérir les notions cruciales à la réponse de la problématique donnée, nous retiendrons les contributions de J.M. Chevalier et de J.P. Angelier pour reconnaître les différentes formes de rente que s'approprie l'industrie pétrolière.

La théorie de Chevalier liée à la rente pétrolière se fonde sur l'idée de « surplus pétrolier », qui est le cas précis sur lequel ce mémoire tend à comprendre les enjeux, est largement reprise dans l'ensemble de ses ouvrages. « *Éléments théoriques d'introduction à l'économie du pétrole : l'analyse du rapport de force* », paru 1975, permet dans un premier de comprendre les enjeux de gouvernance qui tend à être bien plus complexe que la gestion commerciale et budgétaire liée à la dépendance d'un secteur d'activité. Bien qu'il soit évident que la demande exponentielle du pétrole en plus de l'oligopole qu'elle constitue avec les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétroles) permette de garantir une croissance soutenue du PIB, certains aspects sont néanmoins importants à soulever à travers ce qu'énonce Chevalier. L'intérêt d'avoir présenté dans un premier la rente selon Adam Smith est de définir clairement ce qu'est la rente du point de vue d'un propriétaire terrien.

Selon Chevalier, le concept de rente est défini par un simple calcul économique :

$$\text{Rente} = \text{Prix de Valorisation d'une unité de pétrole raffiné} - \text{Coût Moyen (extraction, transport raffinement et distribution) d'une unité de pétrole raffiné.}$$

Ce calcul est à différencier du bénéfice net, car la rente ne comprend pas les rémunérations et les salaires qui sont versés dans l'ensemble de l'opération, qui sont déduits de la valeur marchande de la ressource.

Nous ne nous attarderons pas sur le sujet de la maximisation de la rente par les agents économiques d'État, en l'occurrence les compagnies d'État, mais sur le fait que Chevalier nous apporte, dans sa contribution, la notion de monopole d'une rente. Autrement dit, la

perception de la totalité de la rente qui est, selon Adam Smith, légitime au propriétaire foncier, s'accorde aussi dans le cadre des gisements pétroliers (et par extension les gisements miniers) puisque l'État est propriétaire des sols et que cette rente lui revient théoriquement. Dans le cas présent, il s'agit donc de comprendre comment s'effectue la collecte de cette rente de manière à garantir la souveraineté et les pleins droits de l'État sur ses ressources.

L'analyse des théories classiques de la rente et de la rente pétrolière permet d'établir un point essentiel dans ce mémoire, notamment dans la construction d'une rente dans une économie standard, pour ensuite devenir une rente d'économie d'État. Autrement dit, il s'agira de voir la corrélation directe entre la rente et la centralisation des activités économiques entre les mains de l'État. Le cas particulier de l'Azerbaïdjan, où l'économie est avant tout entre les mains de l'État (surtout la rente liée aux hydrocarbures), est en adéquation avec les théories de la rente pétrole. Ainsi, les règles théoriques qui régissent cette situation pourraient être à la fois une rente liée au monopole, puisque l'État azéri est propriétaire des sols exploités (et *de facto* le principal exploitant). En revanche, le prix est un facteur majeur de la gestion de cette rente (puisque les coûts intrants sont déduits) et dépend donc davantage du marché mondial. La question du partage de la rente pétrolière dont nous fait part Angelier démarre du postulat lié à cette compréhension de la rente de Chevalier. À cela s'ajoute la théorie malthusienne de la rente qui considère le « prix d'usage du sol » selon l'offre et la demande, en plus de la qualité du sol. Dans le cas de la rente pétrolière, cela se réfère de la même manière au prix de valorisation du pétrole raffiné en y déduisant les coûts entrants mentionnés précédemment, et la qualité de celui-ci sur le marché mondial ainsi que sa demande.

« *La rente pétrolière : éléments pour une interprétation théorique de la structure des prix des produits de l'industrie pétrolière internationale* » publiée en 1976 d'Angelier, est donc en continuité du travail de Chevalier. Le prix de production est déterminé par les producteurs supportant les coûts individuels les plus élevés, ce qui entraîne l'apparition d'une rente différentielle pour les autres producteurs (Angelier, 1976). Cette rente est obtenue par la facilité que peuvent avoir certains pays à extraire de plus grandes quantités de gaz et de pétrole que les autres pays expliquent ainsi la rapide croissance de ce secteur

dans certains pays plutôt que d'autres, et l'incitatif qu'a l'État d'investir massivement dans ce secteur plutôt que d'autres. L'intérêt de l'Azerbaïdjan réside donc dans la facilité d'extraire ces ressources et d'en garantir une rente solide. Pour appuyer ce point du raisonnement quant aux incitatifs que le gouvernement azéri peut avoir à investir dans ce secteur précis.

Selon Coville, de tels incitatifs ont poussé le gouvernement à préserver une activité très soutenue de ce secteur.

« L'activité est restée très bien orientée en 2008, toujours tirée par le boom des exportations pétrolières du fait de la poursuite de la hausse des capacités de production et du maintien de prix élevés, la production devant atteindre 1 million de barils par jour par rapport à 850 000 par jour en 2007 » (Coville, 179, 2008)

La rente expliquée par Angelier implique donc un choix stratégique évident en termes économiques et une stratégie de développement général du pays lié à cette ressource. Il ne faut pas négliger un facteur important de ce système de rente. Cette dernière implique aussi une forte dépendance à la conjoncture commerciale, car les exportations constituent 72,6% du PIB d'Azerbaïdjan (Banque Mondiale, 2016) dont 95% proviendraient des hydrocarbures (La Tribune, 2016).

Cette rente s'explique par un choix selon les avantages comparatifs de production.

Le surplus pétrolier peut être exprimé selon la formule suivante :

$$\textit{Surplus} = \sum q_{ij} p_{ij} - \sum c_{ij} q_{ij}$$

Avec i produits pétroliers et j pays

q_{ij}: quantité consommée du produit i dans le pays j

p_{ij}: prix de marché (taxes incluses) du produit i dans le pays j

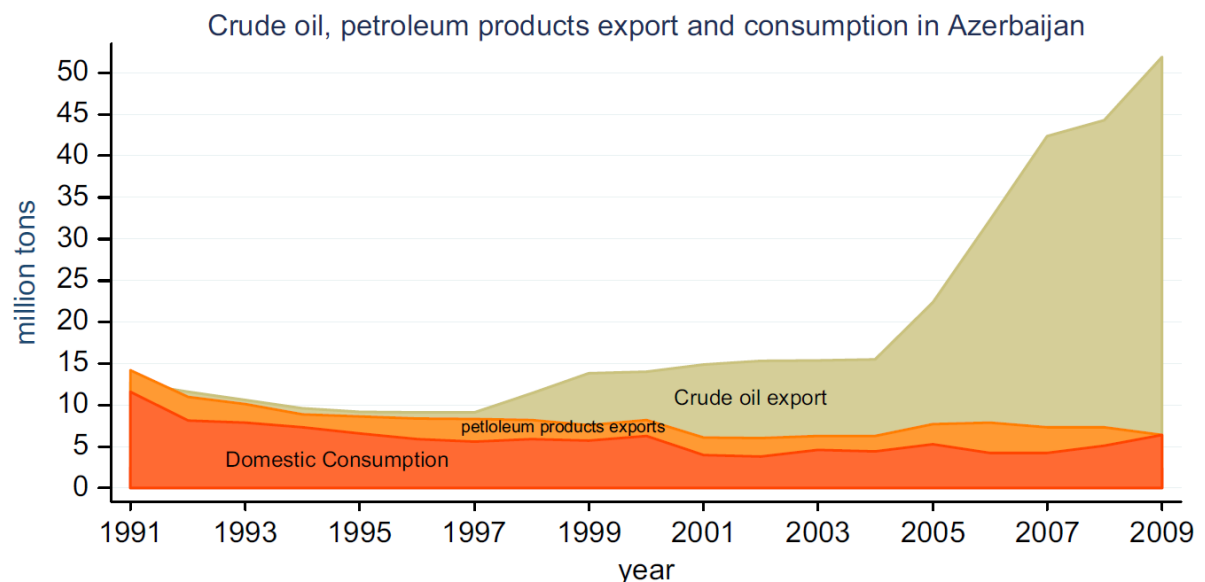
c_{ij}: coût unitaire de production du produit i dans le pays j

Ce calcul permet de façon simple d'illustrer le comment se dégage le surplus qu'enranger le propriétaire de la concession pétrolière, en l'occurrence l'Azerbaïdjan. Le mode de gestion du surplus est central, notamment dans la reproduction économique du pétrole. Lorsque celle-ci est assurée, les coûts diminuent tendanciellement ce qui rend l'incitation

à l'entrée forte et le marché paraît favorable aux consommateurs. Il apparaît que lorsque les firmes et les États contrôlent le marché, ils instaurent des barrières à l'entrée pour limiter la concurrence et le marché devient un marché cartellisé, ou autrement dit une forme d'oligopole (Baddour, 1998). Ce concept d'oligopole, voire de monopole dans le cas de l'Azerbaïdjan, est de toute manière caractéristique de l'industrie pétrolière et gazière, autant à l'échelle internationale que nationale dans la majorité des États rentiers. Un peu plus tard dans la démonstration, cette part de l'analyse permettra de comprendre les mécanismes relationnels entre les acteurs étatiques et les acteurs économiques nationaux/transnationaux.

Dès lors, notre observation des phénomènes de centralisation des pouvoirs économiques et politiques se basera dans un contexte d'exportation pétrolière conséquente et accrue de façon quasi exponentielle en l'espace d'une décennie et d'une politique résolument tournée sur l'extraction pétrolière impliquant choix politiques et économiques comme nous le verrons.

A. Ciarreta, S. Nasirov / Energy Policy 40 (2012) 282–292



4.2 Le syndrome hollandais

De ce constat lié à l'accroissement du secteur pétrolier dans l'économie azérie, l'argumentation se poursuit donc à travers les symptômes qu'une telle situation créée sur l'ensemble des autres secteurs d'activités. Le « syndrome hollandais » avancé par Corden et Neary semble tout à fait approprié puisqu'elle met en avant un schéma économique d'« hypertrophie » de secteur pétrolier à l'instar des autres secteurs d'activités économiques (Corden & Neary, 1982). L'étude du syndrome hollandais prendra néanmoins une finalité plus poussée que celle mise en avant par Corden & Neary. Elle permettra de délimiter non seulement les conséquences économiques de ce processus, mais aussi les conséquences politiques d'un tel bouleversement socio-économique.

4.2.1 La perte de compétitivité des autres secteurs d'activité.

“In the simplest of the models considered, which assumed that only labour was mobile between sectors, de-industrialisation (a decline in the non-booming part of the traded goods sector, assumed here to be manufacturing) was shown to follow in most of the usual senses of the term, including a fall in manufacturing output and employment, a worsening in the balance of trade in manufacturing and a fall in the real return to factors specific to the manufacturing sector (though not necessarily in their return relative to those of factors specific to other sectors).” (Corden & Neary, 1982).

Les secteurs autres que ceux reliés directement à l'extraction pétrolière et ses dérivés directs (raffinage par exemple) sont exclus, car ne sont pas assez compétitifs selon la loi des avantages comparatifs et ne peuvent soutenir la hausse de la monnaie relative à la très forte hausse des exportations pétrolières. En outre, il s'opère une désindustrialisation massive (ou une incapacité d'industrialiser), notamment dans les secteurs traditionnellement peu compétitifs au marché international et exigeant des ajustements monétaires comme la production manufacturière. Il s'agit donc d'un syndrome, comme son nom l'indique, réduisant considérablement les marges de manœuvre du gouvernement car le rendant de plus en plus dépendant aux exportations d'un secteur, en l'occurrence le pétrole, et l'affectant à une situation de vulnérabilité des prix des marchés internationaux concernant le pétrole.

Selon Angelier (2004), une industrie est intégrée à l'économie si les consommations intermédiaires croisées avec les autres branches sont intenses, ou autrement dit si

l'industrie use de la production des autres secteurs d'activités : la croissance d'une branche a un impact positif sur les autres branches (qui sont ses fournisseurs). C'est ainsi que la croissance de l'industrie automobile aura un impact positif sur l'industrie de l'acier et du caoutchouc par exemple. Or, dans une économie exportatrice de pétrole ou de gaz, le secteur des hydrocarbures ne fait guère appel aux autres branches. Il n'y a pour ainsi dire que peu d'impacts positifs sur les autres secteurs d'activité à l'exception des tubes en acier, qui constituent néanmoins un secteur d'activité trop restreint pour être défini comme secteur d'activité économique. L'essor de l'industrie pétrolière et gazière ne participe donc pas à un enrichissement général de l'ensemble de l'économie, mais l'enrichissement des propriétaires de ce secteur d'activité.

Cette représentation schématique montre que la branche hydrocarbures n'interagit pas avec les autres branches de l'économie et son emploi principal est représenté par les exportations.

Les ressources en devises générées par le secteur des hydrocarbures sont directement dirigées vers les caisses de l'État. Elles sont ensuite injectées par l'État dans l'économie à travers un processus redistributif et allocatif.

<i>Produits</i>	<i>Branches</i>	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>hydro-carbures</i>	<i>c</i>	<i>...</i>	<i>Consom. finale</i>	<i>Exportations</i>	<i>Total des emplois</i>
<i>a</i>		+	+		+	+	+		+
<i>b</i>		+	+		+	+	+		+
<i>hydrocarbures</i>								+++++	+
<i>c</i>		+	+		+	+	+		+
<i>...</i>		+	+		+	+	+		+
<i>Total consommations intermédiaires</i>		+	+		+	+			
<i>Importations</i>		+	+		+	+			
<i>Salaires</i>		+	+		+	+			
<i>Revenus des Entrepreneurs</i>		+	+		+	+			
<i>Impôts</i>				+++++					
<i>Total des ressources</i>		+	+	+	+	+			

TABLEAU TRANSECTORIEL (ANGELIER, 2004)

De là l'intuition générale concernant l'application de la théorie de la rente à la concentration des richesses, et qui explique par ailleurs l'utilité de partir de la rente comme

source de revenue principale d'un État, et de la façon dont le mode de gouvernance importe sur les modes de diffusion de la richesse de l'État.

Deux mécanismes concrets s'opèrent et participent à la désindustrialisation massive d'un pays.

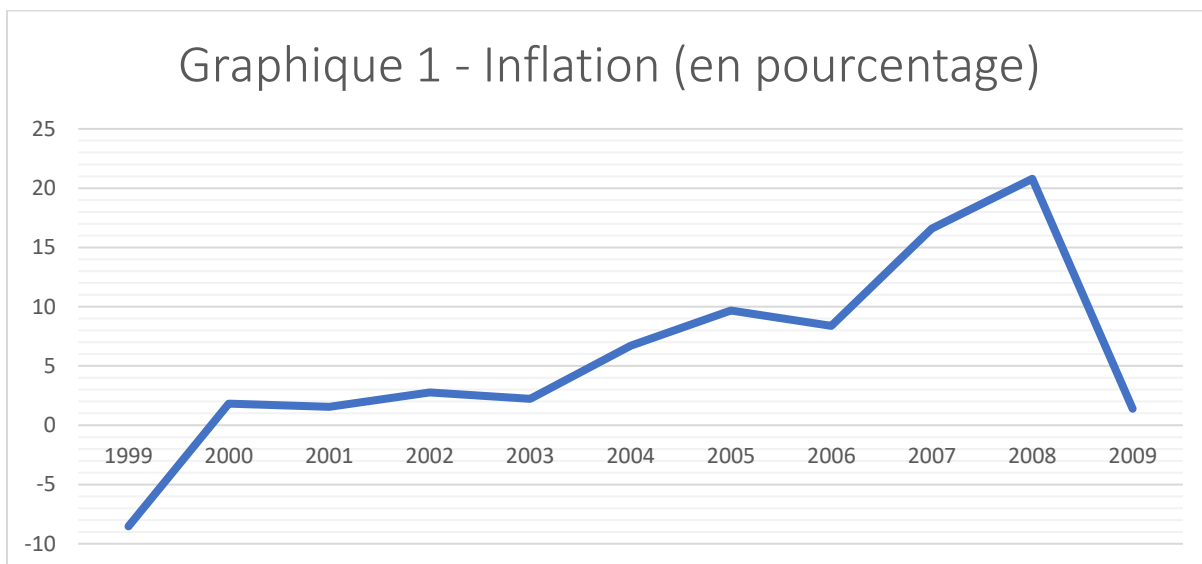
Le premier effet causal les agents économiques rentrant sur le marché auront plus tendance à se focaliser sur le secteur ayant le plus de débouchés, et surtout celui avec la possibilité de rémunération la plus grande. En outre, s'il n'existe qu'un véritable secteur d'activité surclassant les autres du fait de son attractivité, la main-d'œuvre aura tendance à aller vers ce secteur où les revenus augmentent continuellement. Aussi, les étudiants auront tendance à demander des formations sur ce secteur d'activité, déclassant les autres secteurs d'apprentissage (agroalimentaire et industrie en général). Bien que l'industrie ne fût jamais réellement une pièce maîtresse de l'économie azerbaïdjanaise, une désindustrialisation directe causée par le manque de main-d'œuvre dans l'industrie, ou du moins un sévère manque d'incitatif vers ce secteur empêcha le développement d'autres secteurs d'activités que l'extraction pétrolière. Cette même main-d'œuvre se retrouve généralement dans le secteur du bâtiment ou de la raffinerie pétrolière.

D'autre part, le deuxième effet causal est l'« Effet revenu ». Il s'agit de l'accroissement de la demande de biens et du secteur de la construction (d'infrastructures notamment) grâce aux revenus supplémentaires à la disposition des agents économiques du pays (l'État en l'occurrence). Néanmoins, plus l'accroissement de la demande de biens ainsi que du secteur de la construction augmente, plus on observe une hausse générale des prix en lien avec une hausse des prix (Graphique 1).

Cette hausse des prix se fera au détriment du secteur exportateur le moins compétitif. En effet, les produits intrants seront plus chers et donc les produits finis seront *de facto* plus chers et donc moins compétitifs sur le marché international (et moins consommés à l'échelle locale). Les employés devront logiquement être payés plus cher à cause de cette hausse des prix d'une part, et d'autre part la compétition intersectorielle avec le pétrole. En conséquence de cela, les prix à l'exportation de ce pays augmenteront et ne pourront pas faire face à la concurrence étrangère. On assiste donc à la phase de désindustrialisation

indirecte. C'est ainsi que la hausse des exportations entraîne une hausse mécanique de la valeur de la monnaie nationale.

En définitive, les opportunités économiques qu'offrent les richesses naturelles limitent les opportunités de développement dans les autres secteurs économiques (Coville, 2008, 178).



BANQUE MONDIALE, 2017. EN LIGNE :

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?end=2010&locations=AZ&start=1998&view=chart>

4.2.2 L'accroissement d'un pôle d'activité

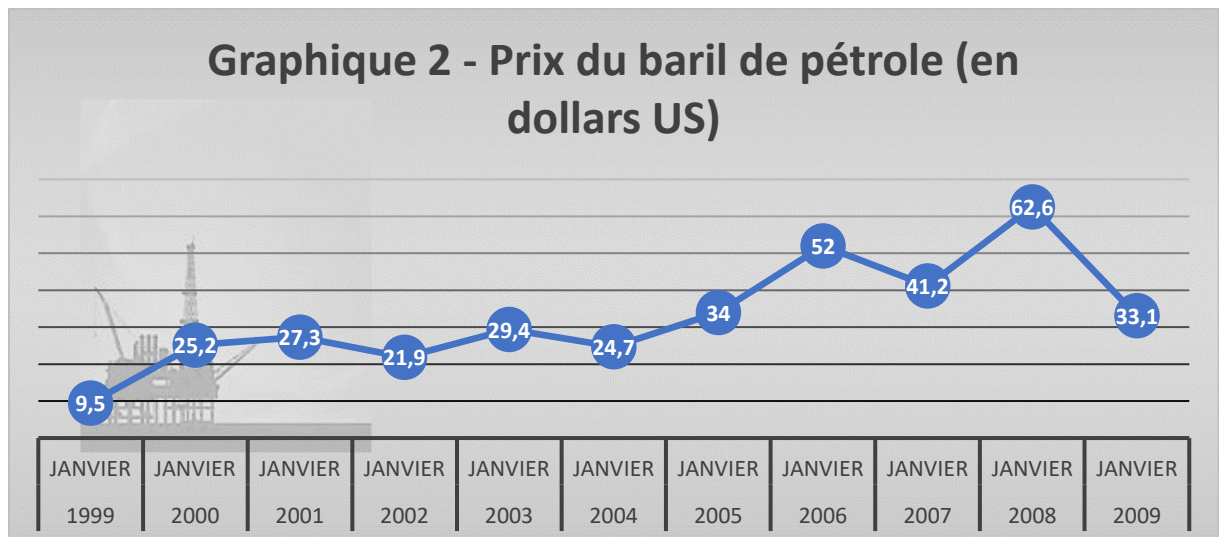
Le syndrome hollandais est un mécanisme de causalité éminemment important pour cerner la force de la variable explicative de ce mémoire. L'accroissement d'un pôle d'activité aussi lucratif que le pétrole implique un « boom » des secteurs d'activités reliés au pétrole ainsi qu'une balance commerciale largement excédentaire, mais créant un gouffre de compétitivité considérable dans l'industrie non reliée à ce secteur.

L'État azéri est dans une situation claire, celle de voir être déclassée une large partie de son économie au profit d'une industrie promettant un bon en avant, comme la Russie et ceci au moment où les prix du pétrole sont au plus fort. L'Azerbaïdjan, bien qu'un pays ayant une histoire de l'industrie de l'hydrocarbure datant de la Seconde Guerre mondiale n'a jamais connu un tel essor du secteur pétrolier à un tel degré d'exploitation et de compétitivité.

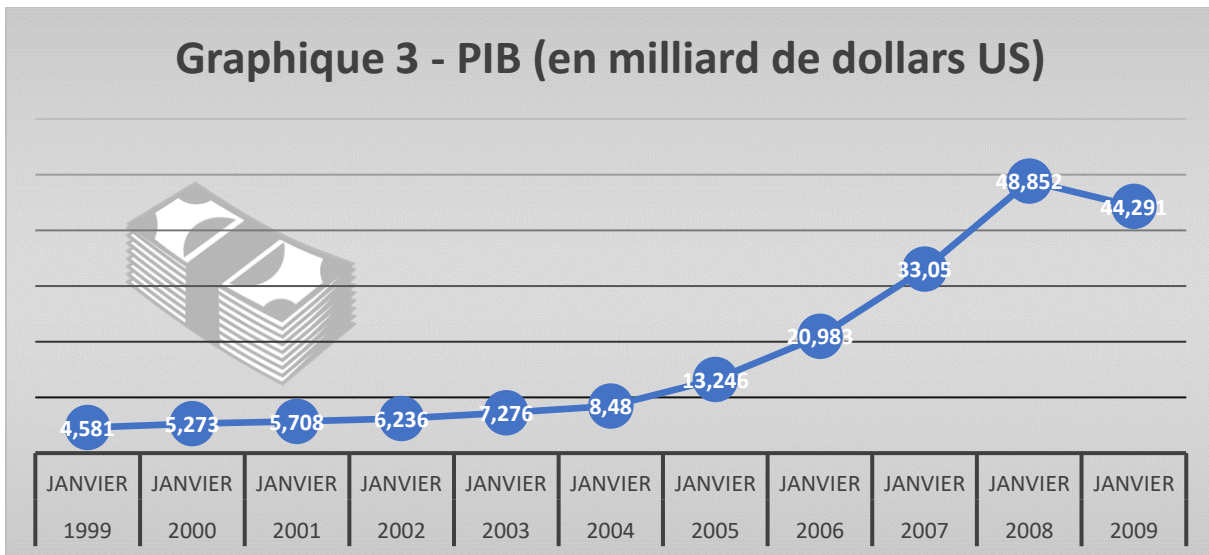
La hausse générale des prix est principal dû, dans un premier temps, à la perte de compétitivité des industries traditionnelles du pays et donc à l'augmentation des importations en provenance de pays plus industrialisés et ayant une industrie de bien de consommation. Il s'agit donc d'un véritable cercle vicieux concernant la dépendance au secteur pétrolier, car plus les exportations de pétrole augmentent, plus les recettes de l'État augmentent certes, mais plus l'économie nationale se trouve pieds et poings liés à la rente pétrolière.

Cela implique donc un modèle de gouvernance "sur mesure" et propre aux pays devant composer avec ce type d'économie bien particulier.

“Third, business people often give better ranking in terms of corruption to countries with good economic performance than those with a bad one; this conflation of governance and performance indicators is quite common, and there are some highly corrupt countries (like China) with stellar record in economic performance.” (Bardhan, 2006).



INSEE, 2016. EN LIGNE : [HTTPS://WWW.INSEE.FR/FR/STATISTIQUES/SERIE/001565198](https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565198).



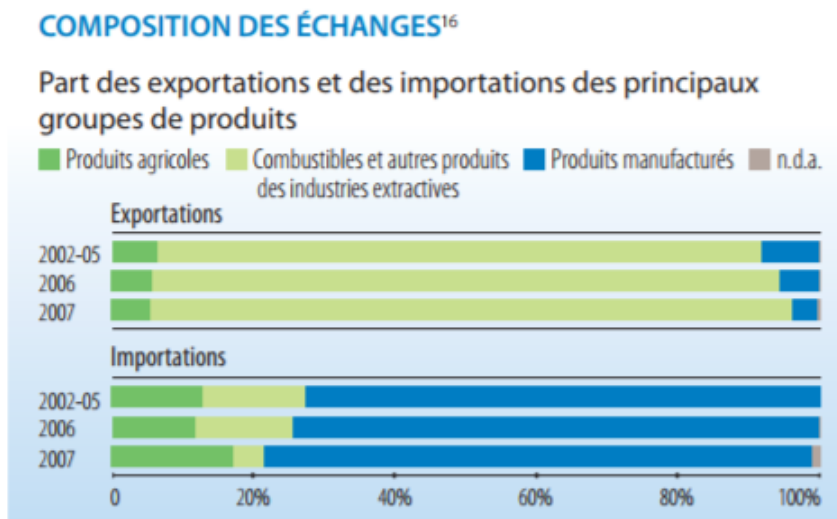
BANQUE MONDIALE, 2017. EN LIGNE :
[HTTPS://DONNEES.BANQUEMONDIALE.ORG/INDICATEUR/NY.GDP.MKTP.CD?END=2010&LOCATIONS=AZ&START=1998&VIEW=CHART](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?end=2010&locations=AZ&start=1998&view=chart)

Cet accroissement d'un pôle de l'économie s'est effectué avec le soutien de compagnies étrangères ayant contribué à l'édification d'un complexe d'extraction pétrolière beaucoup plus productif et efficace (Ciarreta & Nasirov, 2011). Néanmoins, les autres secteurs d'activités n'ont pas pu profiter cette manne financière et technologique, le secteur pétrolier et gazier ayant capté la quasi-totalité des investissements étrangers. Il s'agit d'une autre conséquence indirecte du « syndrome hollandais », impliquant néanmoins un problème de gouvernance nationale et un véritable questionnement sur l'impact général d'importants flux financiers sur l'ensemble de l'économie azérie : « *Lack of financing to invest in new technologies and equipment makes local entrepreneurs less competitive in quality terms than international suppliers* » (Ciarreta & Nasirov, 2011).

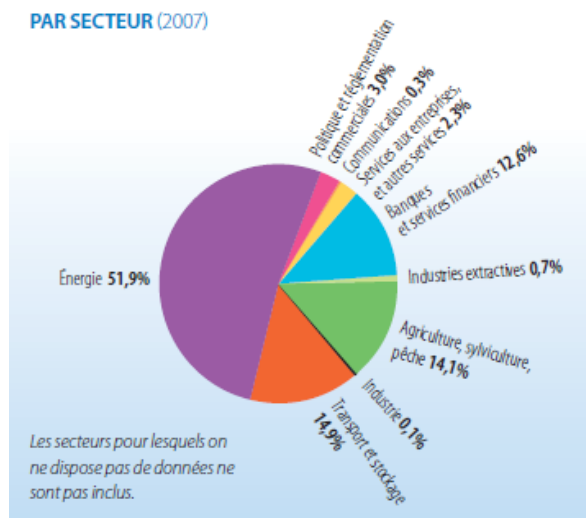
L'Azerbaïdjan, comme d'autres pays rentier tels que l'Algérie ou le Venezuela n'ont eu de politiques de diversification que des résultats très peu convaincants. Les acteurs financiers et investisseurs non étatiques, appliquant un haut degré du ratio coût/bénéfice, n'ont eu intérêt à investir que dans le secteur pétrolier, en plus d'une faible capacité du gouvernement à favoriser l'entrée de capitaux étrangers dans d'autres secteurs d'activité.

Cela a évidemment des conséquences qui pourraient être comparées à un effet « boule de neige », dans laquelle les exportations ont tendance à exclusivement tourner autour des

industries extractives. À l'inverse, les importations ont augmenté à proportion que l'État azéri a capté les richesses issues de ses sols.



OCDE, 2009. AIDE POUR LE COMMERCE PANORAMA 2009 (P.149)



OCDE, 2009. AIDE POUR LE COMMERCE PANORAMA 2009 (P.149)

Ce schéma est très loquace, car il permet de comprendre les politiques publiques liées à l'affirmation d'un secteur d'activité sur les autres. Tandis que plus de la moitié des aides par secteur sont remises au secteur de l'énergie, il n'y a que 0,1% de ces aides qui sont remises au secteur de l'industrie (OCDE, 2009, 149). Ce graphique illustre les positions du gouvernement en termes de stratégie économique. L'année 2007 est par ailleurs une année de référence, car il s'agit d'une des années fiscales où l'État azéri a le plus dégagé de recette.

Il s'agira, un peu plus tard dans la première partie, et dans la seconde partie reprenant le volet politique de ce mémoire, d'étudier l'impact direct sur le tissu social et la dissolution des acteurs socio-économiques dans le même temps que la désindustrialisation de l'Azerbaïdjan. Ce point invoque notamment les questions du rôle de l'État dans la gestion des actifs et des recettes du pétrole, de la captation de ces richesses par les élites (Andreff, 2007, 183-184), mais aussi la disparition des acteurs sociaux et donc l'érosion des cellules de contestation possibles au pouvoir.

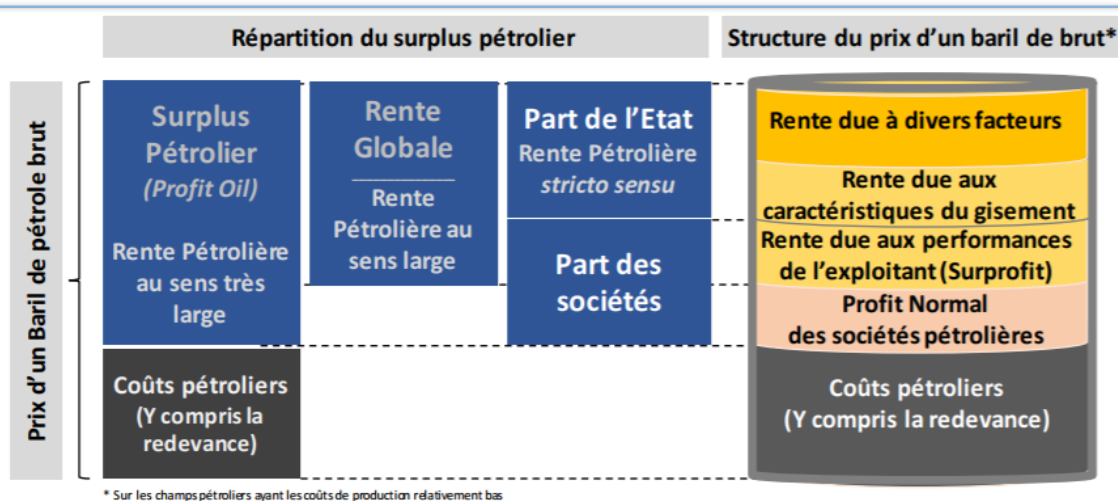
En effet, l'intérêt à la suite de ce passage est de comprendre la monopolisation de l'économie azérie par le secteur de l'extraction pétrolière, et donc de l'État si nous nous référons au « Tableau Transectoriel » de l'Angelier.

4.2.3 *La constitution du secteur pétrolier*

De la construction d'une économie basée sur la rente et ayant permis l'afflux d'investissements étrangers, il a fallu « entreprendre une réforme économique complète, transformer les anciens liens économiques et structurels et s'ouvrir aux nouveaux réseaux, notamment dans le domaine énergétique. » (Fontanel, 2011, 122). Ainsi, l'ouverture aux compagnies étrangères a changé la donne, car il ne s'agit plus de contrats entre États, mais bien entre compagnies et État propriétaire des sous-sols, lui-même étant représenté par la CPN. Les rapports sont donc commerciaux et dépolitisent les relations commerciales à ce niveau.

La Compagnie Privée étrangère (CPE) la plus présente et ayant le plus investi en Azerbaïdjan est British Petroleum (BP). Pour cerner d'ores et déjà le lien entre la CPN qu'est le SOCAR et les CPE comme BP, le rapport de BP : *BP in Azerbaijan Sustainability Report 2015*, donne un aperçu des relations qui s'opèrent entre une compagnie multinationale et une CPN d'un pays en développement. Le Rapport de BP sur la part des compagnies privées étrangères dans l'extraction pétrolière azérie insiste sur la double participation (*co-venture*) à travers le système de concession par le gouvernement. (BP, 2015).

C'est ainsi que, de prime à bord, l'implication des compagnies étrangères privées dans la construction de l'économie de la rente, et donc dans le renforcement du secteur pétrolier dans l'économie nationale contribue à une forme de « *rent sustainability* ». Les accords passés entre une CPE comme BP et un État nécessitent un intermédiaire sur l'ensemble d'un secteur d'activité aussi important, comme une CPN pareille au SOCAR. La répartition de la rente pétrolière entre l'État et la CPE dépend d'une part du « Surplus Pétrolier » dégagé, mais aussi des négociations entre la CPE et la CPN.



La rente pétrolière *stricto sensu* appartient au pays producteur

2ème réunion des coordonateurs nationaux de l'ITIE d'Afrique.
Malabo du 14 au 15 septembre 2015

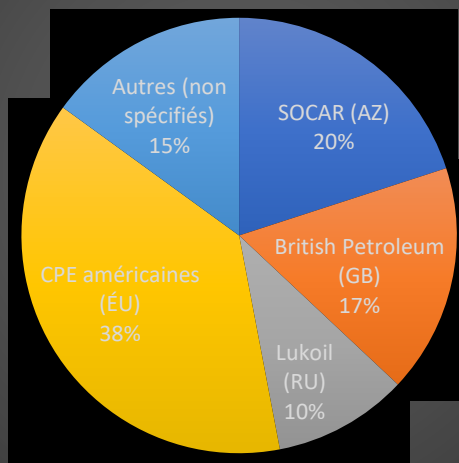
8

IKAMA, JEAN-JACQUES. 2015. ATELIER SUR LE PARTAGE DE LA RENTE PETROLIERE - LE PARTAGE DE LA RENTE PÉTROLIERE ET LES EXIGENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ITIE.

Après avoir illustré la formation de la répartition du prix et des recettes de façon théorique, se pencher sur la répartition des recettes en Azerbaïdjan nous permettra de nous focaliser sur la marchandisation de la rente du pétrole.

Le graphique ci-dessous (« Graphique 4 - Répartition des recettes du pétrole en Azerbaïdjan (en%) ») incluant la répartition des recettes de la rente pétrolière en Azerbaïdjan répond à la question sur la captation des richesses à l'échelle internationale et du degré d'implication de chacun des acteurs. Dans le sens d'implication, les investissements ainsi que les gains sont les principaux facteurs permettant d'observer les intérêts et le degré d'implication dans le renforcement du secteur pétrolier dans l'économie nationale.

Graphique 4 - Répartition des recettes du pétrole en Azerbaïdjan (en%)



MATHEY, 2008. « LA STRATÉGIE POLITIQUE AMÉRICAINE EN AZERBAÏDJAN ».

5. Mode de gouvernance de la rente

La problématique centrale de la rente pétrolière introduit la manière dont elle est administrée et le type de mode de gouvernance appliquée à cette nouvelle économie.

Il s'agit donc de comprendre ce qui fait de l'Azerbaïdjan un pays si particulier dans le fait qu'il s'agisse à la fois d'un pays développé selon divers indicateurs que nous verrons dans cette partie, mais un pays ayant toutefois de nombreux défauts structurels profonds dont les écarts de richesses. La littérature liée à ces éléments s'est focalisée sur la dualité entre la "malédiction des ressources naturelles" et "la bénédiction des ressources naturelles" comme la Norvège. Auty (2001), Ross (2001) et Stevens (2003) citent, en l'occurrence, les cas de la Malaisie, de la Norvège, et surtout du Botswana qui ont adopté des « stratégies propauvres » et qui ont donné une haute priorité à l'éducation.

5.1 Centralisation des richesses de l'État

La mention d'une dualité malédiction/bénédiction, dont les définitions sont aussi concrètes avec des cas parlants, n'est pas une vision manichéenne de la théorie de la rente en générale, et ne constitue pas deux ensembles exclusifs. La centralisation des richesses dans le cadre d'un État rentier est utile dans une vue d'ensemble afin de connaître la nature de la gouvernance. La propension de l'État à faire usage du principe de subsidiarité, autrement dit de laisser davantage d'autonomie

5.1.1 Participation de l'État dans les secteurs stratégiques

La participation de l'État est un point clef pour mesurer le degré de centralisation des richesses et de l'étatisation de la gestion de la rente pétrolière. Le mode de gouvernance introduit la problématique centrale de la rente pétrolière et de la manière dont elle est administrée. Dans le cas de l'Azerbaïdjan, cela permet mesurer plus précisément le rapport qu'entretient l'État vis-à-vis de la rente dont il bénéficie, ses capacités de gestion, de la production, de la vente et de la distribution de l'or noir, en l'occurrence le volume de vente (Coville, 2008). Le prélèvement de l'Etat (*government-take*) est pour cela un indicateur essentiel qui sert à mesurer la part qui revient réellement au gouvernement du pays pétrolier (Khelil, 1995, 2). Le type de régime lié à la rente est celui des Compagnies Pétrolières Nationales (CPN), qui ont théoriquement le devoir de protéger les intérêts nationaux, en particulier si ces derniers sont vitaux pour l'économie nationale portée très largement sur l'exportation d'hydrocarbure.

RANG MONDIAL	COMPAGNIES PÉTROLIÈRES	PAYS	PARTICIPATION DE L'ÉTAT (%)	STATUT	RÉSERVES (MILLION BARILS)	PRODUCTION (1000 B/J)
15	Gazprom	Russie	50,002%		9 829	811
18	Rosneft	Russie	75%	Compagnie d'État	8 404	1498
30	Socar	Azerbaïdjan	100%	Compagnie d'État	3 199	159
44	Petro-Canada	Canada	nc	Compagnie privée	866	221

La conclusion que donne ce rapport est que les Compagnies Nationales Pétrolières possèdent environ 72% des réserves mondiales de pétrole et produisent 54%. Il est donc facile de conclure que les CPN sont largement représentatifs du caractère oligarchique du secteur pétrolier au niveau mondial.

Le système de partage de la rente pétrolière, illustré par le schéma d'Ikama page 19, met en relief le rôle de l'État dans l'appropriation de la rente par les agents économiques concernés, ainsi que la recette qu'elle tend à s'octroyer lui-même. Cette recette que s'octroie l'État, ou le « Government-take » est un élément central dans la suite du mémoire puisqu'il implique le mode de gestion et de gouvernance. De là découle la réflexion sur la structure décisionnelle qui décide des parts que l'État s'arroe, car « les entités concernées par le partage répondent au principe d'approbation de la rente pétrolière » (Ikama, 2013, 9-10).

5.1.2 *Structure financière liée à la rente*

Le mode de gouvernance d'un État concernant les ressources dont il est propriétaire tient principalement sur le type de structure financière adéquate à sa part, comme nous venons juste de le voir, dans l'industrie pétrolière.

L'objectif du *State Oil Fund of Azerbaijan* est de garder des fonds pour les générations futures, pouvoir réagir en cas de crises conjoncturelles (notamment une baisse temporaire du prix du baril de pétrole), et surtout tenter de tenter de diversifier sur les moyens et longs termes l'économie azérie (SOFAZ, 2016). Les fonds qui lui sont principalement les revenus des exportations des hydrocarbures et des fonds d'investissements étrangers (dont les banques de développement comme la BERD, la BEI et le FMI) (Mitchell & Stevens, 2008).

Bien qu'il soit mentionné que le SOFAZ est sous supervision de différents ministres et parlementaires, est que les superviseurs doivent remettre un compte-rendu annuel des finances du fonds de stabilisation (Mitchell & Stevens, 2008), cela n'exclut pas la notoriété de celui-ci, notamment dans la gestion des dépenses et des fonds. Une estimation des fonds et capitaux du SOFAZ ferait état de près de 35 milliards de dollars US au début de l'année 2016, après cinq trimestres de diminution de ces derniers (TDG France, 2016).

“The main obstacle to investment is the high level of corruption in the country. This legacy of corruption dates back to Soviet times and currently the huge injections of money, injections from the oil and gas sector, are considered as the greatest sources of corruption there.” (Ciarreta & Nasirov, 283, 2012).

L’un des principaux enjeux mentionnés par les organisations internationales est de mettre fin aux différentes manières dont les hauts fonctionnaires se rémunèrent, l’opacité des revenus du pétrole et surtout la possibilité d’avoir des enquêtes en cas de soupçon de fraude ou de détournements de fonds (Transparency International, 2016). Nous verrons dans la seconde partie du mémoire les concepts et les *modus operandi* de cette corruption, ainsi que les raisons théoriques et techniques liées à cela, la transparence qu’apporte depuis récemment le SOFAZ.

Un autre enjeu lié au SOFAZ, et qui fut d’ailleurs la raison principale de sa création par Heydar Aliyev, est « d’assurer une gestion prudente et efficace des revenus en monnaies étrangères et de garantir des rendements financiers à long terme. » (Zeynalov, 2015, chap V).

Le SOFAZ participe activement aux stratégies financières de l’Azerbaïdjan ainsi que la préservation des fonds accumulés durant les trois dernières décennies. « Ses réserves constituent en 2012 plus de 34 milliards de dollars » (Zeynalov, 2015, chap V).

5.2 Gouvernance de redistribution des richesses.

Tandis que les structures existantes permettent de contenir les recettes de la vente des hydrocarbures, la gestion de la redistribution des richesses est un enjeu auquel le SOFAZ et le gouvernement doivent se pencher, surtout dans une économie dépendant de ces exportations à hauteur de plus de la moitié de son PIB. Les méthodes de gouvernance et la volonté d’établir un projet d’unité nationale à travers des politiques publiques universelles sont une des pierres angulaires permettant d’analyser, *in fine*, le maintien au pouvoir du régime.

5.2.1 Données de développement

Les données de développement permettent, sur une durée relativement courte, d'observer une dynamique de croissance forte et une conjoncture très favorable à l'édification de politiques universelles. « Un tel rythme de croissance a évidemment des conséquences extrêmement favorables sur le niveau de vie. » (Coville, 179, 2008).

Dans le but d'appuyer cette affirmation, les données des institutions internationales permettent un aperçu pertinent sur la véritable dynamique qui découle de la forte stimulation du secteur des hydrocarbures dans la mer Caspienne.

Les données disponibles de la Banque Mondiale donnent une perspective quantifiée quant au développement rapide de l'Azerbaïdjan. Prenons la période de 2004 à 2014 pour analyser les variations.

Le PIB est passé de 8,681 milliards de dollars en 2004 à 75,198 milliards de dollars en 2014 (Banque Mondiale, 2016). Le PIB a augmenté donc de plus de huit fois sa valeur en l'espace d'une décennie, ce qui n'a pas d'équivalent dans la région, ni même dans les pays pétroliers (Coville, 179, 2008)¹. Le PIB par habitant se trouve lui-même affecté, passant de 1045,026 dollars à 7886, 46 dollars en 2014 (Banque Mondiale, 2016).

La classification de la Banque Mondiale pour donner suite à cette augmentation est néanmoins claire sur les bénéfices retirés de cette rente sur le revenu moyen azéri et sa place dans le concert des revenus des nations. Tandis qu'elle était considérée comme « *lower middle income* » en avril 2005 par la Banque Mondiale, elle est désormais considérée comme « *upper middle income* » et semble être dans une dynamique intéressante pour rentrer dans le club des pays étant « *high income* » (WDI, 2017). Selon cette même classification, les pays à revenus intermédiaires sont séparés en deux branches :

- Tranche inférieure RNB/hab 2005 comprise entre 876\$ et 3 465\$
- Tranche supérieure RNB/hab 2005 comprise entre 3 466 et 10 725 \$

Sources du FMI comprenant la croissance du PIB de l'année 2007 ¹

Cette augmentation spectaculaire n'est pas sans notée que le PIB par habitant dans le monde s'élevant en moyenne à hauteur de 10 112,30 de dollars par habitant en 2015, l'Azerbaïdjan demeure encore en dessous de la moyenne mondiale. À l'échelle régionale, l'Azerbaïdjan est tout de même très bien placé par rapport à des pays semblables comme le Turkménistan (6 672,50 de dollars par habitant en 2015), la Géorgie (3 757,10 de dollars par habitant en 2015) ou l'Ukraine (2 115 de dollars par habitant en 2015) (Banque Mondiale, 2016).

Bien que l'Azerbaïdjan soit en effet un des pays ayant réussi à endiguer le mieux la pauvreté et les problèmes de santé graves ayant réémergé durant les années 1990, notamment à cause de la guerre contre l'Arménie. La grande pauvreté ainsi que la vulnérabilité d'une partie importante de la population (notamment les déplacés internes) suite à cette guerre fut aussi en grande partie éradiquée selon le PNUD. En effet, la part de la population en dessous du seuil de pauvreté est de 0,5% de la population en 2014, ce qui est très inférieur à une large partie des pays de cette même région (PNUD, 2016).

L'Azerbaïdjan se veut être un pays exemplaire en termes de réduction de la pauvreté et de *welfare state* vis-à-vis des autres pays de l'ex-bloc soviétique et ainsi se démarque de ses voisins dans le cadre de la politique de voisinage et le partenariat oriental européen. La raison principale à cela est la forte implication de l'État dans l'économie et le développement de l'Azerbaïdjan. Les grands investissements concernant les infrastructures ayant eu lieu depuis le début des années 2000 ainsi que le filet social de l'État a permis de réduire à un taux marginal la grande pauvreté (Fontanel, 2016).

Enfin, l'indicateur concluant probablement de la façon la plus complète et générale est l'Indice de Développement Humain (IDH), en tentant de comparer avec un autre pays ayant sensiblement le même IDH en 1995, la Tunisie est à hauteur de 0.725 en 2015 (PNUD, 2016), tandis que l'Azerbaïdjan est à hauteur de 0,759.

Reference year b	Population below \$1.90 a day %	Poverty gap at \$1.90 a day %	Population below \$3.10 a day %	Poverty gap at \$3.10 a day
2008	<2.0	<0.5	2.5	0.6

Ces données expliquent naturellement une construction d'un édifice social caractérisé par un filet social comprenant plusieurs pans d'une sécurité sociale.

Le faible taux de personne en dessous du seuil de pauvreté s'explique par une intervention croissante des recettes de la rente dans les caisses sociales nationales. Ces mêmes caisses sont des prolongements actifs de l'État dans ce qui a trait aux prestations familiales, aux indemnités versées aux personnes handicapées, à l'assistance et aux aides sociales (CAF, 2013). « Plus des deux tiers des dépenses de protection et d'aide sociale sont affectés aux retraites. Grâce aux ressources financières issues des hydrocarbures, le Gouvernement a fortement augmenté les dépenses d'aide et de protection sociale au cours des dernières années, en particulier en direction des familles. » (CAF, 2013).

Tandis que les bénéficiaires des prestations familiales sont les personnes qui cotisent au Fonds d'État pour la protection sociale, « une partie importante des ménages n'est pas couverte, car ils travaillent dans le secteur agricole (ils peuvent cotiser de façon volontaire, mais leurs faibles revenus ne le leur permettent généralement pas) ou dans l'économie informelle (environ un quart des emplois du secteur privé). Les familles avec de très faibles revenus peuvent bénéficier des aides sociales de l'État » (CAF, 2013).

La faiblesse initiale du système d'assurance sociale et de couverture a joué, dans le cas de nombreux pays postsoviétiques, un rôle prépondérant dans la perte de compétence de l'État, l'émergence de l'économie informelle et l'augmentation de la pauvreté (CAF, 2013). En effet, le manque de confiance envers l'État et les grandes structures sociales ont poussé certaines sociétés à davantage soutenir un modèle en parallèle (voire en substitution) à l'État (CAF, 2013).

C'est précisément l'importance du secteur informel (autant dans l'économie souterraine que dans l'économie légale), qui a affaibli les prestations sociales. L'Azerbaïdjan ne fait pas figure d'exception, bien que les politiques publiques se soient révélées relativement efficaces par la suite.

C'est ainsi (en rapport avec les graphiques 1 et 2) que le ratio de la population pauvre par rapport au seuil national de pauvreté est passé de 49,6% en 2001 à 10,9% en 2009, soit 3 points en dessous de la Russie (Banque Mondiale, 2017).

Ce filet social tend à répondre aux problèmes de natalité qui subsistent en Azerbaïdjan, le taux de natalité brut étant de 13,6 pour 1000 habitants en 2001. En 2011, le taux de natalité brut est passé à 19,2 pour 1000 habitants, ce qui suggère une réussite mesurée des politiques sociales fondamentales mises en place par le gouvernement à cette époque.

Cette perspective n'est néanmoins pas réjouissante, car en déduisant l'apport des recettes de la rente dans le système social azéri, cela ne fait pas décroître l'économie informelle et le niveau de corruption qui subsiste sur une large partie des secteurs d'activités (dont l'extraction pétrolière et la construction). Autrement dit, les recettes du pétrole tentent de recouvrir un défaut structurel sans pour autant le résoudre et sans que les résultats ne soient aussi efficaces par rapport aux ressources qui y sont engagées.

Un ordre de grandeur des efforts en matière de santé est aussi très important pour comprendre la nature précise du filet social et de la volonté du gouvernement d'établir un État stratège pour le bien-être de sa population. Cette particularité de l'État azéri de vouloir miser sur les indicateurs essentiels du niveau de vie de ses habitants (mesurable entre autres par l'IDH), doit être appuyée par de véritables politiques publiques concordant avec la direction que Aliyev père et fils souhaitaient pour leur pays.

Les dépenses liées au secteur de la santé ont plus que septuplé en l'espace de 8 ans. Tandis que celles-ci s'élevaient à 4,48% du PIB en 2001 (5,708 milliards de dollars), ce qui revient approximativement à 255,7 millions de dollars, elles se sont élevées à 5,85% du PIB en 2009 (33,1 milliards de dollars), soit un montant de 1,936 milliards (Banque Mondiale, 2017).

Il n'est pas sans mentionner que le nombre de cas de tuberculoses a été divisé par 5 (passant de 630 en 2001 à 151 en 2009, s'expliquant selon les organismes internationaux par l'augmentation croissante de l'accès aux soins et à des sanitaires améliorés (67,2% en 2001 à 80% en 2015 (Banque Mondiale, 2017).

5.2.2 *Des inégalités sociales.*

Les indices de développement illustrent d'intéressantes perspectives de construction d'une société plus à même de pouvoir augmenter son propre bien-être et ainsi devraient favoriser le soutien au régime en place. Il est toutefois difficile d'omettre plusieurs autres indicateurs soulignant certaines difficultés de l'État azéri à redistribuer de façon équitable les richesses de l'État.

Bien que le PIB et les recettes de l'État aient simultanément grimpé en flèche, plusieurs problématiques subsistent : *“Despite the impressive economic growth, problems remain in terms of the social protection of citizens, access to health and education services, food security and potable water.”* (Transparency International, 2014, 9-III).

Dans le domaine de la santé, bien que les chiffres soient reluisants pour certains, d'autres au contraire nous incitent à nous poser véritablement la question de l'accès aux classes les plus pauvres de la société azerbaïdjanaise.

« La mortalité maternelle qui était très basse à l'époque soviétique (10,5 pour 100 000 nés vivants en 1991), a culminé au milieu des années 90 (44,1 en 1996), mais a décliné à nouveau graduellement (34 en 2004) et se situe à environ sept fois la moyenne de l'UE (5/100 000). L'accès aux équipements essentiels de santé, spécialement pour la population la plus pauvre, reste un sujet de préoccupation. » (Instrument Européen de Politique de voisinage, 2014, 10)

L'indice de GINI est notamment un indice permettant d'analyser une dynamique, non-exclusive avec celle observée précédemment, dans laquelle 16,64 à 31,79 sur la même période 2004 à 2007.

D'autres indicateurs montrent d'une façon univoque les faiblesses structurelles de l'État azéri, notamment dans le domaine de la santé où données très encourageantes et statistiques encore insuffisantes se côtoient. L'espérance vie, bien qu'ayant augmenté de deux ans entre 2004 et 2014 (Banque mondiale, 2016), n'atteint que péniblement la moyenne mondiale (environ 71 ans en 2015). Concernant la santé infantile, les marges de progrès sont quant à

elles très satisfaisantes (bien qu'encore assez élevé par rapport à la moyenne au sein de la CEI) (Banque Mondiale, 2016).

De cette accumulation de richesses relevant déjà quelques limites, d'autres données d'ordres moins générales permettent d'établir des questionnements, mais aussi des surprises et parfois même des paradoxes de développement.

En revenant au domaine économique, il est important de mentionner la concentration des revenus à l'échelle nationale des 10% les plus riches durant la fin des années 2000 est plus élevé en Azerbaïdjan (25,7%) que d'autres pays comparables comme le Kazakhstan (22%). Cette même notion de concentration des richesses nous oblige à invoquer l'indice de GINI.

DE L'INDICE DE GINI :

L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. À l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé (INSEE, 2016).

Le fait que l'indice de GINI ait doublé en l'espace de trois ans montre les défaillances d'un système ayant tenté de préserver un certain équilibre sociable postsoviétique. En effet, le pourcentage d'emplois précaires, généralement assurés par l'Etat pour contrecarrer la grande pauvreté ayant existé durant les années 1980, est de 56,4 % sur l'ensemble de la population active en 2015 selon le PNUD. Cet indice soutient l'analyse selon laquelle la rente pétrolière pose une véritable question de gouvernance et met à l'épreuve le type de fonctionnement de l'administration.

L'indice de GINI ainsi que les différentes mesures qui permettent d'établir le principal creux surtout entre les 10% les plus riches et les 90% autre souligne les problèmes liés à la redistribution des richesses dans le cadre d'un pays où l'État est omniprésent dans l'économie.

L'État azéri se distingue par une construction centralisée de l'économie ainsi que de la gestion des ressources, et donc une concentration très forte des capitaux issus de la rente pétrolière.

Ceci implique un type de fonctionnement administratif que nous pourrions qualifier de « TOP-DOWN ». Elle se caractérise par un collège de fonctionnaires qui n'ont comme tâche que d'exécuter les ordres et décisions des supérieurs hiérarchiques. Parmi ces derniers, les membres du « cabinet » sont habilités à prendre les décisions, toujours en accointance avec le régime, tandis que les fonctionnaires subalternes n'y sont aucunement habilités.

5.2.3 *Type de fonctionnement de l'administration*

Bien que l'Azerbaïdjan ait développé des infrastructures impressionnantes autant au niveau économique (dans le secteur des transports notamment) que ce qui a trait aux infrastructures médicales et des services publics, comment se fait-il qu'il existe une telle disparité dans les données liées au développement ?

Le système TOP-DOWN et les difficultés rencontrées dans la redistribution des richesses sont un point qui permet d'établir un lien direct entre la structure économique issue de la rente pétrolière et l'inefficacité du système azéri (et la corruption qui en découlera). En effet, le mode de fonctionnement de l'administration est donc une question importante aux vues des chiffres avancés sur les précédentes sections. Sommes-nous dans un État où l'administration wébérienne, autrement dit composée de fonctionnaires choisis selon des critères de sélection liés à leurs connaissances, est belle et bien présente ?

Il est certain que la structure TOP-DOWN, transposée du modèle soviétique précédent, est un problème en soi quant à l'implémentation de politiques publiques viables y compris concernant l'intégrité du système administratif.

“In a sense, this lack of conformity stems from the fact that there is a top-down approach to application of ethic rules, whereas for effectiveness there should be a demand for ethical conduct at the bottom. Also, because of lack of funding, many journalists simply disregard ethical rules and come to depend on individual officials.” (TI, 2014, 159).

La bureaucratisation postsoviétique et devenue personnalisée, et ainsi confirme une tendance à l'individualisme au sein même des structures publiques. Tanzi met l'accent sur la nature du processus de décision issue de ce modèle, arguant que celle-ci peut affecter considérablement les recettes de l'État. Ceci se manifeste, et nous le verrons plus en profondeur dans la partie concernant le rent-seeking et le looting. La qualité de la bureaucratie et sa capacité à se contrôler elle-même (ou être contrôlée) jouent un rôle prépondérant dans la dérive du système et des institutions (comprenant les compagnies d'État) responsables de la gestion des recettes issues de la rente (Tanzi, 1998).

Country	<i>Access to improved water source</i>	<i>Access to improved sanitation facilities</i>	POVERTY AND SHARED PROSPERITY (P.22), WORLD DEVELOPMENT INDICATORS 2017.
<i>Azerbaijan</i>	87	89	

C'est ainsi que les services de l'État ne sont pas assurés pleinement, en témoigne le service d'eau étant un indicateur révélateur de l'efficacité de l'État.

Afin de nuancer, et comprendre les subtilités de cette structure administrative, le néopatrimonialisme se différencie du patrimonialisme avec l'existence de « processus décisionnels tout à fait rationnels aux échelons moins élevés de la hiérarchie » (Gorlizki & Khlevniuk, 2004, 62), issu du système TOP-DOWN organisationnel de l'administration. Cela implique donc, comme nous avons pu le voir durant ce premier chapitre, une forme de consensus sur la construction politique.

Cette partie tend donc à montrer la centralisation des pouvoirs économiques et des bénéfices et inconvénients de la rente pétrolière sur le court et long terme. Désormais, voyons les répercussions du mode de gouvernance précédemment analysé sur les canaux de diffusions, et d'accessions aux richesses de l'État azéri, mêlé entre filet social important et défauts du système de redistribution.

CHAPITRE III : La corruption, ou le maintien du régime en place.

Cette deuxième partie tend à nous précipiter dans le vif des mécanismes causaux de la corruption et du gaspillage déjà constaté dans le cadre de l'étude des données de développement. Les théories économiques couplées d'une analyse du mode de gouvernance nous ont permis de comprendre l'enjeu principal lié aux problèmes fondamentaux de l'économie et de l'administration azérie et la corruption endémique découlant de ces déficits structurels. Désormais, il s'agit de s'intéresser au plus près l'analyse du système politique azéri, d'énoncer certaines théories concernant la structure « autoritaro-oligarchique » et du fonctionnement de l'État azéri autour de ce modèle.

1. Autocratie et éléments théoriques de corruption.

L'État rentier exportateur de pétrole, autant dans la théorie économique que dans la théorie politique, implique une étude des structures de gestion de la rente et même des derniers de l'État. Il s'agit dans un premier temps d'analyser la balance des pouvoirs (ou « *check and balances* » au sein des trois pouvoirs qui constituent l'État et les rapports de forces entre ces pouvoirs dans les arènes politiques et juridiques conventionnelles/institutionnelles. L'étude visant à observer le contexte juridique et institutionnel est une base solide pour connaître l'environnement dans lequel les élites et administrateurs partagent cette manne, ceci dans un contexte où la législation est obsolète et les flux monétaires très importants. La question se pose particulièrement dans des structures caractérisées, comme mentionnées dans la première partie, par des relations particulièrement étroites entre la grande majorité de la distribution et de l'accession des ressources et l'État.

“Azerbaijan’s economy relies substantially on revenues from the oil gas extracting industry. While the country’s natural resource wealth has largely contributed to economic growth and political stability in the last decade, it is also conceived as one of the sources of corruption.” (Transparency International, 2014, 26)

1.1 Théories de l'État

De la même manière que la première partie du mémoire, il ne s'agit pas d'un retour en arrière inutile que d'invoquer les grands classiques lorsqu'il s'agit d'aborder des sujets très actuels, en plus s'il est de notoriété publique que les classiques grecques apportent encore de nombreuses clefs de compréhension à nos systèmes politiques et sociaux. Les « Anciens » incluent les écrits faisant autorité dans la classification des régimes politiques. Cette sous-partie aura pour intérêt de mettre en avant les théories classiques liées au régime azéri. Ces éléments sont essentiels pour cerner le régime azéri, ses stratégies et surtout sa façon de concevoir l'État et ses obligations. La faiblesse de l'État mêlée à une omniprésence des services de sécurité et de l'argent aux mains de quelques familles, tout particulièrement la famille Aliyev, mène à un questionnement sur la nature précise de ce régime et son fonctionnement interne en termes politiques, c'est-à-dire de la gestion de la cité.

1.1.1 Régime politique et autocratie postsoviétique.

L'intérêt que portent les définitions de l'oligarchie selon Aristote se focalise sur l'étude des rapports de forces au sein d'une société et du rapport des acteurs dominants à la loi et au droit (Aristote, Livre VI, CHAP V). Aristote jette donc les bases de notre champ d'études concernant les rapports entre les acteurs politiques, en plus des agents économiques qui peuvent se confondre à la sphère politique et se juxtaposer aux sphères de décision. L'intérêt de prêter attention à un classique comme Aristote est qu'il tend à démontrer les prémices fondamentales des régimes politiques.

La « corruption » d'un régime se définit selon Aristote par le fait que « la constitution est déviée de son but », de façon qu'« ils gouvernent dans leur propre intérêt, soit dans l'intérêt d'un seul, soit dans l'intérêt de la minorité, soit dans l'intérêt de la foule » et prennent « leur part de l'avantage commun » (Aristote, Livre VI, chap V).

À cette théorie, nous pouvons ajouter un élément de réflexion de l'académicien François Guizot qui est celui de la réaction des gouvernés et la façon dont ils sont traités. L'oligarchie, comme le mentionne Aristote, existe de plusieurs manières et le cas de l'Azerbaïdjan est bien particulier, car comment peut-on observer une « inertie » (dans le

sens que Guizot entendait dans « L'Histoire de la civilisation en Europe »), dans un régime politique ne laissant que peu de place à la construction d'une société civile.

L'Azerbaïdjan, tout comme le Turkménistan voisin

« La production pétrolière, sous le couvert du premier de ces PSA, avec le consortium Azerbaijan International Operating Company, a débuté en novembre 1997, déclenchant un redressement économique général qui a cependant été freiné, entre autres, par l'absence de réformes radicales, le retard de l'administration publique et une corruption largement répandue. » (Instrument Européen de Politique de voisinage, 2014, 13)

La construction sociale autour d'un leader charismatique et d'un culte de la personnalité, comme le père de l'actuel président de l'Azerbaïdjan : Heydar Aliyev, est une manière de concentrer l'attention et de mobiliser les symboles nationaux et culturels, appropriant ainsi l'identité d'un pays à celle d'un homme. Ce même homme qui, à sa mort en 2003, laissa un héritage qu'est le régime dynastique qui modifia considérablement le jeu politique en Azerbaïdjan (La Croix, 2016).

La faiblesse, voire l'inexistence d'une société civile à proprement parlé concernant le système présent en Azerbaïdjan, se manifeste clairement par la faible imputabilité des représentants et l'inexistence d'un corps intermédiaire entre les gouvernés et les gouvernants. Les corps intermédiaires que peuvent être les ONG nationales les associations, les regroupements, ou tout simplement les parlementaires ne sont pas des acteurs centraux de la vie politique azérie, et cela démontre une très faible politisation de la société.

Afin de consolider l'argument soutenu ci-dessus, la Constitution de la République d'Azerbaïdjan, rédigée et promulguée par le Président Heydar Aliyev en 1995, permet d'établir un tracé des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires.

La constitution azérie, définissant et encadrant le rôle de ces trois pouvoirs, ne laisse qu'un pouvoir réduit au parlement et n'est même pas à l'initiative des lois, et institutionnalise une véritable « structure verticale » du pouvoir (Avioutskii, 2007).

Les décisions, pouvoirs, ainsi qu'agissements dans les domaines de compétences du Parlement énoncées dans l'article 94 et 95 sont en large majorité basés sur les

recommandations du Président de la République d’Azerbaïdjan lui-même. « Basé sur les recommandations du Président de la République » signifie que l’initiative revient au Président, par exemple concernant la liste des juges de la Cour Constitutionnelle d’Azerbaïdjan (Loi constitutionnelle, Art.95.10). Cette même Cour constitutionnelle est la seule à pouvoir recommander la destitution du Président de la République d’Azerbaïdjan (Loi constitutionnelle, Art.95.12), exposant ainsi un problème de conflit d’intérêt évident et de position dominante du Président par rapport aux institutions législatives et judiciaires.

Le rapport du GRECO, organe du Conseil de l’Europe dans la lutte contre la corruption, souligne et confirme que les membres du parlement au gouvernement ont très peu d’autonomie par rapport au président, et ceci par convention au régime politique d’Azerbaïdjan (GRECO, 2017).

Enfin, la loi encadrant le rôle du Procureur général d’Azerbaïdjan expose clairement le peu de séparation des pouvoirs et l’asymétrie de pouvoir entre le pouvoir exécutif et judiciaire (Loi constitutionnelle, Art.133). Les procureurs territoriaux ou spéciaux ne sont nommés que sous l’autorisation de Président de la République d’Azerbaïdjan (Loi constitutionnelle, Art.133. V)

L’ensemble de ces lois est souvent critiqué par les organismes internationaux, dont le Conseil de l’Europe dans les rapports du Groupe d’États contre la corruption (GRECO). Le dernier point pouvant être mentionné ici est l’absence totale de chiffrage des salaires dans la fonction publique, notamment à ce qui a trait aux magistrats et aux représentants parlementaires (Conseil de l’Europe, 2017). Il n’existe que des lois floues concernant le plafond des salaires et les possibilités d’enrichissement personnelles pour les membres du gouvernement, les représentants et les magistrats (Loi constitutionnelle, Art.122 ; 126. II).

En outre, les parlementaires et hauts-magistrats sont très largement protégés dus au peu de combativité concernant la corruption dans les institutions judiciaires et législatives, et ceci notamment grâce au laisser-faire en matière de conflits d’intérêts. Encore en 2017, les rapports du GRECO dénoncent une opacité toujours aussi importante dans ce qui a trait aux patrimoines et à l’enrichissement personnel des élus du Milli Majlis

« Pour ce qui est du système de déclaration de patrimoine, qui couvre les trois catégories d’agents soumis à une évaluation (parlementaires, juges et procureurs),

malheureusement, l’Azerbaïdjan n’a pris aucune mesure (format de rapports, contrôle) pour rendre le système enfin opérationnel, après dix ans d’attente. Le GRECO encourage l’Azerbaïdjan à faire preuve d’une plus grande détermination dans la mise en œuvre de cette importante réforme et dans l’adoption des autres mesures recommandées concernant la transparence du processus législatif et un cadre pour traiter des incompatibilités et des activités accessoires des parlementaires. » (Conseil européen, 2017).

En outre, la constitution azerbaïdjanaise se caractérise par une impunité parlementaire très large et compliquant toute poursuite contre les députés du Milli Majlis. Les poursuites pour infractions et pour délits graves ne sont donc pas prises en compte, et la poursuite concernant des faits de corruption n’ont que très peu de chance d’aboutir selon de nombreux observateurs et institutions (GRECO, 2017). Ce laxisme est aussi visible dans le cadre de la Haute-fonction publique, que ce soit les cadres des ministères ou d’administrations de services publics.

En 2014, le GRECO a mis en lumière les opportunités de réduction de la corruption chez les membres du parlement, les juges et les procureurs en Azerbaïdjan. Cependant, comme mentionné précédemment dans ce mémoire, le rapport fait état du manque de séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, et de liens étroits préservant un système clientéliste et de loyauté entre les trois pouvoirs.

1.1.2 L’articulation des élites

Il est évident que ces flous juridiques mêlés à une ascendance claire du pouvoir exécutif sur les deux autres pouvoirs que sont les pouvoirs législatifs et judiciaires n’offrent pas le « *check and balances* » susceptible de définir le système politique azéri comme démocratique. Les frontières sont très poreuses, voire inexistantes entre ces pouvoirs, et laissent une part importante aux possibilités d’enrichissement personnel.

Dans le cas du régime azéri, l’oligarchie se constitue autour de la troisième forme et la quatrième forme d’oligarchie suggérée par Aristote (Aristote, 110-111), la troisième expliquant le lien entre un régime oligarchique et une forme clanique de répartition des pouvoirs. Elle implique un contrat très fort entre le pouvoir financier et le pouvoir politique (asymétrique en son sein), ainsi que leur impunité, et donc une sauvegarde d’intérêt de la même façon que le Prince de Machiavel. La ploutocratie, comme il sera explicitement

mentionné plus tard dans ce mémoire, peut prendre différentes formes selon les structures d'État, que ce soit des familles lorsque les régimes aristocratiques ont dérivé en régimes oligarchiques, comme dans le cas de la France durant le Consulat et le Directoire (Guizot, 1870), ou bien d'oligarchie « individualisante », notamment dans les sociétés postsoviétiques, comprenant un très faible nombre de familles qui sont à la tête de l'État, résultant de transitions économiques et politiques frauduleuses (Andreff, 2007).

La lecture des classiques doit notamment nous faire réfléchir sur la caractéristique profonde de ces régimes, leur ancrage et la difficulté de sortir d'un système se consolidant sur une approche fonctionnaliste déterminante. La structure oligarchique du système politico-économique azérie n'est pas sans rappeler l'approche TOP-DOWN employée pour l'administration et la gestion de la rente. Il est vrai que cette approche implique un niveau de gouvernance horizontale moindre, une négligence de l'aspect démocratique d'un leadership plus nivelé entre les niveaux hiérarchiques.

Ce « *statement* » n'a d'intérêt pour l'analyse du système politique azéri que s'il comprend la manière dont les pouvoirs sont répartis et comment les acteurs aux pouvoirs parviennent à se maintenir à la tête du pays.

En reprenant les mots d'Eisenstadt, l'articulation des élites constituant les acteurs principaux de la compétition politique se cristallise autour de l'État, ou plutôt de ceux qui détiennent l'État. En l'occurrence, ce sont les « groupes primordiaux » que sont les familles, les lignages et les territoires formant une structure si solide, que cette-dernière d'ores et déjà exclusive et consolide une élite à la tête du pouvoir, se légitime autour d'une histoire plus ou moins récente (Eisenstadt, 1983, 1241).

Ayant déjà mis en avant le contexte économique produit et dont jouit encore actuellement le régime d'Ilham Aliyev pour se maintenir au pouvoir, en plus d'une législation pour le moins flexible concernant les revenus des hauts fonctionnaires d'États, il se pose la question englobant l'agencement des pouvoirs et leurs distributions (ainsi que l'articulation des élites politiques et économiques), et la nature comportementale d'acteurs politiques dans le cas précis de l'Azerbaïdjan.

La collusion au niveau des élites, le comportement à la fois individualiste et proche de l'appropriation de biens publics pareil aux « *co-offending networks* » de Jean Marie McGloin et Holly Nguyen, s'apparente à une construction politique et une structure déjà ancrée en termes de réseaux d'influence et d'accession au pouvoir.

1.1.3 *Un autoritarisme originel*

Ce mémoire tend à montrer la force que la rente pétrolière peut constituer pour garantir (directement ou indirectement) le maintien au pouvoir d'un régime, en l'occurrence d'une famille et la consolidation de réseaux politico-économiques. Mais il n'est pas inutile de mentionner la nature même de l'ascension au pouvoir de cette famille, car elle permet en elle-même d'expliquer la manière de fonctionner du chef d'État azéri actuel et la nature TOP-DOWN de l'ensemble des structures politiques et administratives. Tout d'abord, le culte de la personnalité qu'Heydar Aliyev a réussi à mettre en place à la suite du chaos de la Guerre contre l'Arménie en 1993 est le « *benchmark* » du régime en place en Azerbaïdjan (Mathey, 2008). La volonté d'ériger un pouvoir fort pour faire face à la cinglante défaite azérie et la crise politique/humanitaire qui en découla (environ un million de réfugiés azéris), ainsi qu'un retour aux pouvoirs des anciens réseaux du KGB est la principale raison de la venue au pouvoir d'Heydar Aliyev.

La garantie d'un pouvoir fort et stable sur un fond de passée Soviétique glorieux fut le point de départ et le moule qui façonna le régime azéri et le pouvoir des Aliyev. Il n'est pas difficile de comprendre cela au vu des monuments à la gloire du « Père de la nation », comme le Centre Culturel Heydar Aliyev à Baku, ayant servi de vitrine à l'Eurovision 2012. Le culte la personnalité s'inscrit dans une construction identitaire, fortement emprunte de nationalisme et étant apparue en plus de cela à une période de crise profonde en Azerbaïdjan (Mathey, 2008).

Cette construction identitaire est le moule ayant permis l'unité nationale et la légitimité du pouvoir. Heydar insistait sur l'importance dans l'identitaire postsoviétique et donc nationale (Willerton, 1992, 214-215). Son entourage ainsi que la construction d'une élite nationale est « ardemment le fruit de Moscou », souhaitant stabiliser l'Azerbaïdjan tout en n'y mettant à sa tête des éléments « modèles » de la garde prétorienne du KGB (Willerton,

1992, 215). Le patronage et la cooptation des élites locales et sécuritaires furent en effet les conséquences d'une complicité entre le Kremlin et Heydar Aliyev. Ce dernier est reconnu comme celui qui a combattu la grande corruption et surtout intégré économiquement l'Azerbaïdjan, passant ainsi de région mineure et périphérique à une région stratégique en approvisionnement gazier et pétrolier (Willerton, 1992, 192-210).

Un grand personnage dans la période soviétique, en effet, car il a été un dirigeant modèle dans le passé soviétique, chef du KGB et du parti communiste dans la république d'Azerbaïdjan pendant plusieurs décennies. Membre du bureau politique sous Andropov et Gorbatchev, il est reconnu notamment comme un leader intègre et efficace (Willerton, 1992, 192-210). Heydar développe un caractère messianique de son pouvoir de par sa capacité à faire développer un intérêt certain de l'Azerbaïdjan dans l'œil de Moscou.

Ainsi, l'héritage d'un passé politique et historique profondément ancré dans le façonnement d'une construction politique. En l'occurrence, l'impact structurel d'une élite azérie formée dans les écoles plus hautes écoles moscovites, en plus du modèle lié aux services de renseignement postsoviétique s'ajoute inévitablement à l'équation fondamentale qui explique la concentration des pouvoirs.

Néanmoins, cet édifice politique est semblable aux fondations sur lesquelles certaines élites en Azerbaïdjan, de la même manière que le Kazakhstan et le Turkménistan se sont appuyées pour préserver une continuité de leur mainmise sur le pouvoir.

Depuis les années 2010, la construction identitaire en Azerbaïdjan, dans le cadre de la famille Aliyev, s'est fondée sur un autre point aujourd'hui plus essentiel de son crédit politique. Les moyens financiers et techniques importants octroyés à l'image, la communication et la « publicité », notamment par le financement et l'organisation de compétitions/événements importants, sont devenus des instruments plus neufs du *soft power* postsoviétique (Knaus, 2015).

Cette image que la famille Aliyev a su construire durant les années 2000 en 2010 se fonde sur deux éléments internationaux. D'une part sur un accommodement entre les puissances régionales et internationales, voyant une possibilité de stabilisation d'un espace stratégique à la fois dans la lutte contre le terrorisme, et à la fois dans la sécurisation d'approvisionnement en pétrole et en gaz (Knaus, 2015). D'autre part, la famille Aliyev

constitue un excellent articulateur de normes et de pouvoir entre les différents clans précisés (Willerton, 1992, VI), l'establishment azéri et les compagnies multinationales occidentales (Knaus, 2015).

Sur un plan national, le régime en place a les moyens financiers de former une police et des services de sécurités efficaces et bien équipés, ainsi que s'assurer la fidélisation d'une large partie des clans importants (territoriaux ou non) (Knaus, 2015).

Ces deux derniers éléments sont en effet les fruits, en amont, d'un véritable leadership contrôlé typique des régimes kagébistes de l'ère Andropov. Il n'est pas sans noter que ce large éventail d'événements mondiaux, européens et de fastes à Baku, capitale vitrine de l'Azerbaïdjan, est quant à lui proéminent par le développement économique intense de ces deux dernières décennies.

En conséquence de cela, les recettes de la rente augmentent considérablement les moyens d'action autant dans le *soft power* international que dans le *hard power* national avec un système de répression efficace.

En reprenant la grille de lecture d'Eisenstadt, ce régime offre donc un panel de méthode relevant davantage d'un modèle de coercition, convergeant dans ce qu'il a trait à constituer une union nationale entre les élites, en plus de préserver un certain niveau de vie à l'ensemble de la population avec le filet social étudié dans la première partie de ce mémoire. En outre, les actions politiques à l'échelle locale comme nationale et internationale n'ont pu se faire sans des moyens financiers importants directement captés de la rente, et sans qu'il n'y ait d'intermédiaires entre l'État et les CPE.

“This election safeguards the security of Ilham Aliyev's presidency, granted by the strength of his victory, the opposition's weakness and containment, huge oil and gas revenues, and accommodating international declarations of President Aliyev's authority.” (Parlement européen, 2008).

L'agencement et la hiérarchisation politique sont liés en quelque sorte à un contexte où les planètes se sont alignées de façon à laisser place à des accommodements sur plusieurs niveau ou palier de décision. L'action du gouvernement en place étant de manœuvrer les recettes issues de la rente de façon à inclure suffisamment les acteurs pour ne pas perdre leur loyauté, mais suffisamment exclusif dans le but de maintenir fermer les réseaux de

corruption ou d'affaires. L'intérêt d'une nature exclusive s'explique par l'intérêt de ne pas avoir d'intermédiaires ou de concurrences capables de devancer le clan ou le groupe à la tête du pouvoir/réseau (Warren, 2004). Ce dernier point est central dans le raisonnement de causalité entre la rente, les recettes issues de la rente, l'exclusion des autres secteurs d'activités causée par cette même rente, et l'appropriation de l'État par s'inclure dans le secteur d'activité économique dominant.

Cette exclusion prend la forme, dans les médias, d'un *soft power* international de l'Azerbaïdjan et de sa capacité d'attraction en termes de capitaux et investissements étrangers, et de la stabilité acquise depuis la période Aliyev père, ainsi que de son aptitude à constituer une unité symbolique et politique (Coville, 2008).

L'héritage d'Heydar Aliyev, de concilier à la fois les relations avec l'Occident (et la Turquie) ainsi que les relations avec la Russie ont jeté les prémices de la structure autocratique en matière de symboliques internationales. Il est impossible de ne pas mentionner le façonnage du système politique et du patronage sans invoquer précédemment cela (Willerton, 1992, chap VI).

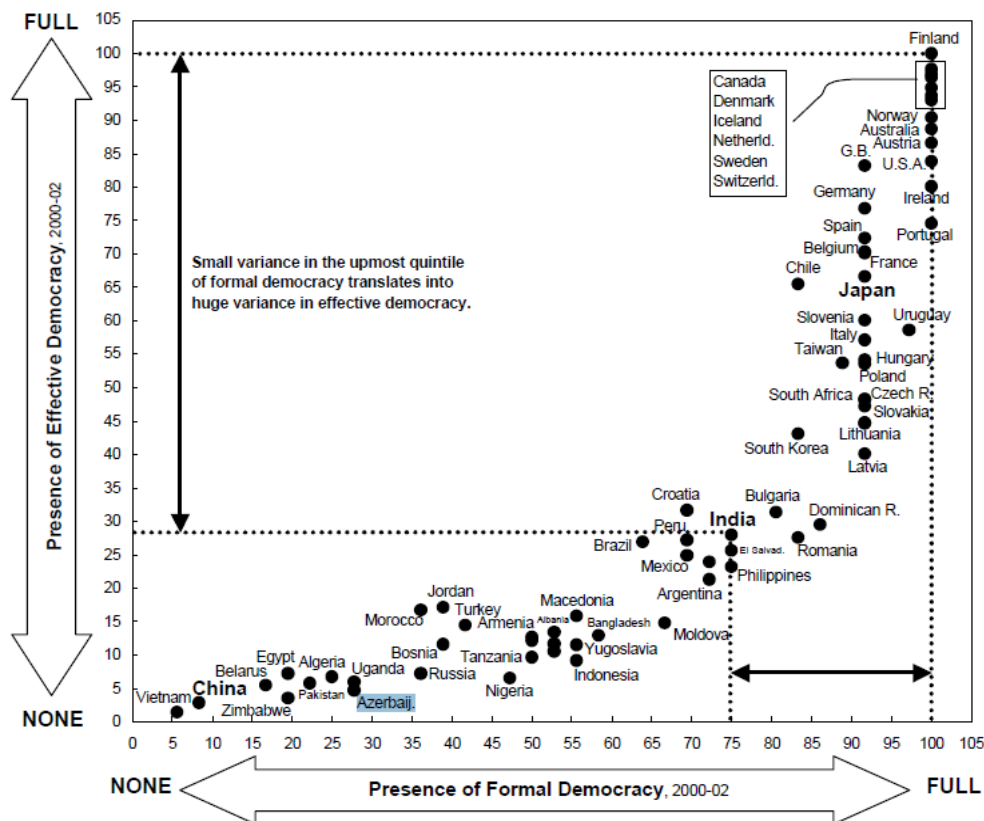
Ce qu'implique ce mémoire, à ce stade, est de parler de la continuité, voire de la substitution du modèle soviétique basé sur le prestige passé, s'illustrant par les « *patronage networks* » (Willerton, 1992, 191), vers un modèle de patronage ne jouissant pas d'un tel ancrage. Heydar Aliyev a constitué de manière efficace et rapide un mode de fonctionnement se rapprochant d'un « *co-offending network* » : « *Azerbaijan has had an especially strong reputation for pervasive mafia-type networks* » (Willerton, 1992, 191).

En outre, et c'est cela l'ambiguïté du cas azéri, plusieurs « *level-game* » favorisent de différentes façons le maintien d'un tel régime en place, et ceci depuis l'accession au pouvoir du père de l'actuel président. Un modèle de patronage intrigant par sa forte capacité à créer une cohésion nationale et à verrouiller l'accès au pouvoir de n'importe quelle façon, en témoignent les nombreuses irrégularités y compris durant les derniers scrutins électoraux, présidentiels ou législatifs.

“The Azerbaijani elections of 2010 and 2013 reveal instead a broken system of international election observation. The problem is not just that electoral fraud has become routine, but that some of the very European

institutions charged with safeguarding democracy appear determined to turn a blind eye to fraud. It is disturbing that Council of Europe election monitors can now be counted on to praise Azerbaijani elections, however outrageous their conduct.” (Knaus, 2015).

Pour davantage cerner la mainmise des élites politiques en Azerbaïdjan, en premier lieu de la famille Aliyev, il s’agira, un peu plus loin dans l’étude de se formaliser avec les personnes les plus riches d’Azerbaïdjan et la famille Aliyev. L’analyse sous le prisme comportemental des agents politiques et économiques, et plus concrètement dans le mode de fonctionnement qui se caractérise par une capacité à maintenir les réseaux d’influence, de cooptation et de corruption y compris dans l’administration, devient le centre d’intérêt de ce mémoire.



INGLEHART, RONALD & WELZEL, CHRISTIAN. 2005. “MODERNIZATION, CULTURAL CHANGE AND DEMOCRACY: THE HUMAN DEVELOPMENT SEQUENCE”. ÉDITION CAMBRIDGE. CAMBRIDGE.

1.2 Théories de la corruption systémique

Lorsque le terme de corruption systémique est ici mis en avant, il s'agit d'observer et d'analyser non pas l'ensemble des corruptions ni leurs causes dans la totalité, mais bien d'en souligner les traits essentiels et le caractère structurel de la corruption dans le cas de l'Azerbaïdjan. En d'autres termes, nous nous concentrons notamment sur ce qui a trait au pouvoir politique et la frontière poreuse entre le trésor de l'or noir et son lien direct avec le pouvoir politique et son administration.

1.2.1 *Théorie générale*

Pour mieux cerner le cadre d'analyse de la corruption systémique et le lien direct qu'il peut avoir avec la concentration des richesses. « *What does corruption mean in a Democracy ?* » de Mark Warren, publié en 2004, détermine la corruption à travers le prisme structurel et bureaucratique, qui en l'occurrence est la plus étendue en Azerbaïdjan.

Tant que la corruption gangrène l'administration, les corps sociaux exclus seront de plus en plus réticents à passer par les « canaux officiels » pour accéder aux services et aux ressources de l'État et surtout à y participer (Warren, 2004). La grande particularité qu'offre l'Azerbaïdjan est que le « filet social » énoncé dans un premier temps dans ce mémoire offre l'accession aux « canaux officiels » pour accéder aux ressources de l'État à minima, sans compromettre ainsi le partage d'une large partie des recettes entre les élites au pouvoir.

Néanmoins, la même corruption participe grandement à son inefficacité dans certains domaines, et montre les limites de ce filet social. En effet, si le couple de la corruption généralisée et le « filet social » constitue un excellent moyen de garantir la place au pouvoir, elle laisse place à un dysfonctionnement du système social. Il est pourtant la pierre angulaire ayant pour but précis de subvenir au besoin de la population et donc ne pas connaître une nouvelle instabilité politique si précieuse et si recherchée à travers un régime comme celui-ci.

Au-delà du fait que cela soit un des facteurs importants qui freine la bonne marche de la démocratie ou l'accession à la démocratie elle-même, il s'agit aussi d'un facteur qui atténue considérablement l'État de droit et les pouvoirs de l'administration légale. Warren nous

fait part d'une analyse pertinente concernant le cercle vicieux qui peut apparaître si cette corruption devient endémique, c'est-à-dire ayant pris le contrôle de l'appareil immunitaire de l'État. L'interconnexion des pouvoirs judiciaires et législatifs empêchant la bonne marche des poursuites dans le domaine de la corruption, les mécanismes pour faire face à une telle gangrène se retrouvent eux-mêmes réduits.

Della Porta et Vannucci concluent en 1999 plusieurs éléments, dans "*The dynamics of political corruption*", qui ouvrent le décor de la corruption dans le cas où il est devenu endémique. Les résultats de leur recherche portant sur la corruption systémique aboutissent sur l'ancrage au sein de la société. Elle induit un cynisme général qui s'explique par le comportement des élites et la banalisation que l'acte illicite prend dans l'administration. Elle devient la norme réelle, comme découlant naturellement des sphères de décision légale. Aussi, ils abordent tant le rôle des acteurs impliqués que les ressources utilisées en signalant les dynamiques à l'intérieur de la corruption politique.

Deux dynamiques sont à prendre en compte dans la construction de l'état de corruption lorsqu'elle prend un caractère endémique, et ceci dans n'importe quel type d'État, en particulier dans le cadre d'un État rentier exportateur de pétrole.

Dans un premier temps, la corruption donne lieu à l'émergence d'un nouveau système normatif. Selon Della Porta et Vannucci, la corruption a une tendance à se reproduire elle-même en interaction avec un système de normes et de valeurs. Si un système en lui-même est clientéliste et favorise clairement quelques clans/élites, le système informel tend à se généraliser.

Le modèle azéri repose sur des clans ayant des accès différents au pouvoir ou aux richesses de l'État. Ceci s'illustre par la nature des postes proposés à chacun des notables des clans composant plus ou moins géographiquement l'Azerbaïdjan (Avioustkii, 2007). La répartition des postes d'effectue selon l'importance stratégique de chacun des clans et leur capacité à s'ériger en groupe de pression. L'alliance des trois clans majeurs en Azerbaïdjan (clan du Nakhitchevan, des Arméniens et des Kurdes) garantit un maintien du régime suffisamment solide. Pour le premier clan, la magistrature suprême et tout ce qui a trait à la sécurité/défense lui reviennent par exemple. Pour le second, les ministères de

l'Éducation et de la Santé, et au troisième les collectivités locales/territoriales (Avioustkii, 2007).

Ainsi, de nouvelles normes et de valeurs régissent autant les relations entre gouvernants/gouvernés que les relations entre parrain/coopté. Cette évolution renforce en même temps « une adaptation spontanée » à ce modèle, en plus du fait que les élites au pouvoir ont un prestige évident (Willerton, 1992, chap VI). Par conséquent, pour un nouvel arrivant il n'y a pas vraiment d'autre choix que l'obéissance, voire la participation dans un acte illégitime se croit 'inévitable'. C'est précisément cela qui participe aux inégalités sociales profondes et à la construction d'un modèle peu viable.

Dans un second temps, Della Porta et Vannucci arguent que la corruption systémique est un phénomène autonome (self-sustained). De façon plus complexe, la corruption s'interconnecte avec d'autres pathologies, des phénomènes politiques qui ont créé un spiral de mauvais fonctionnement au sein du système politique et administratif tel que la mauvaise administration, le clientélisme par exemple. Nous verrons par ailleurs que la corruption dans une situation de pays rentier exportateur de pétrole se marque notamment dans la gestion opaque et la mauvaise gouvernance liée au maintien d'une élite verrouillant l'accès à ce canal principal et lucratif d'accessions aux richesses de l'État (Revue Watch Institute, 2006). Nous verrons néanmoins que, bien que la captation des ressources de l'État autant lors des « contrats de gros » avec les CPE à travers le partage de la rente.

Selon les auteurs, chacun de ces phénomènes fonctionne en nourrissant la corruption, mais en même temps elle s'en nourrit pour fonctionner. Cela finit par établir des cercles vicieux rendant la corruption plus enracinée dans le système. La mauvaise administration augmente le pouvoir discrétionnaire et arbitraire des administrateurs dans chaque étape du processus contractuel (exportation, construction, équipement, etc.). En vue des marges que le budget issu des recettes du pétrole autorise, cela peut se manifester autant par des pots-de-vin que par d'importants gonflements des contrats publics accordés par le Ministère des Finances et du Budget de Baku aux différents ministères.

Cela s'applique dans le cas précis de l'industrie de l'extraction des ressources primaires avec O'Higgins et dans le développement des infrastructures, en témoignera le tableau

identifiant les personnalités les plus riches d'Azerbaïdjan dans la sous-partie sur « les captations stratégiques ».

En outre, la personnalisation des ressources d'un bureau, la sélection arbitraire des soumissionnaires, voire à travers la transformation d'un droit en « faveur » se constitue en appropriation des biens d'État. Bien qu'il en soit de même dans le cas de l'Azerbaïdjan, le cas analysé dans ce mémoire est celui de l'accession aux richesses et donc aux postes clefs de la gestion de la ressource principale du pays. Ceci est observable dans plusieurs pays postsoviétiques, où la grande corruption s'illustre autour de l'industrie de l'extraction et les faveurs que les administrateurs ou managers offrent en termes d'accessions à des postes ou des responsabilités de choix pour profiter de ces ressources (Andreff, 2007).

Ceci se couple à l'inefficacité de l'administration à cause de leur incapacité à se réformer par elles-mêmes. Cette incapacité à se réformer tient de deux éléments. D'une part la faiblesse ou l'échec des programmes de restructuration de l'administration (principalement dû au manque de *turn-over* au sein des élites politiques). D'autre part, l'absence de contrôle sur celles-ci provoque des dérives dans la gestion des deniers publics, alors même qu'elles sont les principaux mécanismes d'accession aux richesses de l'État. C'est ainsi que les administrateurs ou managers s'attribuent des services, des biens et parfois même un haut pouvoir discrétionnaire en termes d'accessions à des postes ou des responsabilités pour profiter de ces ressources.

Par conséquent, la difficulté liée à l'ancrage de la corruption en Azerbaïdjan se situe dans ce qu'elle implique en termes de formes d'inclusion privilégiée pour ceux qui sont des « *insiders* ». Les tiers n'étant pas engagés dans les réseaux d'accessions aux richesses que se sont attribuées cette *nomenklatura*, en l'occurrence n'ayant pas des liens avec les grandes familles d'Azerbaïdjan ou l'administration de l'époque d'Heydar Aliyev, ne peuvent que prétendre au filet social évoqué dans le premier chapitre de ce mémoire.

C'est précisément là que, nous le verrons, les structures administratives seront une forme de prolongement du pouvoir discrétionnaire des dirigeants, raisonnant comme le résultat d'un croisement de l'offre et de la demande politique et économique pareil à une clientèle dépolitisée.

Peu/Pas de compétition politique *Compétition politique*

<i>Peu/Pas de compétition économique</i>	Retard économique et politique. Forte propension à la corruption (risque de collusion entre l'économie et le politique). Exemples : Zimbabwe, Algérie, Gabon.	Retard économique et dépendance vis-à-vis des Exemple : Bénin
<i>Compétition économique</i>	Retard politique et politique autoritaire. Forte propension à la corruption (surtout entre État et multinationales étrangères). Exemples : Singapour, Thaïlande, Indonésie, Malaisie.	Diversité des choix et balancement entre le pouvoir économique, politique et société civile. – Propension à moins de corruption entre les agents économiques et politiques. Exemples : Japon, Canada, Grande-Bretagne.

On observe dans les cas où la compétition économique existe, mais pas la compétition politique, de la même manière que lorsqu'il n'y ni compétition politique ni compétition économique, une véritable confusion des pouvoirs dans lesquels le pouvoir politique s'entremêle largement au pouvoir économique et vice-versa.

1.2.2 Cadre spécifique aux États rentiers

Selon O'Higgins, il est important de partir du principe que l'industrie de l'extraction de ressources, tout particulièrement le gaz et le pétrole, présente une arène où les conditions pour la corruption sont omniprésentes. "The extractive resource industry is presented as an arena where conditions for corruption—monopoly and discretion without accountability—are especially intense." (O'Higgins, 2006)

Cela implique l'ensemble des sphères politiques et économiques, tout particulièrement les autorités ayant déjà accès aux ressources de l'État. Étant déjà entendu dans le premier chapitre que les recettes issues du pétrole revenaient en quasi-totalité à l'État azéri, il est ainsi logique que les administrateurs soient des fonctionnaires d'État ayant accès aussi bien aux ressources qu'aux pouvoirs politiques et judiciaires (O'Higgins, 2006).

Ces mêmes fonctionnaires sont en général proches du régime précisément grâce à l'opacité du système et la construction d'une clientélisation des administrateurs du secteur de l'extraction. En outre, les secteurs bénéficiant des subventions du secteur pétrolier sont eux aussi susceptibles de profiter de l'opacité du système de financement et de transfert des fonds issus du secteur pétrolier.

Cette opacité joue d'ailleurs un en faveur des acteurs profitant de la corruption, notamment des articulateurs de normes et donc des relations entre les agents économiques inclus dans la corruption. Des accords, des ententes ou des modes de pression (selon la nature du rapport de force) forment une société parallèle d'agents politiques et économiques.

La véritable source de pression à long terme, issue de l'opacité du système de transactions, et le piège qu'impliquent les investissements des grandes compagnies gazières et pétrolières sur l'ensemble des acteurs économiques (en particulier les compagnies étrangères ayant investi en Azerbaïdjan depuis le début des années 2000), est celle du « *hostage to corruption* ». Ce type de corruption peut donc être qualifié de « *self-sustained corruption* », dans laquelle les mêmes acteurs maintiennent un même réseau de corruption, devant une norme au fur et à mesure que les transactions s'effectuent dans le temps.

“Particular types of foreign direct investment in developing companies represent a significant commitment of capital; for example, large infrastructure or oil extraction projects. In these circumstances, once established, the sunk costs make it extremely unattractive to pull out, even in the face of rising demands for corrupt payments. Thus, the investment becomes a hostage to corruption, especially when there is a queue of companies willing to replace a company that withdraws, thus giving those demanding corrupt payments the upper hand. This kind of asset specificity (Husted 1994) provides huge incentives to continue a corrupt transaction or a series of transactions involving the same actors.” (O’Higgins, 2006).

L'argument selon quoi les incitatifs de corruption sont davantage l'adage des compagnies pétrolières privées sont, bien que réelles dans de nombreux pays notamment en Afrique (Coolidge, J. & Rose-Ackerman, 1999), sont discutables dans le cas de l'Azerbaïdjan, puisque l'opacité de la gestion de la rente subsiste autant dans les incitatifs subsistent autant dans la CPN que dans l'administration (O’Higgins 2006).

La relation entre les administrateurs et les compagnies privées étrangères est le phénomène visible de la corruption dans le secteur de l'extraction pétrolière. Mais l'épicentre de ce phénomène réside davantage dans les incitatifs des richesses issues du pétrole.

« Corruption can flourish in the midst of extractive resource industries because the prodigious sums of money involved create a harmony of economic interests between the supply and demand sides of corrupt exchanges. » (O'Higgins, 2006).

L'argent de la rente devient une forme de « easy money » selon le schéma proposé par O'Higgins, d'où peuvent découler deux observations. D'une part, les ressources renforcent les régimes usant de la corruption, et d'autre part restreignent (fortement) les entreprises alternatives (politiques et économiques) par la corruption générée par les richesses issues du pétrole. Ceci s'explique en partie par l'afflux d'investissements et d'importantes injections monétaires du secteur pétrolier et gazier et le manque de contrôle de ces flux.

Dans le cas précis de l'Azerbaïdjan, les compagnies étrangères ont apporté des capitaux conséquents pour la modernisation et l'extension du secteur pétrolier sur la Mer Caspienne. « Azerbaijan has received \$60 billion in foreign investment in its oil and gas sector over the past 16 years. » (Ciarreta & Nasirov, 2011). La législation contre la corruption datant de l'époque soviétique et n'étant plus en phase à la réalité du marché international, que ce soit dans le domaine des investissements ou des contrats d'exportation (Ciarreta & Nasirov, 2011).

De facto, cela se manifeste en Azerbaïdjan par deux éléments centraux, la faiblesse de la structure sociale et la faible propension qu'une opposition crédible se forme.

L'absence d'opposition/contrepuvoir est problématique selon Bardhan, car elle favorise une structure organisationnelle ancrée dans un partage biaisé des pouvoirs. Il ne s'agit pas, selon Bardhan, d'expliquer la corruption par des variables culturelles, mais par des variables économiques et politiques que sont notamment les comportements individuels des acteurs et les rapports de force entre ces mêmes acteurs. Ces comportements s'intègrent dans une approche individualisante, et orientée davantage vers le rapport coûts/bénéfices qu'un individu rationnel opte quand vient le moment de choisir entre un acte de corruption ou non, dans un cadre spécifique au États postsoviétiques qu'Andreff ajoute à celui-ci :

étant l'ascendance claire du corrupteur par rapport au corrompu (autant dans la sphère légale qu'illégale) (Andreff, 2007).

Ainsi, l'étude des élites d'un État qui détiennent la quasi-totalité des secteurs clefs de l'économie est tout à fait pertinente. Bardhan nous explique que le degré de corruption subsiste principalement à cause la nature organisationnelle des élites. De la même manière qu'en économie, la diversité de choix politique et la construction d'une compétition politique plurielle constituent un élément central de baisse de la corruption (Bardhan & Tsung-Tao, 2004). La compétition (autant politique qu'économique) permet de laisser davantage de choix et donc réduit une situation d'oligopole ou de monopole.

Par conséquent, un faible niveau de compétition économique vis-à-vis du marché extérieur au niveau économique augmente en proportion le niveau d'incitatif de corruption (Bardhan & Tsung-Tao, 2004). La compétition avec le marché extérieur et de facto un autre moyen de réduire la corruption (Bardhan & Tsung-Tao, 2004), car plus l'exposition au marché extérieur existe, plus on observe d'inclusion de normes se détachant d'une articulation oligarchique de la création et la distribution de normes.

Concernant le concept de « compétition politique », Bardhan et Tsung-Tao mettent en avant ses caractéristiques pour mieux cerner la nature de la corruption qui peut en ressortir si elle n'existe pas.

“The term "political competition" has been used in different studies to describe different things. One interpretation of political competition, which we shall refer to as accountability for incumbents, focuses on the process of political turnover. According to this interpretation, political competition is more intense when the public can more easily remove incumbent leaders and replace them with challengers. Note that this view of political competition is inter-temporal in nature: political competition affects the behavior of incumbent leaders today via tomorrow's threat of dismissal.” (Bardhan & Tsung-Tao, 2004)

L'absence d'offre politique et économique est donc les éléments moteurs distorsion du marché politique et économique. Moins l'arène politique et économique laisse place à une compétition, moins il y a possibilité de se défaire du patronage et d'ôter le clientélisme. Dans le cas des États rentiers, la compétition économique semble étouffer et privilégier donc une faiblesse *ex ante* de la construction politique.

2. La corruption systémique, substitution de l'État soviétique ?

Le type de réflexion qu'apporte l'État rentier exportateur de pétrole, autant dans la théorie économique que dans la théorie politique, est l'attitude et l'aspect comportemental des fonctionnaires et des administrateurs de cette manne, ceci dans un contexte où la législation est obsolète et les flux monétaires très importants. La question se pose particulièrement dans des structures caractérisées, mentionnées dans la première partie, par des relations particulièrement étroites entre les Compagnies Pétrolières Nationales (CPN), des Compagnies Privées Étrangères (CPE) et le régime en place.

2.1 L'Azerbaïdjan et le patrimonialisme

Jusqu'à présent, la configuration TOP-DOWN de l'administration et de la structure économique a impliqué de nombreux concepts d'administrations publiques, dont certains seront de nouveau évoqués dans cette sous-partie. De cette analyse concernant le mode opératoire

Le cas de l'Azerbaïdjan peut être considéré comme un cas d'école de régime patrimonialiste, tout particulièrement dans la nature de son pouvoir exécutif (et la relégation des autres pouvoirs : judiciaires et législatifs). Le patrimonialisme se définit par rapport à la distribution des pouvoirs et l'accession aux richesses de l'État. Selon Eisenstadt, nous pouvons déjà observer que le patrimonialisme est un pouvoir concentrer sur une faible partie des élites d'un pays, et se matérialisant par une mainmise sur les canaux d'accession aux richesses de l'État. C'est ainsi que les élites deviennent des articulateurs des relations des groupes sociaux et clientélistent la population (Médard, 2006).

2.1.1 *Un régime néopatrimonialiste*

Après avoir mis en avant les caractéristiques d'un régime oligarchique, en tendant vers la nature ploutocratique du régime azéri, le modèle le plus à même d'expliquer le régime azéri serait le néopatrimonialisme

Eisenstadt nous fait mention des points cardinaux du néopatrimonialisme et de son incidence sur le mode de gouvernance de l'État azéri.

- 1) Le niveau des ressources et leur mode de distribution entre les différents groupes sociaux, ou en d'autres termes, le type de division du travail caractérisant la société.
- 2) L'identité des élites qui sont en présence ou en compétition pour la mobilisation de ces ressources ainsi que pour l'organisation et l'articulation des intérêts des principaux groupes sociaux issus de la division du travail.
- 3) La nature des visions du monde et des représentations collectives qui modèlent l'action de ces élites et qui proviennent des orientations culturelles et des codes en vigueur dans la société. Concrétisée à travers l'action des élites, l'institutionnalisation de ces représentations fournit à l'ordre social sa dimension charismatique et sa signification. Ces élites sont d'une part les élites politiques – celles en rapport étroit avec la distribution du pouvoir dans la société ; d'autre part, les articulateurs de modèles culturels dont la tâche consiste à fournir une signification à l'ordre des choses et enfin les articulateurs de solidarité entre les groupes sociaux.

Avant de se focaliser concrètement sur les principales élites et l'articulation de celles-ci dans le cadre de l'Azerbaïdjan, Eisenstadt dans son œuvre coécrite « *Les origines de l'État, une nouvelle approche* », inscrit les caractéristiques d'une telle structure et appuie la variable de la concentration des pouvoirs.

La structure des élites coïncide avec les orientations sociales et les codes sociaux prévalant dans la société dans laquelle elles se développent. Ces orientations culturelles s'entremêlent et s'accroissent considérablement avec le mercantilisme et la monétarisation de l'économie et de la société postsoviétique (Robert 2008).

Chaque type d'élite (ou de coalition d'élite) est pour ainsi dire porteur d'une orientation culturelle spécifique en conformité avec son orientation culturelle. C'est ainsi qu'en matière de cooptation et de corruption, les clans familiaux détenant une autorité quelconque vont user de manières similaires que ce qui peut se faire communément dans la société (Eisenstadt, 1983). En amont du *modus operandi* des bakchichs et transferts de fonds assurant une fidélisation du corrupteur, ces agents économiques, politiques et sociaux de premier plan doivent exercer leur contrôle sur la répartition des ressources dans la société de manière assurer en premier lieu l'accès des sphères institutionnelles importantes. Ce sont par ailleurs c'est mêmes sphères qui assurent la distribution et la production des

informations indispensables la formulation des valeurs sociales et élaboration des cartes cognitives travers lesquelles chaque membre de la société perçoit la nature de son environnement social. » (Eisenstadt, 1983, 1236). Eisenstadt et Andreff impliquent ici plusieurs formes de structuration de la société à travers l'appropriation des actifs les plus lucratifs de l'économie d'un pays (en l'occurrence d'extraction pétrolière).

L'appropriation de ces mêmes actifs ne peut pas être effectuée sans que les structures légales ne soient elles-mêmes sous le joug d'une administration contrôlée politiquement (Eisenstadt, 1983). C'est ici, précisément, qu'il existe une confusion permanente entre sphère privée et sphère publique, tout en mettant bien en évidence que l'on ne se situe plus dans un environnement foncièrement traditionnel (Médard, 2006)

Médard, dans son article « *Les paradoxes de la corruption institutionnalisée* » paru en 2006, explique ce que l'appropriation de bien d'État et l'accaparement de richesses peuvent avoir d'inique, créant une dissonance grave surtout dans les pays nouvellement indépendants (Médard, 2006).

Dissonance qu'il faut réduire, mais que les richesses insolentes participent à agrandir dans des proportions parfois impensables peu de temps avant la chute de l'Union soviétique. Bien que la corruption institutionnalisée ait su s'installer et se constituer comme des normes des « normes pratiques », il n'en reste pas moins que les normes idéales et les normes pratiques restent contradictoires (Médard, 2006). D'une certaine façon, la vision messianique que le régime Aliyev semble projeter réduit toute aussi la dissonance cognitive d'un gouvernement, rendant la corruption *de facto* moins illégitime lorsqu'elle s'apparente à une distribution arbitraire.

Tandis qu'elle se présente à visage découvert dans la société azérie, il reste à la légitimer, à la justifier. Laisser faire la corruption de manière généralisée ou du moins être plus permissif en matière de corruption, de blanchiment d'argent ou d'abus de biens sociaux, est une des manières tacites de valider la corruption comme une norme quasi-coutumière.

On observe ici, et ce sera un des éléments d'analyses fondamentaux de ce mémoire, une véritable gouvernance de capture, autant des institutions que des moyens financiers permettant cette capture. S'ajoute ainsi à la variable institutionnelle une variable

comportementale des acteurs politiques, qui est par ailleurs reprise dans une partie significative de la littérature liée au « Régime politique ».

Cette variable est importante, car elle admet qu'il n'y a pas que le régime politique qui influe sur le degré de néopatrimonialisme, mais aussi le comportement des élites par rapport aux incitatifs de s'approprier l'ensemble des sphères de décisions politiques et économiques (Dufy & Thiriot, 2013). L'heuristique individualiste est donc une piste largement crédible, puisqu'il s'agit de voir les paradoxes entre l'intérêt commun que tente de garantir un régime comme il est mentionné dans le chapitre I, (unité du pays, protection sociale, éducation) et la volonté de garantir un ancrage politique par l'allocation de fond.

Comme Dufy et Thiriot le mentionnent, l'économie peut être largement simplifiée à la distribution des recettes de la rente pétrolière, de même que cette gouvernance semble se substituer à un appareil précédent de contrôle/maintien de la société civile sous un joug.

Cette notion de substitution s'apparente à une gouvernance du « ventre plein » semblable à certains pays d'Afrique (Médard, 2006), couplée à une construction sociale autour des services publics comme la santé et l'éducation.

Il s'agit donc de diminuer la nature « *Hard Power* » d'un régime autoritaire, en vue d'améliorer le climat des affaires et la légitimité du pouvoir en place. Aussi, il s'agit d'améliorer la disposition de l'Azerbaïdjan pour accueillir des investissements étrangers importants. L'interchangeabilité des intérêts nationaux et claniques, la confusion des intérêts/gains politiques et économiques mènent à un des défis auquel ce mémoire, comme de nombreuses études sur la corruption, se retrouvent confrontées.

Par interchangeabilité, il est entendu que l'économie fait partie intégrante des moyens permettant d'asseoir et contrôler le pouvoir politique (par cooptation, mais aussi par l'implémentation des politiques publiques énoncées dans le chapitre I). De même, le pouvoir politique permet d'avoir accès à des sphères économiques garantissant des revenus individuels significatifs. En bref, l'interchangeabilité du pouvoir et de la richesse se caractérise, dans le cas de ce régime, comme moyens pour parvenir à l'un ou l'autre (le pouvoir donne accès à la richesse, la richesse donne accès au pouvoir). Cette notion, bien

que très simplificatrice, révèle une complicité forte, voire une dépendance des élites politiques vis-à-vis de la manne pétrolière pour garantir leur ancrage.

La famille Aliyev est un cas d'école de néopatrimonialisme, puisqu'elle constitue en elle-même l'essence d'une élite concentrant les orientations et codes culturels fondamentaux.

La femme d'Ilham Alyiev, Mehriban Aliyeva, est issue d'une des plus grandes familles d'Azerbaïdjan. Sa mère fut l'une des plus grandes universitaires et chercheuses à l'époque soviétique.

Son accession, ou plutôt sa nomination à la Vice-présidente d'Azerbaïdjan, bien que possiblement liée à un niveau d'étude et une réputation familiale liée à la recherche et un prestige sans conteste dans ce milieu-là, implique néanmoins des questionnements sur le népotisme et la concentration des pouvoirs ainsi que des institutions aux mains d'une même famille.

Selon le site de la « *Heydar Aliyev Foundation* », Mehriban Aliyeva a occupé, ou occupe encore actuellement, de nombreux postes liés à l'image internationale de l'Azerbaïdjan depuis l'accession au pouvoir d'Ilham Aliyev. Elle est tout d'abord présidente de la fondation (Heydar Aliyev Foundation, 2017), mais fut aussi élue membre du Comité exécutif Olympique de l'Azerbaïdjan en 2004, puis ambassadrice à l'UNESCO et à l'OMS en 2007, dont elle fut récompensée pour sa contribution surtout en matière d'aide à l'enfance et aux femmes. Ces nombreux prix sont accompagnés de divers médailles et signes de distinction autant au niveau national (Ordre d'Heydar Aliyev) qu'à l'international (Ordre national de la Légion d'Honneur en France, Ordre du Mérite de la République de Pologne). Aussi, élément confondant concernant la séparation des pouvoirs politiques, Mehriban Aliyeva est député au Milli Mailis depuis 2005, c'est-à-dire plus de douze ans sans interruption. Ses mandats se sont tous déroulés à la même période que son mari des mandats présidentiels d'Ilham Aliyev. Les suspicions de conflits d'intérêts et de népotismes jouent un rôle important dans le regard porté sur le régime, y compris au sein même du couple présidentiel.

La fille d'Ilham, Leyla Aliyeva, née le 3 juillet 1985 à Moscou, est quant à elle une journaliste azérie. Elle n'hésite pas à critiquer les campagnes anticorruptions, notamment

par leur inefficacité lorsque celles-ci sont menées par des organismes internationaux non azéris, notamment celles de l'Union européenne. Elle est la rédactrice en chef de *Baku Magazine*. Il s'agit d'un magazine portant sur la vie culturelle, artistique et la mode ayant une grande notoriété sur l'ensemble de l'espace postsoviétique. Des moyens relativement importants sont attribués à cette vie culturelle créant une forme d'effervescence et contribuent à façonner l'image d'un Azerbaïdjan moderne et vivante. En effet, Baku est une ville de plus en plus attractive dans ce domaine et tend à consolider son pouvoir de séduction (*Baku Magazine*, 2018). La famille Aliyev joue ainsi sur plusieurs tableaux, et s'inscrit dans une forme d'« élitisme » autant sur le plan académique qu'artistique.

2.1.2 *Le « néopatronage »*

Reprenant en quelque sorte le modèle de patronage hérité de son père, en le mettant en avant dans l'identitaire azéri comme en témoignent les références ci-dessus, Ilham tend à solidifier son pouvoir. Le fort charisme de son père, certes semblable à une figure incontournable de l'ancien appareil soviétique et l'homme providentiel de l'indépendance, ne peut que difficilement être approprié par son fils. Le caractère dynastique du pouvoir et la crédibilité de celui-ci ne peuvent se faire que si Ilham intervient de manière providentielle dans un autre domaine que la sécurité et l'indépendance azerbaïdjanaise.

Le verrouillage de l'accès au pouvoir de n'importe quelle façon, en témoigne les nombreuses irrégularités y compris durant les derniers scrutins électoraux, présidentiels ou législatifs, sont donc issus d'un héritage postsoviétique. La théorie de la rente n'en est pas moins reléguée au second rang, puisque celle-ci explique clairement que l'héritage postsoviétique s'est renouvelé par des instruments et canaux de financement directement issus de la rente pétrolière. Aussi, et il s'agit de faire un pont entre la rente pétrolière et la question sécuritaire, prédominante dans le cas de l'Azerbaïdjan, il est important pour le pouvoir en place de solidifier son assise en ayant la loyauté des services de sécurité ainsi que de l'armée. Les formes de pouvoir coercitif diffèrent selon les méthodes employées par le régime. Une large partie des dépenses publiques reviennent donc à la militarisation de l'Azerbaïdjan. (Bolukbasi, 214, 2011)

L'afflux de l'argent du pétrole a d'une part aidé le régime d'Ilham Aliyev à prendre la succession de son père, solidifier ses positions et renforcer le système de patronage hérité de son père (Kobzova & Aliyeva, 2012). Ce système correspond à une forme d'autocratie dynastique qui s'appuie sur des réseaux de patronage largement financé par les fonds que l'État azéri possède, et donc le Président use pour asseoir son pouvoir (Kobzova & Aliyeva, 2012). Ces fonds sont l'essence même des capacités d'investir dans différents secteurs promouvant l'image d'un pays neuf et étant capable de se constituer une certaine notoriété dans certains secteurs, pareil à certains pays du Golfe. Cela illustre une forme de patronage, d'appropriation ou de création d'un nouveau cadre qui est englobé par le pouvoir ou des personnes liées au pouvoir.

Il ne s'agit en rien d'apporter cet élément comme un fait négatif, car il est évident que la construction d'un souffle de reconstruction apportée par l'effervescence culturelle et architecturale de Baku (capitale de l'Azerbaïdjan) vise à effacer les débâcles du début des années 1990. Il est néanmoins nécessaire d'observer la centralisation de l'origine des ressources et de la manière dont ces mêmes ressources sont redistribuées, et par qui.

Mais qu'entendons-nous par « patronage » ? Quelles sont conditions du « patronage politique » ? Existe-t-il un véritable « patronage » ?

Les conditions du patronage politique peuvent être regroupées selon plusieurs catégories. Elles portent notamment sur la fusion de l'administration et du politique, ainsi qu'une « transformation » des rapports de forces entre l'administration et le politique (Lemieux, 1977, 161). Cette transformation s'opère de façon à ce que la « non-puissance » du patron se transforme en « superpuissance », et réduise la relation d'« infrapuissance » à « sous-puissance » des autres acteurs socioéconomiques. Par ailleurs, ces acteurs ne peuvent pas excéder au-delà d'un certain nombre, sinon quoi les possibilités de transformation de « non-puissance » à « superpuissance » demeurent nulles.

Ainsi, pour ajouter à l'argumentaire de Bardhan un point essentiel, la rente et l'afflux d'argent participent activement au façonnage d'une structure politique, bien que la « transformation » ne s'opère que s'il y a déjà les prémices d'un patronage préexistant.

Le néopatronage inclut la notion selon laquelle le récipiendaire des fonds qui lui sont alloués (à l'origine dans le milieu artistique) a un haut niveau de dépendance à ces fonds. Ce sont ces fonds qui lui permettent de produire de nouvelles œuvres et donc de travailler.

Il en est de même dans l'administration et les autres secteurs d'activités. L'essence de ce mode fonctionnement s'opère autant pour diversifier et renouveler une certaine image culturelle du pays, que pour le maintien d'une cohésion politique et la fidélisation de la fonction publique. La corruption générée par la forte croissance n'a de sens que si l'administration en elle-même n'a pas elle-même les ressources nécessaires pour fonctionner et appliquer les politiques publiques que le gouvernement lui impose de mettre en place. Elle ne peut donc fonctionner que par le budget alloué par les deniers de l'État, lui-même tenu par certains clans ou familles.

Andreff, de la même manière que Stevens un peu plus tôt, explique que les bureaucraties de l'ex-Bloc soviétique n'ont pas su se constituer comme des acteurs forts, et ont subi l'effondrement de l'État en obtenant de très faibles salaires et une réduction drastique de leurs niveaux de vie.

Dans le sens accordé par le *low politics level*, la perte de repères politiques et d'autorité ainsi que la notion perdue d'imputabilité liée au manque d'expérience démocratique et à l'autoritarisme laisse place à une diffusion du néopatronage sur l'ensemble des secteurs publics et privés.

“Yet another characteristic of “resource curse” is that natural resource abundance “retards political change” (Auty, 2001b, page 11) and entrenches regimes. Thus an abundance of resources “significantly weakened nascent democratic institutions, repressing political parties so that power is weakly contested, public finances are opaque and corruption both by the elite and bureaucracy is rampant” (Ibid. page 10)”. (Stevens, 2003, p.9)

En conséquence de l'abondance de ressources, ou plus exactement de recettes issues des ressources, les États rentiers sont donc en première ligne concernant le retard de développement au niveau de la société civile.

La société azérie est marquée non seulement par la captation des richesses de la rente (*Government take*), mais aussi par la cooptation de l'ensemble des élites s'articulant autour

de la famille Aliyev. Cette cooptation s'effectue par le biais de cadeaux, de hauts salaires dans des fonctions publiques, d'une garantie de postes dans les hautes sphères de l'administration ou bien même des privilèges comme l'exonération de taxe. Ces exonérations de taxes sont tout autant une stratégie de coopter les différentes élites azéries qu'une volonté de garder les capitaux présents en Azerbaïdjan.

Le système de cooptation actuel est calqué de celui d'Heydar Aliyev, à l'exception des montants accordés à certains cadres ou du laisser-faire en matière fiscale (GRECO, 2017). En effet, Heydar Aliyev a activement participé au renouvellement de la classe dirigeante nationale d'Azerbaïdjan depuis les années 1970 (Willerton, 1992, 190). Deux points importants sont ici à mentionner dans l'analyse.

Dans un premier temps, Heydar a remplacé un réseau de patronage par un autre, celui-ci étant beaucoup plus identifié à l'Azerbaïdjan que les autres réseaux de patronage (Willerton, 1992, 192). Dans un second temps, de nombreux postes ont été créés dans le but d'articuler les élites, les maintenir et les faire graviter autour de pôles de pouvoirs étant tous reliés à Baku (Willerton, 1992, 211). L'objectif était clair, fidéliser ces cadres tout en renforçant l'impact du pouvoir central sur l'ensemble des canaux institutionnels (services publics, services de sécurités, « *policy making* » et garantir le rôle décisionnel central à Heydar Aliyev lui-même.

Économiquement parlant, de façon assez semblable aux autres pays de l'ex-Bloc soviétique, il existe un véritable engouement de ces élites pour les avantages matériels, dont les biens immobiliers (valeurs sûres à une période où la monnaie ne voulait rien dire (Roberts, 2008).

Cela se caractérise donc par le droit à de larges avantages sociaux et matériels, qui se concrétisèrent parfois par la captation des profits et des actifs de certains secteurs d'activité. Ceci s'expliquant par les lacunes de contrôle et l'inefficacité bureaucratique issue l'ère soviétique a ancré une forme de prédation des fonctionnaires et de patronage politique.

La distribution de faveurs à travers la nomination à des postes publiques devient ainsi la façon de payer et d'atteindre la complicité nécessaire pour assurer le pouvoir. Les

politiciens vont donc réinvestir les pots-de-vin dans l'achat supplémentaire de votes pour mobiliser le réseau vers d'actes corrompus, ce qui finit par créer un cercle vicieux.

Bien qu'il en soit de même dans le cas de l'Azerbaïdjan, le cas analysé dans ce mémoire est celui de l'accession aux richesses et donc aux postes clefs de la gestion de la ressource principale du pays. Ceci est observable dans plusieurs pays postsoviétiques, où la grande corruption s'illustre autour de l'industrie de l'extraction et les faveurs que les administrateurs ou managers offrent en termes d'accessions à des postes ou des responsabilités de choix pour profiter de ces ressources (Andreff, 2007).

2.2 Du patronage à la corruption systémique.

Selon Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), l'une des ONG les plus reconnues de par son travail actif dans la lutte contre la corruption, Aliyev favorise les chefs d'entreprise dont il est proche en leur octroyant des parts de marché ou en les faisant bénéficier d'avantages fiscaux. Certains hommes d'affaires azéris profitent largement de ce système pour se constituer une fortune personnelle importante, de la même manière que les proches de la famille Aliyev ont des postes importants dans la gestion du SOCAR.

2.2.1 Les données liées à la corruption

Les données les plus fiables et les plus utilisées sont liées à l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) produite par Transparency International. Ces données invoquent plusieurs phénomènes et, bien que limitées sous certains aspects (universalisme, contextualité des données faible), ouvrent la question de la transparence du système azéri.

2016 Rank	Country	2016 Score	2015 Score	2014 Score	2013 Score	2012 Score	Region
122	Malawi	31	31	33	37	37	Sub Saharan Africa
123	Azerbaijan	30	29	29	28	27	Europe and Central Asia
123	Djibouti	30	34	34	36	36	Sub Saharan Africa

Ainsi, l'Azerbaïdjan est comparable aux pays subsahariens pour ce qui a trait à la corruption, bien que ce dernier enregistre une certaine progression dans sa transparence. Étant 123 sur 176, l'Azerbaïdjan est d'ores et déjà considéré comme un pays où la corruption y est répandue et atteint l'ensemble des sphères de l'administration.

Pour confirmer cela, un autre indicateur pertinent est celui de l'Évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN) produite par la Banque Mondiale. Ces données invoquent la question des politiques publiques, de leur faisabilité, et ouvrent la question de la transparence du système azéri au sein des hautes administrations, notamment financières et économiques (Banque Mondiale, 2016).

La multiplicité des ONG internationales relatant les faits de corruption et de dysfonctionnement des appareils judiciaires, sécuritaires et étatiques reflète les véritables problèmes que pose ce phénomène. Organize Crime And Corruption Reporting Project (OCCRP) relate à travers le "Khadija Project", du nom de la journaliste d'investigation azérie Khadija Ismayilova les faits supposés de corruption du régime lui-même, tout en subissant de nombreuses pressions de la part du gouvernement en place.

2.2.2 « *Self-sustained corruption* »

Les facteurs menant à une telle prise en main de la fiscalité et des redistributions des ressources (aussi arbitraires soient-elles), peuvent être synthétisés en six points selon Tanzi. Ce dernier nous met en garde contre la corruption inhérente aux institutions.

Plusieurs facteurs affectent ou régulent la demande en termes de corruption selon Tanzi. Nous ne prendrons que certains de ces points qui se prononcent davantage dans le cas des pays postsoviétiques : « (2) Certaines caractéristiques du système de taxation; (3) certaines décisions budgétaires; et (4) Fourniture de biens et de services à des prix inférieurs à ceux du marché » (Tanzi, 1998). Nous pouvons ajouter la fourniture de biens et services étrangers (notamment occidentaux) non accessibles pendant et après la chute de l'Union soviétique, notamment parce qu'ils ont joué un rôle important sur l'ensemble de l'espace postsoviétique (Robert, 2008).

Parmi les facteurs affectant l'offre de corruption, et dont nous avons déjà vu plusieurs aspects précédemment : « (1) La tradition bureaucratique; (2) Le niveau de salaire dans le secteur public (fonctionnaires, salariés et cadres des compagnies publiques par exemple); (3) Le système pénal ; (4) Les modes de contrôle institutionnel; (5) La transparence des règles, des lois et des procédures judiciaires; et (6) L'exemple que donne le leadership dans la manière de fonctionner" (Tanzi, 1998). Le point (6) renvoie en outre à la diffusion des normes sociales par les leaders.

Il est intéressant de reprendre plusieurs éléments de ce qu'énonça Tanzi dans son œuvre produite au FMI : *Corruption Around the World : Causes, Consequences, Scope, and Cures.*

Tout comme mentionné précédemment, plusieurs personnes gravitant autour du pouvoir ont des postes importants dans la gestion du SOCAR, en étant dans le Conseil d'Administration ou en étant directement les gestionnaires des avoirs de la Compagnie nationale de pétrole azéri.

Ceci laisse place à de nombreuses dérives dont les abus de biens sociaux, les politiques de favoritismes et les détournements de fonds issus des recettes de la rente dont bénéficient le SOCAR. « Des managers incontrôlés par les propriétaires [volontairement ou non] vont maximiser leurs gains non monétaires (voitures de fonction, stages aux Bahamas, etc.) et monétaires (hausses salariales). » (Andreff, 2007, 184).

Tandis que le propriétaire doit maximiser les profits de la compagnie, en l'occurrence l'État, les managers ont intérêt à augmenter leurs revenus, leur situation sociale et surtout leur niveau d'information sur les capacités de la compagnie, ceci dans le but de prendre le maximum d'avantages. Il ne s'agit pas d'une méthode de pot-de-vin, mais d'un laissé faire qui reflète un accès privilégié aux services de l'État (ou bien aux canaux d'accession aux richesses de l'État) tandis que les décisions publiques sont prises en privé.

Incluant cette structure politico-économique dans le calcul de la construction du système de corruption, Della Porta et Vannucci incluent le cercle vicieux du clientélisme, son *modus operandi*, sa finalité et ses coûts. L'apolitisme marquant la politique en Azerbaïdjan, notamment causée par l'absence d'alternance et d'opposition viable, ouvre à

un clientélisme qui converge dans un contexte politique pragmatique : le maintien de la paix sociale.

Ces deux auteurs apportent une véritable compréhension de la variable expliquée de ce mémoire, car ils analysent les réseaux de corruption sur toutes les échelles. Ces réseaux sont composés par des amis et de clients de l'élite locale, les politiciens trouvent l'appui personnel nécessaire pour le renforcement de leur place au sein de l'échiquier politique, que ce soit dans un système électoral ou au sein d'une structure administrative et bureaucratique.

Ces réseaux existent, car ils se maintiennent, notamment par les intérêts convergents que la Boétie nous enseigne dans le « *Discours de la Servitude Volontaire* ». L'intérêt à garantir sa propre place ne peut s'effectuer sans un « complice », format par ailleurs un rapport de dépendance.

La corruption crée davantage d'inégalité entre les citoyens comme Della Porta et Vanucci l'énoncent. Cette situation est donc théoriquement tout autant exclusive que le modèle d'articulation des élites gravitant autour du pouvoir et laisse place à certains comportements chez les fonctionnaires ou agents publics, en tentant de s'approprier les pouvoirs publics qui lui sont conférés à des fins d'enrichissement personnel. Comme mentionné précédemment, le maintien d'un tel réseau demande en conséquence davantage de ressource ainsi que plus de pots-de-vin.

Nous pouvons donc parler de double rente. Une rente menant à une autre et qui favorise un contexte déjà enclin à l'accaparement des richesses et les redistributions arbitraires. Deux niveaux d'accaparement des ressources de l'État sont à noter dans la phase d'enrichissement de l'État azérie observée dans la première partie de ce mémoire. Ils constituent de façon relativement complète les comportements « prédateurs » des oligarques et des hauts fonctionnaires d'État : le « *rent seeking* » et le « *looting* ».

La prédation s'affiche dans une logique qui fut l'essence de l'œuvre de Ronald Inglehart « *Modernization, Cultural Change and Democracy* ». À la concentration des richesses, illustrant des lacunes administratives et ayant un impact sur la corruption, s'ajoute le comportement des élites au sein de la *nomenklatura* postsoviétique. Inglehart, en plus de définir clairement la corruption et son rôle dans la perte d'efficacité d'un système étatique,

souligne la nature profondément individualiste de ces élites dans un contexte de faillite politique de l'État.

Andreff, dans son œuvre, « Économie de la transition: la transformation des économies planifiées en économies de marché », établit les risques qui peuvent subvenir au moment des privatisations, des changements économiques ou des bouleversements macroéconomiques dans les pays postsoviétiques.

Le principal risque est celui de voir émerger une classe d'individus portant une mainmise sur le processus de transition vers un nouveau mode économique (libéralisation, ou mutation d'une économie traditionnelle à une économie compétitive par exemple), et leur recherche de maximisation des profits individuels. Certains acteurs politiques (anciennement aux responsabilités) ont donc pris position dans l'ensemble des mutations économiques que traversent le pays (grâce aux réseaux d'informations et de pouvoirs) pour mettre la main sur les biens leur permettant de préserver une place privilégiée dans la structure sociale et politique du pays.

Plusieurs auteurs de la revue littérature concernant la corruption vont s'accorder à nommer cela le « *rent seeking* », consistant à accroître les revenus personnels plutôt que maximiser les profits des compagnies. Ces gains ont pour objectif d'une part de maintenir un niveau de vie très élevé (que la situation économique des années 1990 n'autorisait pas dans la totalité des pays de l'ex-Bloc soviétique), et d'autre part s'approprier une position sociale inaccessible au moment de l'époque soviétique.

2.2.3 *Une captation stratégique*

La notion de « stratégie » des agents économiques et politiques ne peut s'analyser de façon « macro » sans avoir un aperçu « micro » du comportement des individus et des clans concernant le « *looting* » (pillage) des ressources de l'État. Certes, comme mentionné précédemment, le pillage s'apparente d'une part à la captation des biens, capitaux et avoirs permettant d'obtenir la rente, et se traduit par la faiblesse des institutions administratives et leur appropriation par les hommes forts du gouvernement, y compris le clan présidentiel (Avioutskii, 2007).

Le tableau « LES HOMMES LES PLUS RICHES D'AZERBAÏDJAN » traduit un point très important de ce mémoire, qui est la concentration de l'économie aux mains de l'État, L'État joue un rôle important dans l'ensemble des domaines de production, les investissements et l'accumulation des richesses. Ainsi les hommes les plus grandes fortunes et la captation des richesses s'opèrent individuellement, selon le positionnement qu'occupe un haut-fonctionnaire dans l'échelle de l'administration (et du gouvernement).

En effet, ce tableau met en avant la question de la captation des richesses par les élites. Cette captation se traduit généralement par l'accumulation de richesses, mais aussi par la captation des profits des compagnies nationales, des fonds alloués aux ministères et des richesses produites par l'État. Cela peut s'illustrer aussi bien par la richesse monétaire que par les avantages que les hauts-fonctionnaires s'accordent ou cadres des compagnies publiques s'octroient. Ces mêmes cadres, étant donné les budgets qui leur sont attribués et le peu de contrôle qu'il y a sur les finances des ministères, auront tendance à avoir un comportement prédateur sur de telles sommes (pour lesquelles un large pouvoir discrétionnaire leur ait laissé étant donné la nature des sources financières).

« Des cadres incontrôlés par les propriétaires vont maximiser leurs gains non monétaires (voiture de fonction, etc.) et monétaires (hausses salariales), lesquels sont des coûts diminuant les profits de la firme. »
(Andreff, 2007)

Reprenant les données du World Survey Values, ces données ne constituent pas une variable supplémentaire, mais plutôt un complément nécessaire à la théorie de la rente et qu'il est nécessaire de prendre en compte dans l'analyse du cas d'étude. La captation des ressources a davantage pris un sens lorsque celle-ci s'accompagne d'un enrichissement conséquent de grandes figures politiques manœuvrant habilement les préceptes des portes tournantes. Certains cas sont notamment très pertinents pour comprendre la nature de la fidélisation des élites gouvernementales.

Ali Insanov, ancien ministre de la Santé de 1993 à 2005 (12 ans), est l'illustration d'un élément central de l'époque postsoviétique. Peu après avoir exprimé ses réticences au modèle dynastique qui se présentait lors de l'accession au pouvoir d'Ilham Aliyev.

Bien que des éléments politiques soient probablement en lien avec son arrestation, son enrichissement personnel ne fait pas de doutes, autant par le biais de détournements de fonds que des trafics en tout genre (Turan, 2018). Lorsqu'un membre du gouvernement ne constitue plus un élément loyal de la garde rapprochée du chef d'État, les largesses légales et financières s'estompent, laissant place à des poursuites sur toutes activités qui étaient « autorisées ». Ce cas est aussi similaire à celui Farhad Aliyev qui, en plus de sa fortune personnelle, occupait le terrain médiatique et ne cachait pas ses intentions de prendre le pouvoir et de se défaire du clan Aliyev (Torjesen & Øverland, 2012, 179).

<i>Rang</i>	<i>Nom</i>	<i>Poste</i>	<i>Fortune en 2006 (en millions de dollars)</i>
1	Kameleddin Heydraov	Ministre des Situations d'urgence	2 000
2	Beylar Eioubov	Ancien garde du corps du Président Heydar Aliyev.	1 000
3	Farhad Aliev	Ancien ministre du développement (en prison)	700
4	Heydar Babaev	Ministre du Développement économique	500
5	Ali Insanov	Ancien ministre de la santé (en prison)	500
6	Ziia Mamedov	Ministre des transports	500
7	Ramil Oussoubov	Ministre de l'Intérieur	400
8	Eldar Gassanov	Ancien procureur général	350
9	Djahanguir Askerov	Président de la compagnie aérienne nationale Azal	250
10	Elman Roustamov	Président de la Banque nationale (Central Bank Of The Republic Of Azerbaijan)	200
11	Iaver Djamalov	Ministre de l'Industrie de l'armement	150
12	Rizvan Vagabov	Haut responsable de la société pétrolière nationale Socar	150
13	Ramiz Mekhtiev	Chef de l'administration présidentielle	100
14	Abbas Abbassov	Ancien vice-premier ministre	50

LES HOMMES LES PLUS RICHES D'AZERBAÏDJAN (COVILLE ,p.251,2008)

Afin de mieux cerner les notions de clans précédemment mentionnés dans le mémoire, le cas Farhad Aliev ouvre la question de l'oligarchie bureaucratique largement présente dans les pays musulmans postsoviétiques (Avioutskii, 2007). Le frère de Farhad Aliev, qui était le président d'Azpetrol (la compagnie de distribution d'essence nationale la plus importante du pays) a été arrêté peu de temps après Farhad (Torjesen & Øverland, 2012, 165). Dans le même temps, le président d'Azertrans (holding de distribution et de logistique comprenant Azpetrol), proche de Farhad et son frère, fut démis de ses fonctions et renvoyé de la compagnie (Torjesen & Øverland, 2012, 165-166). Cet épisode a mis en évidence les relations intimes entre les autorités politiques et les hautes sphères économiques.

« Même avant les élections, les purges qui se sont produites en octobre 2005, même si elles étaient censées s'attaquer au grave problème de la corruption dans les cercles gouvernementaux, ont renforcé le contrôle du Président Aliyev sur l'administration publique. » (Instrument Européen de Politique de voisinage, 2014, 10).

La forte corrélation entre le secteur du pétrole (et ses dérivés directs) et l'agencement des élites répond à deux points essentiels à ce stade du mémoire. D'une part, la rente pétrolière occupe une place de premier plan dans la concentration économique et donc des élites (ne gravitant *de facto* qu'autour d'un secteur économique lucratif). D'autre part, celle-ci a monétarisé les relations attributeur/receveur des hauts postes et des fonds/salaires accordés à ces derniers. Un nouveau « contrat » a donc été initié de façon plus claire entre les élites au pouvoir et l'articulateur principal, incluant de nouvelles normes davantage clientélistes et pécuniaires.

Les normes et leurs conséquences (ou leurs origines) dans la société azérie, dont nous verrons la teneur dans la dernière partie de ce mémoire « Discussions et remarques », invoquent les notions d'intégrité autant au niveau des élites qu'au niveau de la population en générale. Nous avons vu que l'organisation des pouvoirs n'apparaît pas comme une garantit de l'intégrité des représentants du pouvoir législatif et judiciaire.

De façon plus générale à l'Azerbaïdjan, la notion d'intégrité n'a pas survécu à la vague de monétarisation postsoviétique des échanges (Robert, 2008), en plus du contexte de

pauvreté alarmante qu'a constituée la guerre contre l'Arménie. Ainsi, la recherche de sécurité matérielle a primé sur une notion d'intégrité qui n'a pas été développée dans une large mesure dans le contexte de l'Azerbaïdjan comme le mentionne explicitement le rapport « National Integrity System Assessment Azerbaijan » (Transparency International, 2017).

Le terme d'"intégrité" est d'ailleurs à l'image, du moins d'une facette de la réalité sociale, économique et surtout politique de l'Azerbaïdjan. Celui-ci a davantage une connotation identitaire et de liens sociaux contre l'ennemi arménien, ou bien la religiosité inquiétante de son voisin iranien (Transparency International, 2017). Le terme est trompeur, car il relève plus d'une identification à une construction sociale, « étant utilisé de manière interchangeable pour l'unité nationale et la consolidation plus qu'il n'est utilisé pour exprimer l'honnêteté et le respect des normes générales de bien faire et de faire les bonnes choses » (Transparency International, 2017). La notion individuelle de l'intégrité, morale et éthique se confond allègrement avec l'intégrité personnelle (professionnelle par exemple) à celui de la reconnaissance de l'individu comme un patriote. La logique provient directement du fort sentiment national depuis la guerre contre l'Arménie et des dérives du patriotisme en reléguant les autres formes d'intégrités au second rang. En outre, la notion d'intégrité peut très largement varier d'un corps professionnel à un autre, prêtant encore plus à confusion l'utilisation de ce terme.

Un autre rapport de Transparency International, tout aussi pertinent dans le cadre de cette analyse, présente les lacunes en termes d'éducation civique la négligence concernant l'importance de règles éthiques dans le monde des affaires. Il s'agit du Rapport mondial sur la corruption de Transparency International: Education⁶¹, qui s'appuie sur l'importance du développement d'un nouveau programme réformiste au sein des universités qui inclurait obligatoirement de nouvelles disciplines d'apprentissage sur l'intégrité, la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance. Il s'agira d'ailleurs d'un des éléments présents dans la partie « Discussions et remarques ».

Discussions et remarques

1. L'érosion du tissu social

Ces processus arbitraires de « mainmise » sur les pouvoirs économiques et politiques délégitiment les institutions démocratiques et l'administration et l'affaiblissent en proportion qu'ils élargissent la corruption. C'est ce même processus qui ont permis, à l'origine, « aux anciennes élites et aux individus en situation de rente de capturer l'initiative politique et d'en user... ». Il est important ici d'évoquer deux points essentiels réunissant plusieurs éléments du mémoire.

D'une part, appropriation des élites nationales qui ont transféré les pouvoirs de Moscou à Bakou et ont tenté de reconstituer une arène politique et une méthode d'agencement des acteurs sociaux. D'autre part l'accapement des biens politiques et économiques insinue une volonté d'écarter toute forme de structure sociale nouvellement construite (ou en l'occurrence encore balbutiante) issue d'une transition, empêchant ainsi des leviers d'opposition.

En plus de la disparition des différents secteurs d'activité ayant pu laisser place à des organismes tels que les coopératives ou corps de métiers organisés en ordres ou en corporations, la forte disparité selon Andreff est due en effet au manque de diversité économique dans un premier temps, ainsi qu'à la nature biaisée contrat social. Les élites se seraient accaparés les sphères d'influence, donc l'obtention des crédits et de la manière dont l'État doit répartir les recettes de la rente (Andreff, 2007, 184). Le concept de « *self-sustained corruption and rent seeking* » est donc très pertinent, car il répond au maintien au pouvoir de cette élite ayant intérêt à préserver le monopole de leur pouvoir, et donc du secteur d'activité monopolisant l'économie nationale.

Dans le sens de « contrat social biaisé », on entend d'une part les défauts cités précédemment du modèle juridique et politique, mais aussi la problématique que pose la corruption, qui mine ainsi les principes de base de la démocratie : l'égalité des citoyens et la transparence de processus de prise de décision.

Ainsi, bien qu'il s'agisse de reprendre les mêmes structures que son père, la création d'une cohésion nationale manquait un élément central : le financement adéquat de véritables services publics. Une véritable bureaucratie ayant les fonds pour remédier à la crise du secteur public postsoviétique est le grand enjeu auquel Ilham s'est largement attelé depuis 2003 (comme le premier chapitre de ce mémoire l'indiquait). Néanmoins, il existe des limites aux différents secteurs publics, notamment à ce qui a trait aux gaspillages de fonds, à l'appropriation de bien d'État par des fonctionnaires et hauts-fonctionnaires (Transparency International, 2017).

Au-delà du service public, l'État a ainsi une sorte de monopole de l'action sociale et publique, alors que ce dernier et lui-même appropriés par une même élite gravitant autour des rouages du pouvoir, et une même famille monopolisant l'image de l'État. La forte croissance économique couplée d'une redistribution vers les secteurs, apportant un bien-être conséquent à la population azérie (et *de facto* du crédit politique), a été la nouvelle façon de s'accorder une légitimité au pouvoir.

Ce dernier point du mémoire nous amène à regarder d'encore plus près les arènes politiques et les implications que ce modèle a sur la construction politique et sociale de la République d'Azerbaïdjan.

Deux perspectives d'analyse peuvent donc être observées afin de mieux comprendre la difficulté inhérente d'une création d'une société civile azérie.

D'une part, la disparition des autres secteurs d'activités économiques (notamment l'industrie locale) a dissout l'ensemble des corps de métiers, des ordres ou des syndicats reliés à ces secteurs d'activités.

D'autre part, la faible confiance des Azéris en une société civile et en leur capacité à former des structures pouvant peser comme des contre-pouvoirs (cf. Schéma d'Inglehart).

La constitution de l'économie azérie couplée de l'héritage soviétique a en définitive donné lieu à un double ancrage de l'autocratie sur l'ensemble des règles et rapports de forces.

La faible confiance des Azerbaïdjanais en une société civile et en leur capacité à former des structures pouvant peser comme des contre-pouvoirs sont expliqués par différentes approches que nous donne Inglehart. La question des valeurs sociales se manifeste ci-

dessous par l'insécurité sociale, le peu d'ouverture à des groupes sociaux en dehors de la famille, mais omet l'élément d'analyse que porte ce mémoire, c'est-à-dire le façonnement de la structure politique et sociale selon la nature de l'économie (publique/privée, non diversifiée/diversifiée).

L'achat systémique de la paix sociale au niveau des élites claniques n'est ainsi pas la seule façon de se maintenir au pouvoir. Le monopole qu'occupe le secteur pétrolier sur l'ensemble de l'économie azérie en plus des importants fonds alloués par l'État pour garantir le « filet social » maintient une inertie en matière de rapports de forces sociaux.

La difficulté pour l'opposition réside autant dans ce processus « d'anesthésie » post-guerre qu'implique une telle redistribution des ressources que la perte de voir un autre modèle bouleversant les codes préétablis.

Par code préétabli, il est important de noter que la petite corruption est omniprésente dans de nombreuses sphères d'échange et de services (publics aussi bien que privés), que le pouvoir ne tente pas de contraindre. Une haute tolérance à la corruption s'explique à ce niveau de la même manière que certaines élites tentant d'accaparer des actifs lucratifs de l'État moyennant une loyauté au régime. Plus les devises étrangères s'accumulaient à mesure que les échanges commerciaux augmentaient, plus la population azérie observait des biens, des services et surtout des trains de vie enviable à la vue de leur niveau de vie initiale.

Nous pouvons ajouter la fourniture de biens et services étrangers (notamment occidentaux) non accessibles pendant et après la chute de l'Union soviétique, notamment parce qu'ils ont joué un rôle important sur l'ensemble de l'espace postsoviétique (Robert, 2008).

L'érosion du tissu social se mesure par rapport à la faiblesse associative, l'absence de corps intermédiaires ainsi que de présences de contre-pouvoirs issus de la société civile. La discussion concernant l'érosion du tissu social comme principale conséquence des politiques publiques issues de la rente sont manifestent, puisque l'État est devenu le centre des stratégies économiques et sociales.

"The major social problems facing Azerbaijani society include tolerance of corruption, the lack of a sufficient level of civic activism and civic engagement in democratic and decision-making processes in the country, and under-representation of women at the decision-making level. Alongside that, the traditional patriarchal culture of Azerbaijani people is slowly but surely changing, as a result of adaptation to a rapidly changing economic, social and political environment." (Transparency International, 2017)

En reprenant un mécanisme classique des politiques publiques, l'économie de la rente a pour force indéniable le fait qu'elle n'implique pas une redistribution (dans laquelle les prélèvements obligatoires se font à certaines tranches de la population pour être redistribués à d'autres tranches de la population). En effet, il s'agit davantage d'une politique distributive, dans laquelle les agents économiques non étatiques/privés ne paient que peu ou aucun impôt. En outre, très peu de citoyens se trouveront lésés dans un système dans lequel ils ne paient pour ainsi dire rien, tandis que l'État intègre tout un panel de politiques sociales relativement généreuses par rapport aux autres pays de l'Ex-bloc soviétique.

Dans le cas précis de l'Azerbaïdjan, la quasi-totalité des acteurs économiques ne paie pas d'impôts, donnant à l'État et les clans qui composent en large partie sa structure, une obligation relative quant à la distributivité du système social.

L'économie est centralisée, mais elle est aussi planifiée comme en témoignent les institutions publiques gérant la quantité d'extraction des ressources annuellement. Elle explique une faible diversification des partenaires économiques et des pôles de recherches. Bien que certaines politiques en faveur d'une création de pôles de recherche (notamment en médecine et pharmaceutique) tentent de voir le jour, la diversification de l'économie ne semble pas être enclenchée et continue à poser un véritable problème de diversification des pôles de pouvoir économiques (encore concentrés autour des secteurs traditionnels que sont le pétrole et le gaz).

La population azérie semble être à l'écart du modèle économique puisqu'elle ne participe que relativement peu à la création de richesses (secteurs des services peu développés hors des circuits financiers traditionnels). Les liens sociaux que peut avoir un pays en proposant

une couverture maladie universelle (impliquant l'ensemble de la population dans le processus de redistribution), sont inexistantes à partir de moment où l'or noir n'oblige aucun citoyen à contribuer ou participer à des politiques publiques.

Comme l'énonce Della Porta et Vannuci ainsi que Warren, cela favorise un clientélisme qui se maintient, et d'autre part une accessibilité restreinte d'une large partie des ressources du pays à cause du verrouillage institutionnel d'accès aux richesses de l'État permettant la « *self-sustained corruption* ».

De la même manière que le second chapitre l'a abordé, l'acceptabilité et les « pris pour acquis » du modèle dépeint en Azerbaïdjan, couplé d'une monétarisation des rapports sociaux, a facilité considérablement l'émergence de traditions d'accommodements par des bakchichs. L'intégration de normes accommodatives et arrangeantes ont certes pu garantir une certaine paix sociale, mais ont aussi complexifié les rapports sociaux et rendus poreux le tissu social. Ce dernier doit donc se recroqueviller sur des valeurs familiales et patriarcales pour ne pas s'adonner aux vents de l'argent facilement accessible (Robert, 2008)

Bien que le tissu social soit inerte et sous pression d'un modèle clientéliste et parfois répressif, il n'en demeure pas moins qu'il s'applique à jouer de la petite corruption pour accéder plus facilement à des services, biens ou simplement des réseaux et clubs pouvant garantir un avancement social.

<i>Dimension & Item</i>	<i>Factors loading</i>	
	<i>Nation Level</i>	<i>Individual level</i>
<i>Survival v. Self expression values</i>		
<i>Respondent gives priority to economic and physical security over self-expression and quality-of-life</i>	76	63.9
<i>Respondent self as not very happy</i>	16.2	12.9
<i>Respondent has not signed and would not (never) sign a petition</i>	90.7	50.0
<i>You have to be very careful about trusting people</i>	82.0	72.9

2. Une volonté de transparence ?

Médard mentionnait que la corruption crée des dissonances, certes moindre puisqu'il s'agit d'un régime social distributif et non redistributif, mais qui a terme « crée des risques et un effet de dissonance qui oblige les acteurs à réagir » (Médard, 2006). Cela amène donc le gouvernement à agir, surtout la famille Aliyev, ne pouvant négliger autant les fuites d'argent et les dissonances cognitives qu'elles apportent et qui ont été énumérées tout au long de ce mémoire.

Afin de suggérer des réponses possibles pour sortir de ce modèle de plus en plus ancré dans la structure politique azerbaïdjanaise, un dernier facteur important au maintien du régime en place par la rente pétrolière serait aussi sa capacité à inclure des normes visant à améliorer le climat des affaires.

Dans le cadre de cette sous-partie impliquant une discussion sur l'état actuel de la situation politico-économique de l'Azerbaïdjan, il serait important d'énoncer brièvement quelques outils déjà disponibles dans la lutte contre la corruption. Aussi, les réformes récentes ainsi que les tendances à implémenter des suggestions de politiques publiques et de mode de gouvernance seront mentionnées dans cette sous-partie. Dans le but d'apporter un meilleur climat d'affaires, une plus large diversification des investissements étrangers et davantage de transparence dans la gestion de la rente pétrolière, le gouvernement azerbaïdjanais décida de créer un organisme : la *State Oil Fund of Azerbaijan*

Le SOFAZ est un fonds de stabilisation ayant une politique singulière en matière de gestion des fonds accumulés par les recettes de la rente pétrolière. Cette institution a été fondée à l'initiative du président azéri en 1999 suite à la forte baisse des prix du pétrole durant les années 1990. Ses activités ont quant à elles commencé en 2001 (Mitchell & Stevens, 2008).

La volonté d'Heydar, puis de Ilham Aliyev, de contrôler *a minima* la corruption qui gangrenait de façon systémique l'industrie de l'extraction pétrolière, et qui pouvait porter atteinte au développement du secteur pétrolier est un des éléments essentiels de l'édification de ce fond. Il s'agit pour l'Azerbaïdjan de faire valoir ses capacités à lutter contre l'opacité de son propre système et d'améliorer son image en vue de crédibiliser l'approche de l'État azéri vis-à-vis de ses futurs partenaires. La transparence est un

indicateur qui est d'autant plus important pour la santé politique et économique, qu'il est aussi essentiel dans les tentatives de l'Azerbaïdjan de consolider ses liens avec Bruxelles et obtenir un soutien solide en vue d'établir des partenariats d'intégration économique (SOFAZ, 2016).

Cette partie de la discussion tend à apporter une analyse prospective concernant les facultés des institutions à se réformer elles-mêmes. Étant donné le peu d'indépendance et de marges de manœuvre accordées (ou cédés) aux différents pôles de pouvoir politique, les tentatives de réformes proviennent néanmoins des centres de décision, se concentrant principalement dans l'exécutif sans qu'il y ait de véritables imputabilités de ce pouvoir. Le pouvoir judiciaire est quant à lui autant verrouillé et ne peut jouer le rôle d'une justice indépendante aux vues des rapports de forces que la Constitution établit entre les trois pouvoirs, comme il est mentionné dans ce mémoire.

Pour remédier à des problèmes de politiques publiques croissants en matière de transparence des fonds alloués aux différents ministères et à la gestion des deniers publics, le pouvoir exécutif a dû lui-même prendre l'initiative de la création d'un tel organisme. En plus de vouloir réduire les détournements de fonds et la fuite des capitaux, l'intérêt est aussi de consolider l'image de stabilité et de durabilité du régime.

D'ailleurs, depuis la création de ce fonds de stabilisation (étant parmi l'un des trente plus importants au monde), la stabilité et la fiabilité de ce fond ont été reconnues par les plus grandes agences de notation mondiale comme Standard & Poor's (en notant la SOFAZ à hauteur de AA-). Aussi, le SOFAZ est la première agence gouvernementale à être récompensé par le *United Nations Public Service Award* parmi les pays d'Europe de l'Est et de la CEI (Mitchell & Stevens, 2008).

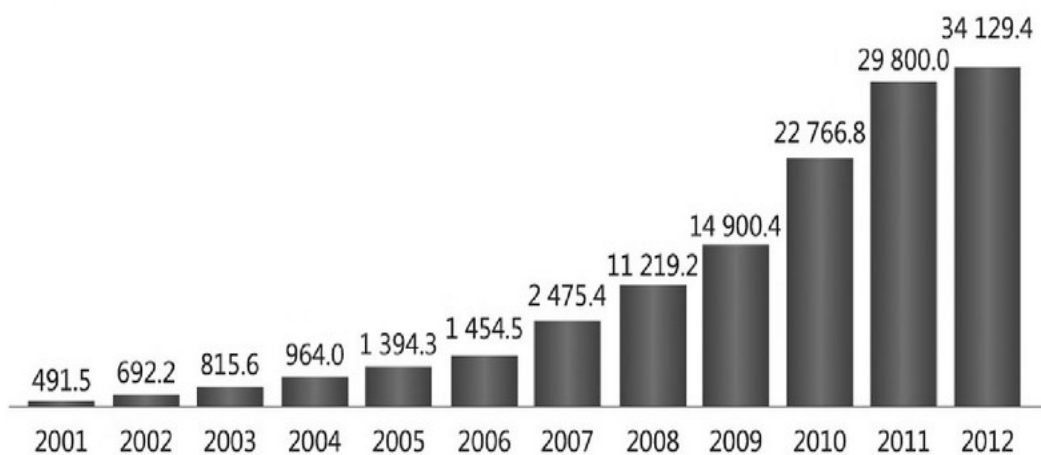
Deux éléments politiques portent à considérer davantage cette alternative dans le cas précis de l'Azerbaïdjan :

Tout d'abord, les principales parties des dépenses de SOFAZ sont les transferts au budget de l'État et le financement des projets socio-économiques d'importance stratégique. Le *modus operandi* du suivi effectué au SOFAZ se base surtout des rapports et des audits faits aux cadres et subalternes du SOFAZ. La gouvernance du fonds de stabilisation est caractérisée par un degré élevé de transparence, dont les finances sont auditées par un

cabinet d'audit international réputé et sont disponibles dans le domaine public (SOFAZ, 2017). En plus des procédures de rapports de routine, le Fond organise régulièrement des conférences de presse pour tenir les parties prenantes au courant de ses activités.

Les revenus du SOFAZ sont d'ailleurs répertoriés chaque année, d'une part pour des soucis de transparence, mais aussi pour promouvoir la viabilité des projets et ainsi améliorer le climat des affaires en Azerbaïdjan.

Tableau 16 : L'augmentation des revenus du SOFAZ de 2001 à 2012 (en millions de dollars américains)⁶⁴⁴



ZEYNALOV, 2015, p.152. SOURCE : RAPPORT ANNUEL DU SOFAZ 2012.

Le SOFAZ est un participant actif d'une initiative visant précisément à répondre à certaines problématiques issues de la mauvaise gouvernance des recettes de la rente pétrolière. Cette institution, bien que ne rentrant pas directement dans le schéma-type de corruption décrite pour ce qui a trait à l'usage des recettes de la rente à des fins privées, ou bien l'accaparement de ressources publiques, elle n'en est pas moins la pierre angulaire de la politique de diversification et de transparence de l'économie azérie. Ayant reçu en 2007 le "UN Public Service Award, Category 1: For Improving Transparency, Accountability and Responsiveness in Public Service" pour l'IETIE, le SOFAZ tend à être un instrument de bonne gouvernance reconnue, afin d'encourager les investisseurs à investir dans un climat des affaires plus serein (UNPSA, 2017).

L'objectif clair de l'ITIE est d'instituer un processus régulier de divulgation, de rapprochement et de publication des paiements des entreprises et des recettes publiques. L'Azerbaïdjan est le premier pays à valider le processus d'assurance qualité de l'ITIE qui vérifie le respect des principes et critères ITIE. Le Conseil d'administration de l'ITIE a désigné l'Azerbaïdjan comme pays conforme à l'ITIE lors de la 4ème Conférence internationale de l'ITIE tenue en février 2009 à Doha, au Qatar. Ainsi, l'Azerbaïdjan est devenu le premier pays conforme à l'ITIE parmi les autres pays candidats. Le « Prix 2009 de l'ITIE » pour l'engagement de l'Azerbaïdjan aux principes et critères de l'ITIE et ses réalisations dans la mise en œuvre de l'ITIE a été décerné à l'Azerbaïdjan.

3. Les limites

C'est en suivant l'avis du Parlement de l'Union européenne et la recommandation de la Commission européenne que le 14 juin 2004, l'UE adoptait une décision stratégique incluant l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie dans la politique européenne de voisinage dont ces États avaient été initialement écartés. Cette politique de voisinage a notamment pour objectif de réduire les écarts de standard en matière d'administration publique, de transparence et surtout de corruption.

Plusieurs limites sont à noter concernant la lutte contre la corruption. En effet, bien qu'ayant réussi avec un certain succès de préserver une large partie des fonds issus de la rente par le biais de placements judicieux, la lutte contre la grande corruption semble essuyer de nombreuses défaites et limites.

Elle n'est pas assez efficace pour lutter contre le véritable problème, la concentration des richesses et des pouvoirs et le manque criant de diversification économique, étant la véritable source de corruption comme décrite tout au long de ce mémoire.

Andreff explique clairement les dysfonctionnements issus de la chute de l'Union soviétique. Dans le but d'établir clairement les limites des politiques contre la corruption, et quelque part les limites de ce mémoire, les aspects fondamentaux à étudier sont les rapports de propriétés entre tous les citoyens d'Azerbaïdjan.

Autrement dit, il est nécessaire d'établir de réduire le rapport de forces très asymétrique entre la *nomenklatura* et la société en générale. Andreff suggère quelques points (Andreff, 2007, 143)

1. Éliminer la *nomenklatura* de la direction des entreprises et du pouvoir politique sur l'économie (dépolitiser l'économie et les entreprises).
2. Porter au pouvoir une nouvelle élite favorable aux valeurs de l'économie de marché ; asseoir le pouvoir politique sur la démocratie en créant une classe moyenne (les nouveaux actionnaires)
3. Remettre le patrimoine national à ceux qui l'ont fait fructifier (le personnel), à ceux à qui il a été confisqué par les communistes (anciens propriétaires) et aux dépositaires légitimes de la propriété publique (toute la population).

L'élaboration d'une véritable réforme des institutions politiques semble inévitable, mais ignorée de la part des autorités azerbaïdjanaises (et surtout indésirables). Il s'agirait notamment de reconstituer le pouvoir juridique qui, comme en Ukraine, semble ne plus opérer de manière indépendante autant vis-à-vis des autorités politiques que du pouvoir économique. La divulgation des conflits d'intérêts, les recherches concernant les possibilités d'enrichissements personnels ne sont pas incluses dans les réformes anticorruptions (pourtant fortement suggérées par la Commission européenne et de nombreuses ONG telles que Transparency International).

Il est évident qu'une politique de diversification économique et une standardisation haut de gamme des infrastructures pour les générations futures sont essentielles, car la rente n'a pas foncièrement réglé le problème de la dépendance de l'Azerbaïdjan vis-à-vis des autres puissances en matière de soutiens techniques et technologiques. Les coûts financiers d'une diversification économique ne semblant pas être un frein étant donné les fonds accumulés par le SOFAZ depuis 1999. Il s'agirait davantage des coûts politiques dans un État où la confusion entre les intérêts privés et publics est élevée.

Une autre limite, que Médard illustre clairement dans son œuvre « Les paradoxes de la corruption institutionnalisée », est que « Les sanctions n'interviennent que pour des raisons d'opportunité politique » dans le cas où la corruption est institutionnalisée : « Soit qu'on veuille se débarrasser de quelqu'un. Dans ce cas, il suffit de sortir une affaire ou de la fabriquer de toutes pièces. Ou bien la pression internationale devient si forte qu'il faut bien donner l'impression d'agir : on sacrifie alors quelques brebis galeuses afin de rehausser l'image du pays. » (Médard, 2006). « Cela introduit une désorganisation momentanée dans le système de corruption, mais les choses se rétablissent rapidement. » Le problème étant que le principe même de lutte contre la corruption n'est en fait qu'un meilleur moyen de contrôler les acteurs principaux de la captation des richesses, qui font partie du même système que les gouvernants (Coville, 2008). Par conséquent, le fait que le cercle de « capteurs » soit retreint sur un secteur d'activité permet de facilement reconnaître les « brebis galeuses ». Ceci rend encore moins pénétrables les hautes sphères publiques (politiques/économiques) et détermine davantage la structure hiérarchique liée à l'imputabilité vis-à-vis du pouvoir en place.

CONCLUSION

Ainsi, ce mémoire a tenté de démontrer les mécanismes de corruption liés à la rente pétrolière, et la finalité de celle-ci dans la concentration des richesses et du pouvoir dont elle est issue. Ce qui ressort de ce mémoire est le caractère institutionnel et inhérent dû à la structure de l'économie d'un pays dans la nature de la corruption établie. En éclaircissant les mécanismes causaux qui font en sorte que la rente pétrolière mène à la concentration de l'accès aux richesses, et que cette concentration cause la corruption systémique, ce mémoire a répondu à deux hypothèses que sont à la fois le rôle de la concentration des richesses dans le maintien d'un haut niveau de corruption, et la construction d'un édifice bureaucratique et politique maintenant ce circuit de corruption grâce à une rente.

La problématique : « La rente pétrolière a-t-elle favorisé le prolongement d'un État autoritaire par la corruption en Azerbaïdjan ? », nous a mis à l'épreuve de la recherche, à la fois de la nature de l'économie et de sa profonde transformation depuis la fin des années 1990.

La première hypothèse semble largement validée, puisque la rente pétrolière a eu un impact considérable dans la nature des relations entre les gouvernés/gouvernants, et dans l'émergence d'un État monopolisant une large partie de l'économie. Les caractéristiques de l'économie de rente ont permis d'établir un lien direct entre le mode de gouvernance liée aux recettes et l'ensemble des politiques publiques constituées depuis la fin des années 1990, surtout en matières sociales. L'unicité sectorielle a accéléré considérablement la centralisation de l'économie et de sa gestion, facilitant l'émergence d'une classe dirigeante forte. L'État, grâce aux recettes de la rente pétrolière, redistribue suffisamment de fonds à la société civile pour garantir un certain niveau de vie à sa population, mais tend aussi à réduire à néant toute émergence d'un autre pôle de décision économique et/ou politique. Médard nous aide par ailleurs à comprendre la notion de compétition d'accès au pouvoir économique, donc de distribution des richesses et *de facto* d'accès au pouvoir. Cet état des choses, au-delà d'expliquer la nature clientéliste des relations entre gouvernés/gouvernants, explique la centralisation politique et économique sur laquelle les deuxième et troisième chapitres se sont attardés.

La deuxième hypothèse de ce mémoire semble être validée suite en premier lieu à la réflexion qu'impose la première hypothèse. Le mode de gouvernance de la rente englobe la structure politique. Une oligarchie issue du modèle qu'implique la rente pétrolière existe par rapport à un contexte facilitant l'émergence d'une telle classe dirigeante. Ainsi, la nature du régime précédent et l'héritage de celui-ci jouent un rôle prépondérant sur les institutions politiques et la corruption qui en découle. En l'occurrence, l'héritage d'un pouvoir autocratique fort donne l'accès à certaines cliques aux richesses de l'État, et constitue une machine de « *self-sustained corruption* ». La famille Aliyev, en évoquant le père dans un premier temps, a joué un rôle conséquent dans la centralisation des pouvoirs, et la création d'une identité nationale azerbaïdjanaise et soviétique. Le caractère providentiel et la construction d'une « patrimonialisation » du pouvoir a largement contribué, par la suite, à l'édification d'un régime autocratique et dynastique.

Les deux hypothèses sont validées, et répondent ainsi à la question de recherche « La rente pétrolière est-elle un moteur du maintien des élites d'un pays par la corruption ? ». Le pétrole, bien qu'ayant permis de moderniser le pays, n'a qu'accentué le maintien au pouvoir des élites précédentes, et facilité la constitution d'un État néopatrimonial. Excluant largement la question de la petite corruption, la recherche qu'apporte ce mémoire nous apprend sur l'importance de la rente pétrolière dans la justification du maintien au pouvoir d'une puissante élite. Cette dernière, issue en grande partie du sérail d'Heydar Aliyev, héritage d'un passé soviétique glorieux, s'est consolidée et légitimisée autant sur la scène nationale qu'internationale.

Un autre aspect, évoqué en filigrane dans le second chapitre de ce mémoire, réfère aux normes que les élites au pouvoir et l'ensemble de la population ont elles-mêmes intégrées, impliquant des largesses conséquentes pour ce qui a trait à la corruption. La législation et la normalisation de la corruption à toutes les échelles socio-économiques témoignent en faveur de ce point. De plus, le contexte où les fonds conséquents de la rente pétrolière permettent pour le moment de ne pas considérer la corruption, du moins jusqu'à récemment, comme un problème majeur menaçant le développement et l'intégrité de la population azérie, met en exergue la nature néopatrimonialiste du pouvoir en place. Ne s'agit-il là pas d'un premier élément pour répondre à la question de l'inertie de la société civile azerbaïdjanaise ?

Un dernier aspect, quant à lui beaucoup plus prenant et inquiétant, est le risque de diffusion/prolifération du modèle de corruption sur d'autres sphères et impliquant des élites ou décideurs d'autres pays. D'importants soupçons de corruption concernant l'obtention de contrats gaziers, pétroliers, et surtout des décisions favorables à Bakou à la suite d'un « lobbying » intense qualifié de « diplomatie du caviar » (La Croix, 2018). En outre, il se pourrait qu'un système analogue à la diffusion des normes au sein d'une société comme celle analysée dans le mémoire puisse émerger dans les relations internationales.

Ceci sortant du cadre de ce mémoire, cela pourrait être néanmoins une piste de recherche intéressante quant à l'étude de la grande corruption et le maintien, voire le développement de ce système et des acteurs impliqués.

BIBLIOGRAPHIE

- ALATAS, S. H. 1990. *“Corruption: Its Nature, Causes and Functions”*. Aldershot: Avebury
- ALIYEVA, Leila & KOBZOVA, Jana. 2012. « *The EU and Azerbaijan: Beyond Oil* ». ECFR (European Council on Foreign Relations).
- ANDREFF, Wladimir. 2007. « Économie de la transition : La transformation des économies planifiées en économies de marché ». Edition Bréal.
- ANGELIER, J.P. 1976 « La rente pétrolière : éléments pour une interprétation théorique de la structure des prix des produits de l'industrie pétrolière internationale ». CNRS, Paris.
- ARISTOTE, *Politique*. Trad. J. Barthélémy-Saint-Hilaire. Troisième édition (1874). Revue et corrigée. PARIS
- AUTY, R. (2001a). (Ed.) *“Resource abundance and economic development”*, Oxford: Oxford University Press.
- AUTY, R. (2001b). *“Why resource endowments can undermine economic development: concepts and case studies”*, Paper Prepared for the BP-Amoco Seminar, Lincoln College Oxford University, November 28-29.
- AUTY, R. (2001d). *“Transition reform in the mineral-rich Caspian region countries”*, Resource Policy, 27.
- AUTY, R. 2002. *“Russia: the Political Economy of Transition in a Mineral Economy.”* In Murshed, M. (Ed.) (2002) *Issues in Positive Political Economy*. London: Routledge.
- AVIOUTSKII, Viatcheslav. 2007. « Les clans en Azerbaïdjan ». Le Courrier des pays de l'Est/5 (n° 1063), p. 67-79.
- BAKUE MAGAZINE. 2018 « *Art, Culture, Wild.* » En ligne : <https://baku-magazine.com/>
- BALAYEV, Bahruz. 2013. *“The right to self-determination in the South-Caucasus.”* Lexington books Editions. p.202. (À la bibliothèque DK699 N34 B35).
- BANQUE MONDIALE, 2016. « Données, Azerbaïdjan. » En ligne : <http://donnees.banquemondiale.org/> (page consultée le 15 novembre 2016).
- BARDHAN, Pranab; TSUNG-TAO, Yang. 2004. *“Political Competition in Economic Perspective”*. Paper No. 078. Bureau for Research in Economic Analysis of Development.
- BARDHAN, Pranab. 2006. *“The Economist’s Approach to the Problem of Corruption”* World Development Vol. 34, No. 2, pp. 341–348.

- BERD (Banque européenne de reconstruction et développement), 2014. « Azerbaïdjan ». En ligne : <http://2014.tr-ebrd.com/azerbaijan/> (page consultée le 10 octobre 2016).
- BOÉTIE, Étienne (de la). 1549. « Le discours de la servitude volontaire ». Manuscrit de Mesme.
- BOLUKBASI, Suha. 2011. « *Azerbaïdjan a political history.* » I.B TAURIS Edition. P.214 (A la bibliothèque, DK 697.68 B65).
- BRITISH PETROLEUM. 2015. « *BP in Azerbaijan Sustainability Report 2015* ». En ligne : <https://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/sustainability/country-reports/bp-sustainability-report-2015-azerbaijan.pdf>
- CHEVALIER, J.M. 1975. "Eléments théoriques d'introduction à l'économie du pétrole : L'analyse du rapport de force". Revue d'économie politique n° 2, mars-avril.
- CHEVALIER J. M. 1994. « L'avenir des sociétés nationales des pays exportateurs d'hydrocarbures », *Economie et Société*, n° 6, Septembre, pp. 7-13.
- CHEVALIER J. M. 2004. « Les grandes batailles de l'énergie. » Edition Gallimard.
- CAF. 2013. « Direction des relations internationales. Fiche pays. Azerbaïdjan ». En ligne : <https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/international/fiches%20pays/Azerbaijan.pdf>.
- CIA (Central Intelligence Agency), 2016. *Factbook*, Azerbaïdjan. En ligne : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/aj.html> (page consultée le 15 novembre 2016).
- CIARRETA, Aitor & NASIROV, Shahriyar. 2012. « *Development trends in the Azerbaijan oil and gas sector: Achievements and challenges.* » *Energy Policy* 40 (2012) 282–292
- COOLIDGE, J. & ROSE-ACKERMAN S. 1999. « *High-Level Rent Seeking and Corruption in African Regimes: Theory and Cases.* » Washington: World Bank Policy Research Working Paper Series 1780
- CORCUFF, Phillipe. 2011. *Sociologies contemporaines – Les nouvelles sociologies.* 3^e Édition. Édition Armand Colin. Paris.
- CORDEN Max W. & NEARY Peter J..1982. « *Booming sector and de-industrialisation. In a small open economy.* »
- CSP UE, 2014. « Instrument européen de voisinage et de partenariat Azerbaïdjan document de strategie par pays 2007-2013. » En ligne : https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/csp-azerbaijan-2007-2013_fr.pdf (page consultée le 20 novembre 2016).
- CUE, 2017. « Partenariat oriental ». En ligne : <http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/>

- EISENSTADT Samuel N. 1972. « *Traditional Patrimonialism and Modern Neo-Patrimonialism.* » Londres, Sage.
- EISENSTADT, Samuel. N .1983. « Les origines de l'État : une nouvelle approche. » *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations.* Vol.38 /N.6. pp. 1232-1255.
- DELLA PORTA, Donatella & VANUCCI, Alberto. 1999. “*The dynamics of political corruption*” – *Conclusion*”. Transaction Publishers
- DUFY, Caroline & THIRIOT Céline. 2013. « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et postsoviétiques », *Revue internationale de politique comparée* 2013/3 (Vol. 20), p. 19-40. DOI 10.3917/ripc.203.0019
- DURKHEIM, Émile. 1894. « Les règles de la méthode sociologique ». Collection : Les classiques des sciences sociales. En ligne : classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/regles_methode/regles_methode.html.
- FONTANEL, Jacques. 2011. « L'importance des relations économiques, politiques et sociales de l'Azerbaïdjan avec l'Union européenne. » pp.121-150. Edition Harmattan.
- GORLIZKI, Yoram & KHLEVNIUK, Oleg. 2004 “*Cold Peace. Stalin and the Soviet Ruling Circle, 1945-1953*” Oxford, Oxford University Press.
- GUIZOT, François. 1870. *Histoire de la civilisation en Europe.*
- HAF (Heydar Aliyev Foundation). 2017. « *Heydar Aliyev Foundation Website* ». En ligne : <http://heydar-aliyev-foundation.org/en/content/index/51/Fondun-Prezidenti>.
- INGLEHART, Ronald & WELZEL, Christian. 2005. “*Modernization, Cultural Change and Democracy: The Human Development Sequence*”. Édition Cambridge. Cambridge.
- INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). 2016. « Indice de Gini / Coefficient de Gini ». En ligne : [https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1551_\(page consultée le 24 octobre 2017\)](https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1551_(page_consultee_le_24_octobre_2017)).
- KNAUS, Gerald. 2015. “*Europe and Azerbaijan: The End of Shame*”. *Journal of Democracy.*
- LA CROIX. 2016. « En Azerbaïdjan, le régime se renforce ». En ligne : <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/En-Azerbaïdjan-regime-renforce-2016-09-26-1200791656>
- LA CROIX. 2018. « « Caviargate », les liaisons dangereuses du Conseil de l'Europe avec l'Azerbaïdjan ». En ligne : <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/Caviargate-liaisons-dangereuses-Conseil-lEurope-lAzerbaïdjan-2018-04-23-1200933978>

- LA TRIBUNE. 2016. « L'Azerbaïdjan, "bombe à retardement", victime de la baisse des prix du pétrole ». En ligne : <https://www.latribune.fr/economie/international/l-azerbaïdjan-bombe-a-retardement-victime-de-la-baisse-des-prix-du-petrole-547516.html>
- LEITE, C & WEIDMAN J. 1999. “*Does Mother Nature Corrupt? Natural Resources, Corruption and Economic Growth*”. IMF Working Paper WP/99/85.
- LEMIEUX, Vincent. 1977. « Le patronage politique, Une étude comparative ». Presses de l'Université Laval. Québec.
- LE MONDE. 2014. « Bakou accentue la répression des voix indépendantes. » En ligne : http://www.lemonde.fr/international/article/2014/12/27/bakou-accentue-la-repression-des-voix-independantes_4546609_3210.html#YxIYkF67mueyrrfm.99
- LOCATELLI, Catherine. 2005. Les enseignements de la privatisation du secteur pétrolier russe. Séminaire du CERI, “les privatisations dans le monde”. En ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00007785/document> (page consultée le 21 novembre 2016).
- LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1995. 1995. Articles 94 & 95. (Azerbaïdjan).
- MAKINSKY, Michel & VINATIER, Laurent. 2008. « L'Azerbaïdjan - Au centre d'enjeux globaux ». Revue EurOrient N°28. pp.177-184 (DK697.69 A94).
- MALTHUS, Thomas. 1815. “*An Inquiry into the Nature and Progress of Rent, and the Principles by which it is regulated*”. Londres.
- MATHEY, Raphaëlle. 2008 La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan. Édition La Découverte | « Hérodote » n° 129. pp. 123-143
- MATHIEU, Paul; VAN SELM, Bert; WAKEMAN-LINN John. 2003. “*Oil Funds in Transition Economies: Azerbaijan and Kazakhstan*”. International Monetary Fund
- MÉDARD Jean-François. 1991. « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », dans MÉDARD J.-F., (dir.), États d'Afrique Noire : Formations, mécanismes et crises, Paris, Karthala, p. 323.
- MÉDARD Jean-François. 2006. « Les paradoxes de la corruption institutionnalisée ». De Boeck Supérieur. Revue internationale de politique comparée. Vol. 13 | pages 697 à 710
- MITCHELL, V. John & STEVENS, Paul. 2008. “*Resources Depletion, Dependence and Development: Can Theory Help?*”. Edition Chatham House. (p.56, 57).
- O'HIGGINS, Eleanor R. E. 2006. “*Corruption, Underdevelopment, and Extractive Resource Industries: Addressing the Vicious Cycle*” Volume 16, Issue 2. pp. 235-254.
- OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), 2016. Elections in Azerbaijan. En ligne : <http://www.osce.org/odihr/elections/azerbaijan> (page consultée le 13 novembre 2016).

- PARLEMENT EUROPÉEN, 2008. “*Presidential elections in Azerbaijan election observation delegation*”. En ligne : www.europarl.europa.eu/document/.../20090807ATT59480EN.pdf
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 2016. Human Development Indicators – Azerbaïdjan. En ligne: <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/AZE>
- RWI (Revue Watch Institute). 2006. « Un regard sur l’EITI. Perspectives de la société civile et recommandations concernant l’EITI (Initiative de transparence des industries extractives) ». En ligne : <https://resourcegovernance.org/sites/default/files/osieitifrenchfinal.pdf>.
- RICARDO, David. 1817 « Des principes de l'économie politique et de l'impôt ». Chap II - De la rente de la terre - Trad. Francisco Solano Constancio et Alcide Fonteyraud. 3e édition anglaise parue en 1821. Paris.
- ROBERTS, Graham H. 2008. « Signes Extérieurs de Richesse : Argent et Représentations dans la Russie Post-Soviétique » dans : S. Vatanpour (ed.), *L'Argent et la Monnaie: Représentations et Concepts* (Lille: Presses Universitaires de Lille-3), pp. 85-94. Lille.
- SCHÜTZ, Alfred & LUCKMANN, Thomas. 1973. “*The Structures of the Life-world*”, Volume 1. Northwestern University Press.
- SEHLARE, Makgetlaneng. 2016. “*Azerbaijan as a Regional Economic Driver: Opportunities and Challenges.*” Edition African Books Collective.
- SHESHINSKI, Eytan & LOPEZ-CALVA, Luis F. 2003. “*Privatization and Its Benefits: Theory and Evidence.*” Institute for Economic Research, Munich. En ligne : <http://cesifo.oxfordjournals.org/content/49/3/429.abstract> (page consultée le 18 novembre 2016).
- SMITH, Adam. 1776. « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. » Livre I, Chap 11. Trad. française : 1949. Édition électronique par Jean-Marie Tremblay. Chicoutimi. En ligne : https://cras31.info/IMG/pdf/adam_smith_recherches_sur_la_nature.pdf
- STATE OIL FUND OF THE REPUBLIC OF AZERBAIDJAN (SOFAZ), 2017. En ligne : http://www.oilfund.az/en_US/about_found/history/uemumi-melumat.asp
- STEVENS, Paul. 2003. « *Resource – Curse or Blessing? A Literature Survey* ». Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy University of Dundee Dundee (UK).
- TANZI, Vito. 1998. “*Corruption Around the World: Causes, Consequences, Scope, and Cures.*” Fond Monétaire International, Département des Affaires Fiscales. En ligne : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp9863.pdf>.
- TDG FRANCE. 2016. « Azerbaïdjan - Synthèse du secteur pétrolier et gazier ». En ligne : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/430554>

- TORJESEN, Stina & ØVERLAND, Indra. 2012. *“International Election Observers in Post-Soviet Azerbaijan: Geopolitical Pawns or Agents of Change?”*. Ibidem Press, Stuttgart 2012.
- TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2014. *“Transparency international condemns arrest of anti-corruption investigative journalist in Azerbaijan”*. En ligne : https://www.transparency.org/news/pressrelease/transparency_international_condemns_arrest_of_anti_corruption_investigative (Page consultée le 10 octobre 2016).
- TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2015. En ligne : <https://www.transparency.org/cpi2015/>. (Page consultée le 10 octobre 2016).
- TURAN. 2018. *“Ali Insanov: "Ruthless persecution against me continues”*. En ligne : <http://www.turan.az/ext/news/2018/1/free/Social/en/68277.htm>
- UNPSA, 2017. *“UN Public Service Day & Awards”*. En ligne : <https://publicadministration.un.org/en/UNPSA>
- WARREN, Mark E. 2004 *“What Does Corruption Mean in a Democracy?”*. American Journal of Political Science. Vol.48-2 Pp. 328–343.
- WILLERTON, John. P. 1992. *“Patronage and Politics in the USSR”*. Cambridge University Press.
- WORLD VALUES SURVEY. 2014. World Values Survey (2010-2014) Crossings by country Study # 906-WVS2010 v.2015.04.18. En ligne : <http://www.worldvaluessurvey.org>.
- ZEYNALOV, Fazil. 2015. *« Les Ressources pétrolières et gazières de l’Azerbaïdjan: La transformation d'un pays en un hub énergétique régional. »* Editions Publibook.